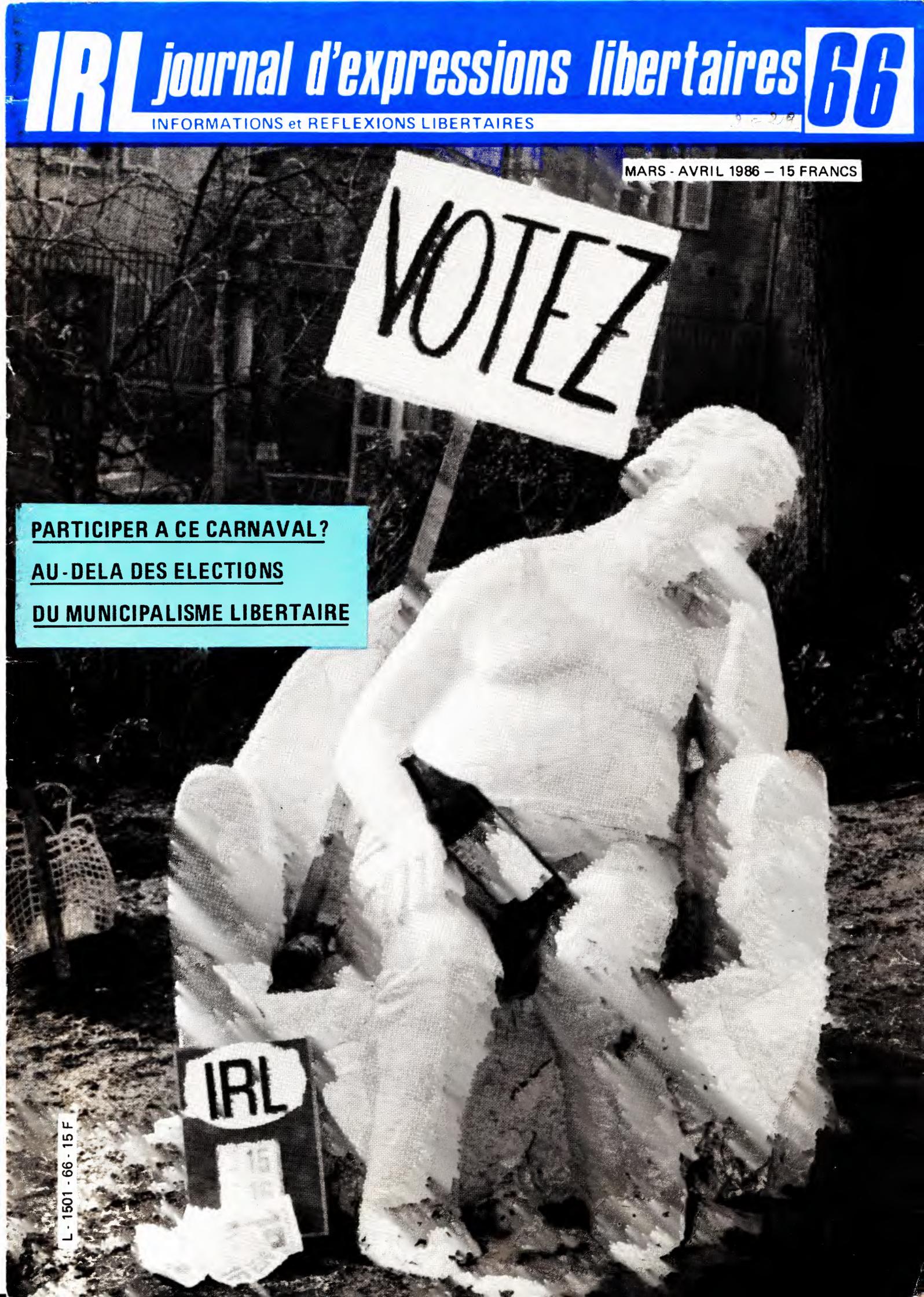


MARS - AVRIL 1986 - 15 FRANCS

A black and white photograph of a person in a white, fluffy costume, possibly a poodle or a similar animal, holding a large sign that says "VOTEZ" in bold, black letters. The person is standing outdoors, and the background shows trees and a fence. The overall scene suggests a political or social commentary on elections.

VOTEZ

PARTICIPER A CE CARNAVAL?  
AU-DELA DES ELECTIONS  
DU MUNICIPALISME LIBERTAIRE

IRL

**Directeur de publication :**  
Alain Thévenet

**Commission paritaire :** 55270

**ISSN :** 0398-5725

**Imprimé par**  
BOSC Frères - Lyon

**Dépôt légal n.** 7867 - janvier 85

**Rédaction et administration :**  
IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc  
69001 LYON

**IRL - Rédaction Parisienne :**  
c/o Max Nettleau 15 rue Gracieuse  
75005 PARIS

**ABONNEMENT**

5 numéros (1 an) : 70 F  
10 numéros (2 ans) : 140 F  
De soutien (2 ans) : 200 F  
Diffusion militante (5 exemplaires  
pendant 1 an) : 300 F  
(ajouter 10 F pour l'étranger)

**Pour vos versements :**  
IRL CCP 4 150 95 N LYON

**NOTE :** Le numéro qui figure en  
haut et à droite de votre adresse  
sur l'enveloppe d'expédition est le  
numéro du dernier IRL que vous  
devriez recevoir. Nous vous deman-  
dons de bien vouloir vous réabonner  
dès que votre abonnement arrive à  
échéance.

# S O M M A I R E

LE BAZAR ELECTORAL ET SES EVENTAIRES ..... pages 3 et 4

AU-DELA DES ELECTIONS ..... pages 4 et 5

LA DROGUE DE L'URNE ..... pages 6 et 7

PARTICIPER AU CARNAVAL ? ..... page 7

AU-DELA DE LA DEMOCRATIE ..... page 8

DU MUNICIPALISME LIBERTAIRE Murray Bookchin ..... pages 9 à 15

L'AFFAIRE DU CORAL ..... page 16

MILLE ET UNE PENSEES LIBERTAIRES :  
- DEUX MARCHES ET DEUX DEMARCHES CONTRADICTOIRES pages 17 et 18  
- ATTENTION AUX MARCHES. .... pages 18 à 20

LE SYNDICAT DEMOCRATIQUE DE LA SECURITE SOCIALE .... pages 21 à 23

BHOPAL : JOYEUX ANNIVERCYANURE ..... pages 24 à 26

CHILI : RENAISSANCE LIBERTAIRE ..... pages 27 à 29

EST-INFO, CHRONIQUE DES PAYS DE L'EST ..... pages 30 et 31

LETTRES ..... pages 32 et 33

CAUSE A MON CUL MA TETE EST MALADE ..... page 34

## UNE VIE ANARCHISTE

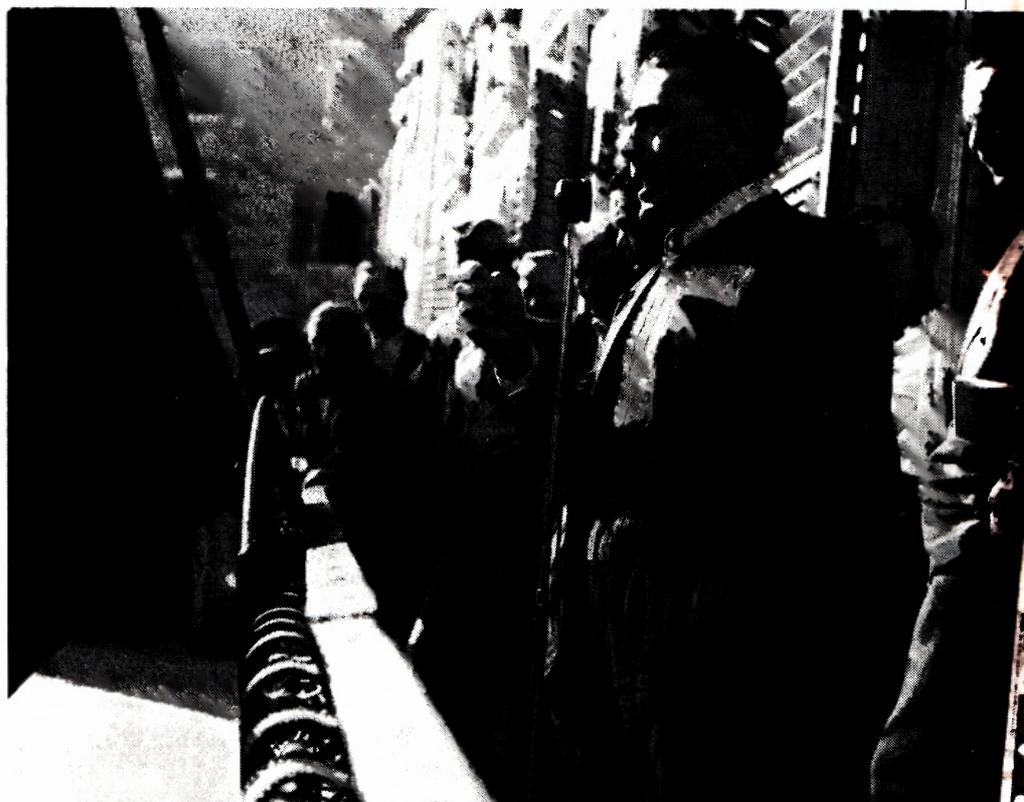
### A. FAILLA

En janvier 1986, l'anarchiste italien Alfonso FAILLA est mort à l'âge de 80 ans, à Carrare. Une information que beaucoup de quotidiens italiens ont publiée et qui a été commentée dans la presse anarchiste. A. FAILLA incarne l'image même du militant qui s'est battu dès le début contre le fascisme, sans jamais s'arrêter et qui a participé à la Résistance pour combattre le fascisme et ses alliés. Un anarchiste qui n'a jamais cessé de propager les idéaux libertaires en se battant contre les injustices issues de la société démocratique.

Mais plus que tout, à mon avis, il représente encore aujourd'hui, ainsi que les quelques rares anarchistes qui sont nés avec le siècle, l'image de l'anarchisme tel que je l'aime : une éthique individuelle et collective qui s'exprime non seulement en termes politiques, lors de manifestation pour ou contre telle ou telle chose, mais aussi dans la vie de tous les jours.

Et c'est avec tristesse qu'il faut imaginer que nous ne pourrions plus jamais l'entendre nous questionner au sujet d'IRL, auquel il avait souscrit un abonnement de soutien dès les premiers numéros. C'est avec tristesse que je dois annoncer la mort de celui qui était devenu un peu mon père. Mais aussi avec la volonté et le désir de continuer à engager ma vie, comme il l'a fait pendant 80 ans, pour que les idéaux et le mouvement libertaires puissent toujours davantage s'affirmer dans notre quotidien.

Mimmo



# Les convergences

**C'**est la foire électorale. Les marchands-candidats rivalisent de slogans creux et pompeux, dérisoires et solennels. Leurs recherches publicitaires ont abouti à des produits-formules ineptes et bien martelées, gadgets qui se veulent amusants, qui ne le cèdent en rien pour la vulgarité et la débilité, à la publicité du plus bas étage.

De ce point de vue, la campagne actuelle est sans précédent. Du moins en France, parce qu'en Amérique on fait toujours mieux.

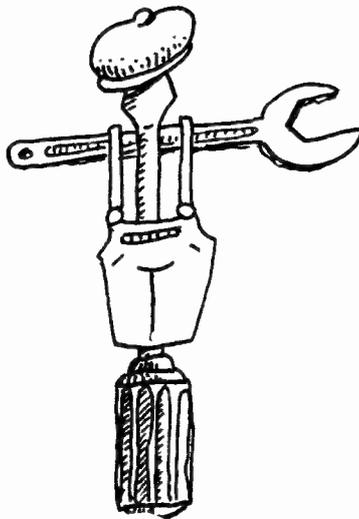
Pourquoi ? Parce que la gauche et la droite n'ont cessé de se rapprocher ; notamment sur le plan économique et social, comme le montre un examen même succinct des trois grands dossiers : Nationalisations, Lois Auroux, Emploi.

## LES NATIONALISATIONS

La gauche a déjà commencé à dénationaliser, en rétrocedant au secteur privé une partie des filiales des entreprises nationalisées. Ainsi dès l'été 1982, Péchiney vendait sa filiale colorants au trust britannique « Impérial Chemical Industries ». Saint-Gobain a dénationalisé deux fois, en l'espace de quelques mois. Une première fois en juin 85 quand 15% du capital Saint-Gobain-Emballage fut remis sur le marché, une deuxième fois quand la Société Européenne des Produits Réfractaires (S.E.R.P.) qui en dépend, fit appel en novembre dernier au capital privé. La Compagnie Générale d'Electricité (C.G.E.) a introduit 50% de sa filiale marocaine à la bourse de Casablanca (1). Ce ne sont pas des arrangements circonstanciels ou des mesures isolées. Mais des éléments d'une politique d'ensemble, d'une orientation fondamentale comme le dévoile la création des titres participatifs et des certificats d'investissement. Les titres participatifs ont été créés au milieu de l'année 1983, pour la sauvegarde du secteur public, ils n'étaient que des titres à revenus fixes comme les obligations. Les certificats d'investissement, par contre, ont un revenu variable lié aux résultats des entreprises. Ce sont, en quelque sorte, des actions qui sont, comme chacun sait, un des fondements de la société capitaliste. Des commentateurs aussi avisés que les journalistes de *La Tribune de l'Economie* ne s'y sont pas trompés : « Le passage du titre participatif au certificat d'investissement, ce n'est jamais que la version boursière de l'évolution de la politique gouvernementale du socialisme pur et dur de 1981, au néo-libéralisme 1984 ». 30 juin 1985.

La droite parlementaire est en train de faire le même chemin, mais en sens inverse à partir du libéralisme pur et dur.

Il n'y a pas encore si longtemps, exactement en juin dernier que Jacques Chirac proposait dans la chaleur des assemblées militantes « dix mesures pour rendre en six mois avec le socialisme ». Maintenant il rejoint les leaders de l'UDF et Raymond Barre qui mollissant les premiers ont montré la voie. Michel Noir, spécialiste RPR de la dénationalisation lors d'une conférence de presse tenue le mardi 10 décembre a évoqué le nécessaire rôle « incitatif » de l'Etat vis-à-vis des entreprises sur les « technologies stratégiques ». Les dénationalisations seront « progressives sur cinq ans et selon le compte-rendu du journal *Le Monde* du 12 décembre 1985 : « devront dans la mesure du possible s'effectuer par ouverture du capital



aux salariés de l'entreprise et par augmentation du capital. Autant de méthodes qui ne devraient pas poser de « problèmes de conscience » à M. Mitterrand ».

Plus les élections approchent et plus les leaders de l'opposition allongent les délais de dénationalisation. D'abord il y a quelques semaines, deux ans, au moment où nous écrivions cinq ans et plus. Les experts des cabinets d'affaires proches de l'opposition sont encore plus prudents que leurs commanditaires. Certains vont jusqu'à parler de dix ans et même de douze ans.

## LES LOIS AUROUX ET L'EMPLOI

Le rapprochement concerne aussi la représentation des salariés dans les entreprises du secteur privé : les

quatre lois Auroux qui avaient été accueillies par un tel concert de protestations indignées parce qu'elles étaient dénoncées comme une tentative de soviétisation de l'activité économique et industrielle paraissent désormais fort acceptables à la droite. Elle reconnaît qu'elles sont bien en retrait de la cogestion allemande et même de certaines propositions de Sudreau, ministre de Giscard. Toujours est-il que l'on ne trouve trace, dans aucun document récent de l'opposition parlementaire, d'un projet d'abrogation. Les quelques milliers d'accords qui ont été signés à la faveur de l'application des lois Auroux sont considérés, certes *mezzo voce*, comme favorables à la bonne marche de l'entreprise par les principaux leaders de la droite.

La réglementation du travail resterait la seule différence, au plan économique et social, entre l'actuelle majorité et l'opposition. Notamment la question de l'autorisation administrative de licenciement.

Au cours du débat télévisé avec Fabius, Chirac s'est déclaré favorable à l'abrogation de l'autorisation. A une exception de taille cependant, celle où l'entreprise recevrait des crédits de l'Etat. C'est la porte ouverte à toutes les édulcorations. D'ailleurs le document signé par l'UDF et le RPR à paraître le 16 janvier, mais dont la presse a déjà livré l'essentiel, la question n'est même pas évoquée ; et quand elle l'est, dans d'autres documents, c'est dans un flou voisin du silence (2). D'un autre côté, sous un gouvernement « socialiste », l'interdiction administrative de licenciement n'est très souvent pas respectée. Là encore, il n'est pas sûr que la différence entre la droite et la gauche, que les inconditionnels veulent trouver à tout prix, existe.

Bien sûr, le rapprochement est camouflé par la polémique électorale qui oblige le PS à afficher à gauche et le RPR et l'UDF à se déclarer franchement pour le libéralisme sans faille. Par contre, les programmes des uns et des autres sont vides, agrémentés de généralités sans signification et silencieux sur les problèmes d'orientation et les grands dossiers. Lorsque les leaders de l'opposition et de la majorité confrontent leur point de vue dans des assemblées où la démagogie tient peu de place, comme Giscard d'Estaing et Michel Rocard ont eu l'occasion de le faire au Forum de l'Expansion au début du mois d'octobre, c'est-à-dire lorsque rien ne les empêche d'aller jusqu'au bout de leur pensée, on discerne très facilement que leurs divergences n'ont rien de fondamental, rien de stratégique même ; et le sont tout juste tactiques,

techniques même pourrait-on dire. On pourrait même jouer à un petit jeu fort instructif : qui a dit quoi, de Giscard ou de Rocard ? On s'y tromperait facilement. Le sous-titre que *Libération* a donné pour rendre compte du Forum donne une idée juste de la minceur des divergences. Il faut prononcer la séparation de l'entreprise et de l'Etat disait l'un, pas de libéralisme sans règle du jeu disait l'autre, à l'Etat d'élaborer un nouveau code. On voit le mécanisme du rapprochement, si l'on sait que l'un et l'autre ont déclaré, sous des formes différentes que demain la France serait libérale (4 octobre 1985).

## LES BASES IDÉOLOGIQUES DU RAPPROCHEMENT

Il existe des gens pour s'étonner de l'évolution de la gauche et du P.S. C'est en raison du mythe coriace du « socialisme pur et dur », en particulier sur les nationalisations et le secteur public. La rupture avec la société capitaliste, même lente et progressive et la finalité sociale des nationalisations n'ont jamais existé que dans les textes des congrès et dans les prédications des leaders pour susciter le dévouement des militants.

Au discours social qui y était associé s'est peu à peu substitué le discours industriel et moderniste jusqu'à l'occulter complètement. L'objectif des nationalisations n'étant pas de rendre la maîtrise de l'économie aux travailleurs, la transformation révolutionnaire des rapports sociaux et l'organisation de la production en vue de l'uti-

lité sociale et de la satisfaction des besoins. Mais l'indépendance nationale, la capacité concurrentielle de l'ensemble de l'économie française par l'extension du secteur public et budgétaire destiné au rôle de facteur d'entraînement. Toutes les mesures sociales étant secondaires et subordonnées à ce projet, comme la représentation des travailleurs dans les entreprises nationales et les quatre lois Auroux dans le secteur privé.

Les nationalisations qui font partie de la panoplie de la social-démocratie et du bolchevisme n'ont jamais été **des socialisations** et n'y mènent pas. Elles n'ont jamais fondamentalement changé les rapports sociaux et le sort des travailleurs quelque soit le parti au pouvoir. C'est pourquoi ceux-ci se désintéressent des mesures de reprivatisation comme ils se sont désintéressés des mesures de nationalisations. Les entreprises nationalisées fonctionnent d'ailleurs comme des entreprises privées, comme le montre le cas de Bull qui n'est qu'un exemple parmi d'autres. Le « succès » de Bull depuis 1982 est redevable à «...une stratégie qui doit beaucoup à la logique de l'entreprise privée » *Libération* du 20 décembre 1985.

Le rapprochement entre la gauche et la droite repose sur des bases idéologiques qui annoncent de grands changements dans la vie politique française. La pierre angulaire en est l'entreprise considérée comme le creuset moderniste d'une nouvelle harmonie sociale, d'une nouvelle forme de collaboration entre les

classes occupées à la production et dans les services : ouvriers, patrons, employés, administrateurs.

C'est un nouvel ordre capitaliste qui est en train de s'instaurer qui doit reposer sur la participation si l'on est gaulliste, les cercles de qualité et les groupes d'expression si l'on est technocrate moderniste, les lois Auroux si l'on est de gauche. Il n'y a entre les uns et les autres aucune solution de continuité. Ce qui est un facteur supplémentaire de rapprochement.

Aux raisons générales de ne pas participer à la foire électorale, rappelées périodiquement par les anarchistes, qui n'ont jusqu'ici pas convaincu grand monde, s'ajoutent ainsi de nouvelles motivations. Seront-elles suffisantes pour faire comprendre à une frange importante du corps électoral que les élections ne sont que des péripéties desquelles on ne peut pratiquement rien attendre, surtout pas l'amélioration de son sort. Même si les candidats prennent le masque du pseudo-socialisme du PCF ou le look parfois sympathique de l'extrême-gauche et des écologistes.

1<sup>er</sup> janvier 1986  
Michel Ravelli

(1) Au moment de composer nous apprenons que Rhone-Poulenc aussi se prépare à dénationaliser et que la suppression de l'autorisation de licenciement sera négociée avec le Fonds national de l'emploi (déclaration programmatique UDF-RPR qui verse une nouvelle rasade d'eau dans le vin pur du libéralisme.

# Au-delà des élections

**L**orsque les Anarchistes, jadis, dénonçaient dans les élections un processus d'intégration à la société dominante et prônaient l'abstentionnisme, ils n'avaient pas tort. Ils avaient même tellement raison que, par ce biais et par d'autres, cette intégration est aujourd'hui réalisée et, qu'en soi, l'abstention n'a pas plus de portée révolutionnaire que le vote une portée réformiste.

A cette époque, donc, une alternative crédible pouvait être offerte au suffrage universel : la grève générale et insurrectionnelle par exemple. Et il est vrai qu'à plusieurs reprises, dans l'histoire, des élections sont intervenues pour désamorcer une situation révolutionnaire.

Sauf à tenir un discours purement idéologique, qui ne peut que résonner comme une incantation, ou faire doucement rigoler, cela n'est plus possible aujourd'hui. Concrètement, il ne s'agit

pas de voter ou de participer à une action révolutionnaire, et l'abstention ne peut avoir qu'une portée individuelle, la signification de quelque chose de l'ordre du dégoût ou de la résignation qui, vu de l'extérieur se confond avec la signification de l'indifférence.



Les élections sont donc un moyen de résoudre les conflits ou de prendre des décisions, au sein d'une collectivité, sans mettre en péril l'équilibre de celle-ci. C'est ainsi qu'on a vu des hommes de droite se réjouir de la victoire de la gauche en 81, en y voyant la preuve du caractère démocratique du système et une soupape de sécurité face à ce qu'ils percevaient (à mon avis bien à tort) comme un risque d'explosion révolutionnaire. A partir de là, la question est double : il s'agit de savoir d'abord s'il peut exister d'autres systèmes de régulation, ensuite si ce système de régulation n'a pas aussi un rôle oppresseur par

rapport aux minorités, ou limitatif par rapport aux possibilités qu'offre la liberté humaine.

## REMETTRE DE L'ORDRE

La question peut se poser déjà au niveau du quartier ou de la commune. Il peut arriver, par exemple, qu'une gestion soit si ouvertement aberrante qu'elle soulève une indignation quasi générale, ou que les besoins d'une population et ses intérêts globalement communs tellement évidents que cela peut déboucher sur un mouvement de masse. Mais compte-tenu du contexte global, de l'absence de débouché, ce mouvement ne peut déboucher sur autre chose que sur des élections, et la mise en place d'un nouveau personnel municipal. Mais, pour autant, le contexte global n'a pas changé, et il faut savoir que ce mouvement était alors plutôt quelque chose de négatif, une protestation

contre, qu'un élan rénovateur. Il s'agit, en quelque sorte, de remettre les choses en ordre, dans un ordre que l'incompétence ou l'injustice trop flagrante de quelques uns a mis en péril.

A un autre niveau, les élections législatives qui se préparent représentent, il est vrai, un enjeu, mais cet enjeu est d'abord un enjeu idéologique: c'est la droite contre le gauche, mais sur le plan concret, à part quelques détails et aussi une ambiance générale qui n'est pas négligeable, on a vu que cela ne changeait pas grand-chose. Il n'y a pas une grande originalité à rappeler que le système est tel que la marge de manœuvre des uns et des autres est relativement étroite. Et que les effets pervers du système électoraliste induisent une démagogie qui amène parfois la droite à prendre des mesures dont l'idée revient à la gauche, et la gauche à surenchérir sur la droite dans certains domaines, par exemple par rapport aux immigrés.

### UNE SENSIBILITE A GAUCHE

Il est vrai, cependant, que nous nous sentons en général plus proches, par la sensibilité, des gens qui votent à gauche que de ceux qui votent à droite, et cela n'est sans doute pas du au seul hasard. Beaucoup d'anarchistes étaient dans les rues en mai 1981, même s'ils n'avaient pas tous voté. Ils partageaient alors un élan qui, d'ailleurs s'adressait plus à l'échec de la droite qu'à la victoire de la gauche. Victoire d'ailleurs toute relative, puisqu'il s'agissait de quelques pourcentages de voix. De même que ce n'est sans doute qu'à quelques pourcents près que, cette fois-ci, la gauche sera vaincue, et que nous partageons les craintes de ceux qui auront voté pour elle. Cette victoire électorale a d'abord été la traduction, et sans doute la réduction d'un élan populaire, d'un espoir qui n'avait pas, dans le contexte politique et économique actuel, d'autre issue. De même, la défaite de la gauche sera la traduction d'un sentiment de découragement et de résignation. Mais dans ce cas, nous ne pourrions que nous féliciter de ce que ce sentiment se traduise, pour l'instant, à travers les urnes, et non par une prise de pouvoir de Le Pen.

Quelquefois, les choses paraissent plus complexes. La présence de quelques Verts, au parlement allemand, n'est sans doute pas pour rien dans le ralentissement du programme nucléaire allemand. Il n'est pas indifférent qu'ils puissent aussi parfois servir de grains de sable susceptibles de s'incruster dans les rouages d'une machine bien huilée. Mais l'élan populaire dont cette élection n'a été qu'un aspect, la dépassait de beaucoup. Dans ce cas, la campagne et la victoire électorales amplifient-elles ce mouvement de masse ou le récupèrent-elles en lui ôtant toute portée révolutionnaire? L'exemple passé des Provos

d'Amsterdam pourrait donner à réfléchir, qui se transformèrent bien vite en gestionnaires parmi d'autres, peut-être simplement plus avisés. Cet exemple parmi d'autres tendrait à prouver que les élections ne peuvent être autre chose que la traduction réductrice de tensions sociales réelles.

### CONTRE LA DELEGATION DE POUVOIR

En tout état de cause, dans le cas des élections, on ne se prononce pas sur tel ou tel point, mais on élit des gens, sur un vague programme, pour une durée déterminée, à charge pour eux de prendre position sur des problèmes qui surgiraient, différents de ceux qui auraient été au premier plan au moment de leur élection. C'est la délégation de pouvoir, principe auquel nous ne pouvons qu'être opposés. Même si, parfois, il ne nous est pas possible de trouver aux principes une application pratique et immédiate, il paraît nécessaire de les garder comme points de référence.

La procédure du référendum peut sembler, au premier abord, plus démocratique, lorsque du moins les questions ne sont pas posées d'une façon qui induise déjà la réponse ou lorsqu'elles ne sont pas préparées de façon si complexe que seuls des spécialistes pourraient s'y retrouver, et encore. Mais là non plus les enjeux ne sont pas toujours clairement exposés. Et les résultats ne sont pas toujours encourageants. Ainsi, dans plusieurs cantons suisses, un référendum sur l'immigration a mis en évidence une majorité franchement raciste.

Cela pose d'ailleurs le problème de la démocratie. La majorité n'a pas toujours raison et c'est une illusion de penser que le peuple, s'il n'était pas trompé par de mauvais bergers, irait toujours vers plus de tolérance et de clairvoyance.

Il reste que les élections sont un moyen parmi d'autres que trouve une société, à un moment donné, pour résoudre les problèmes qui se posent à une collectivité dès lors qu'elle est composée d'un nombre relativement grand de personnes. Il vient, en effet, un moment où, au delà des arguments des uns et des autres, il est nécessaire de prendre une décision, même dans le cas où chacun a pu prendre la parole. Globalement, et malgré bien des réserves, nous sommes d'accord pour penser que le choix exercé par une majorité comporte moins de risque que celui que prendrait un individu seul, ou un groupe d'individus. Encore faut-il que tous les tenants et aboutissants de la question posée aient pu être examinés, que les intérêts en jeu soient clairs le plus possible, de même que les implications possibles de chacun des choix.

Encore faut-il remarquer que toutes les questions (et peut-être même pas la majorité d'entre elles), ne se résolvent pas par oui ou non. Il y a souvent de multiples autres solutions qui ne sont pas forcément intermédiaires, mais parfois aussi, au delà.

Ceci ouvre la voie vers ce qui pourrait peut-être être, dans beaucoup de cas une alternative au vote, et qui serait quelque chose de l'ordre du compromis. Non pas un compromis réducteur dans lequel chacun ferait des concessions, mais un compromis qui permettrait d'entrevoir de nouvelles solutions, ou de poser de nouvelles questions.

Alain

*Ce texte est issu de diverses discussions au sein de la rédaction lyonnaise d'IRL.*



# La drogue de l'urne

*Nous publions ici une des contributions au Colloque «Au-delà de la Démocratie», organisé les 8 et 9 février par l'Atelier de Création Libertaire de Lyon (voir plus loin le compte-rendu de ce colloque).*

**I**nitiallement, je devais parler des illusions de l'anti-totalitarisme. Je voulais montrer comment la dénonciation du totalitarisme, brun ou rouge, était la source de deux grandes illusions :

— L'illusion d'un pouvoir politique capable de contrôler toute la société et d'imposer sa logique dans les moindres détails de la vie privée.

— L'illusion d'un combat politique qui se déroulerait sur le seul terrain des formes de régime politique, des grands affrontements, entre la droite et la gauche, l'est et l'ouest, le fascisme et l'antifascisme.

L'actualité des élections prochaines et les débats contradictoires qu'elles suscitent même dans le mouvement libertaire(\*), m'ont conduit à insister un peu plus sur le second point, sur la seconde illusion.

Je commencerai par la première cependant, l'illusion du pouvoir politique «totalitaire» capable d'absorber dans sa logique la totalité de la réalité sociale. En résumé on pourrait dire qu'il ne faut jamais prendre le désir des Etats pour des réalités.

On peut lire et relire avec un grand intérêt «1984» d'Orwell: C'est un bon roman et surtout une réflexion théorique très intéressante sur la logique du pouvoir d'Etat, sur son fonctionnement, sur sa capacité à manipuler les représentations à travers les discours et la terreur, et surtout sur son ambition spontanée, naturelle à vouloir imposer sa logique de fonctionnement à la totalité de la réalité sociale. Mais il ne s'agit que d'ambition et de ce point de vue le roman d'Orwell est une fable, une histoire à la limite qui ne prétend pas dire ce qui va se passer.

La logique indiscutablement totalitaire de l'Etat, du politique ne peut pas atteindre l'objectif qu'elle poursuit avec plus ou moins d'obstination suivant ses moyens du moment. Elle ne peut pas s'imposer à l'ensemble de la réalité sociale, réduire cette réalité à son seul fonctionnement. Pour deux raisons essentielles: une raison de fait, empirique, c'est que l'on ne connaît pas de cas où cet objectif ait été atteint;

une raison plus théorique: la logique étatique, à elle seule, est tout à fait incapable d'assurer la reproduction, l'existence de la société.

## L'ETAT EN-DEHORS DE LA SOCIETE

L'Etat peut s'approprier et contrôler la richesse que produisent le travail et les milliers de mécanismes de la vie sociale et économique. Cette richesse, il sait la dépenser, il ne sait pas la produire. Et pour pouvoir dépenser ce que l'on ne produit pas, il faut bien laisser jouer les mécanismes de production. En résumé l'Etat ne peut pas se passer de la société, aussi puissant soit-il, aussi impatient puisse-t-elle son désir de tout absorber en lui, il faut bien laisser la société exister par elle-même, en dehors de lui, sous une forme ou sous une autre.

On peut se réjouir du caractère irréductible de la société, au sens que peuvent donner à ce mot les syndicalistes polonais. On peut se réjouir de la permanence des contradictions qui la constituent, car c'est là, dans ces contradictions, que peuvent toujours renaître des mouvements sociaux porteurs d'un projet libertaire. On peut le déplorer aussi ou tout du moins s'en inquiéter, car si la société est irréductible à la logique de l'Etat, si elle échappe toujours à une emprise totalitaire de l'Etat c'est qu'elle participe à sa façon à la logique d'oppression et de domination. L'ennemi que l'on dénonce n'est pas seulement du côté de la logique totalitaire de l'Etat. L'ennemi n'est pas seulement en dehors de nous dans les grandes machines idéologiques, politiques ou guerrières dont on refuse l'embrigadement. Il est aussi parmi nous, dans les rapports adultes-enfants, hommes-femmes, dans les rapports de travail, dans le fonctionnement des structures militantes, dans les objets que nous achetons. Il est aussi dans la société. D'une certaine façon, on peut penser que cet ennemi-là, celui des rapports économiques, des rapports culturels, des rapports familiaux, est très certainement, sinon le plus dangereux, du moins le plus fondamental, celui sans lequel les Etats, les Eglises, les armées, ne peuvent pas exister.

## L'ILLUSION DES ELECTIONS

Et c'est là, dans ce rôle caché ou dénié de la société, des relations immédiates, que peut naître une seconde illusion:

l'illusion de la politique, l'illusion des affrontements entre le totalitarisme et la démocratie, la droite et la gauche, l'illusion des élections.

La vie quotidienne, les rapports immédiats, les rapports économiques, familiaux, on n'y peut le plus souvent pas grand chose, à la mesure de ce que l'on souhaiterait tout du moins. A d'autres époques où de façon imprévisible les choses se mettent à bouger, des mouvements naissent qui brisent les anciennes relations sociales, qui font naître de nouvelles solidarités, qui touchent très directement la vie la plus immédiate. Ce n'est pas le cas actuellement.

Pour nourrir notre désir de changement, ne subsiste plus que le jeu d'ombres de la politique, une sorte d'Olympe moderne où des dieux rondouillards en complet veston ou en manches de chemise se chargent de mettre en scène nos désirs ou nos refus de changement.

Les élections, comme la religion, comme le patriotisme, comme l'alcool, sont une drogue, une drogue qui nous fait oublier les emmerdements et les stress réels qui nous assaillent. Les élections sont une drogue qui nous fait croire que la réalité de notre vie n'est pas une réalité qui dépend de nous, pour laquelle on ne peut rien.

Par les élections nous sommes vraiment dépossédés de nous-même; il ne s'agit pas ici des problèmes que posent la représentativité et la délégation de pouvoir, mais des effets idéologiques autrement redoutables du système politique et de l'acte électoral.

En votant je cristallise en un geste matériellement dérisoire mais éminemment symbolique non seulement l'impuissance à agir sur le terrain de ma vie réelle, là où toute l'épaisseur de ce qui me constitue est en jeu, mais je cristallise aussi et surtout l'escamotage de ma vie réelle. Cette vie, je me mets à la vivre en rêve, dans un affrontement abstrait gauche-droite, qui tire à lui toutes les espérances et tous les refus dont je suis capable par ailleurs.

Par bien des points, les élections ont à voir avec le jeu, le match de foot où, en spectateur, pendant une heure et demi, je vais concentrer toutes mes craintes et tous mes espoirs, le jeu du hasard où sur le coup de dé du numéro gagnant ou perdant j'ai le sentiment provisoire de jouer ma vie. La comparaison est boiteuse cependant car, à moins d'être un joueur immanent, le jeu reste un jeu qui ne prétend pas mettre en scène le sens de notre vie, le juste et l'injuste, la paix et la guerre, l'ordre du monde. En m'identifiant à la droite ou à la gauche, à tel ou tel parti à tel ou

tel dirigeant, je projette ma volonté d'agir sur un théâtre, une pure représentation.

L'important dans cette projection n'est pas que je délègue à d'autres le soin d'agir à ma place mais bien plutôt que tout le monde cesse d'agir, qu'il n'existe plus qu'un semblant d'action politique.

En effet, il suffit de réfléchir une minute et l'expérience de la gauche au pouvoir est là pour le montrer, pour se rendre compte que la trépidante scène politique avec ses coups de théâtre, ses rebondissements spectaculaires, ne correspond à pratiquement aucune action sur le réel. Les réalités continuent leur petit bonhomme de chemin ou leurs accélérations catastrophiques, en obligeant seulement les dirigeants politiques, à la place modeste qui est la leur, de se plier à elles, ou de laisser leur place à d'autres s'il leur prend la fantaisie de croire qu'ils peuvent en faire à leur tête.

## LA GAUCHE BRISEUSE DE GREVE

On avait déjà vu comment De Gaulle, un homme de droite porté au pouvoir par les partisans de l'Algérie française était le plus à même de faire accepter l'indépendance de l'Algérie. Dans un contexte historique différent, la gauche était la plus à même de briser les forces déjà affaiblies du mouvement ouvrier. Elle était la plus à même d'empêcher les grèves, de faire accepter la restructuration industrielle, les licenciements, les baisses du pouvoir d'achat. Bien sûr, elle ne le savait pas, la gauche, que là était sa mission historique. Elle était même résolument décidée à faire le contraire. Mais elle a fait ce qui fallait faire, ce que la réalité lui demandait de faire, la réalité de classes, la réalité de l'économie et de la société. Sans mémoire comme tout phantasme politique la gauche s'est contenté de donner un nom au reniement de ses objectifs. D'une part, elle l'a appelé très justement « réalisme » le réalisme du roi qui, dans le Petit Prince de St Exupéry, ne donne l'ordre au soleil de se lever que le matin pour être sûr de ne pas être désobéi, pour continuer de faire croire aux autres et à lui-même que c'est bien lui qui fait lever le soleil. Sa palinodie politique, la gauche l'a aussi appelée « modernisme », de façon tout aussi juste, la position du moment étant forcément toujours plus récente, moderne, que celle de la veille.

Demain, elle donnera d'autres noms à ses programmes, à ses partis, l'essentiel étant que les apparences soient sauvées, que le spectacle puisse continuer et que les électeurs vite désemparés puissent conserver un champion dans la lice, un héros de théâtre capable de mimer la grande lutte de la justice et de l'injustice, du progrès et de la réaction, même si

pour cela il lui faut, comme dans toutes les revues, changer fréquemment de costumes.

Comme la guerre ou la religion, le vote est très précisément une aliénation, un acte symbolique aussi dérisoire dans sa matérialité que le mariage ou le baptême des enfants mais qui, parce que symbolique, nous prive radicalement d'agir sur le réel qui nous constitue, en

se substituant, comme en rêve, à cette réalité.

Daniel

(\* ) Au sein des différents groupes de la Coordination Libertaire lyonnaise, par exemple, ces discussions se sont concrétisées par des textes que nous vous proposons dans ce numéro.

# Participer au carnaval ?



**L**e mouvement libertaire est divisé sur la direction à prendre face aux urnes : aller affirmer sa volonté et faire reculer la droite, ou bien tourner les talons et dissuader ses contemporains de participer à ce carnaval, à ce semblant de démocratie consultative (ou consultation démocratique au choix).

En fait si certains d'entre nous iront voter en mars prochain, ce n'est pas parce qu'ils mettent un quelconque espoir dans un gouvernement de gauche (en posant comme a priori qu'ils voteront à gauche) mais bien parce que les luttes qu'ils mènent actuellement, ils ne pourraient pas ou auraient de la difficulté à le faire avec un gouvernement de droite. Le retour de la droite entraînerait irrémédiablement un réinvestissement des gens dans les luttes contre la droite, un gaspillage d'énergie pour reconquérir un peu de terrain perdu et finalement une sorte de retour en arrière... Non, estiment-ils, il faut que le gouvernement de gauche reste en place afin que de plus en plus de déçus du socialisme s'investissent enfin ailleurs, dans une nouvelle économie, de nouveaux projets enfin réellement socialistes, et tout cela en dehors du jeu politique, en ne comptant que sur eux-mêmes, après s'être aperçus que ce n'est pas un gouvernement de gauche en qui ils avaient confié leurs espoirs qui les ferait aboutir, mais bien leur démarche personnelle.

Les autres, ceux qui ne voteront pas, estiment que ce serait une erreur de croire que les gens finiront par s'investir dans ces mouvements sociaux, mais continueront à rester passifs. Il faut bien reconnaître que ces quatre dernières années de gouvernance à « gauche » ne permettent pas de déceler autre chose qu'un léger frémissement. Aller voter maintenant serait interpréter comme un

abandon de poste, une nouvelle confiance accordée au système du scrutin comme moyen de participation des citoyens à la vie politique. Car en effet, et cette fois tous les libertaires sont d'accord, le système actuel, tout en donnant l'impression aux votants de pouvoir s'exprimer, permet en fait de mieux les flouer.

En effet après cette consultation, on les remerciera, ils n'auront subitement plus droit à la parole. Mais élargissons un peu le problème en nous éloignant du choix droite-gauche, car en s'y cantonnant, c'est le meilleur moyen de passer à côté du vrai problème des élections.

Il est bien évident que les libertaires ne sont pas contre le vote en tant que tel, car il est le meilleur moyen pour les prises de décision dans le cadre d'une démocratie directe, où les gens qui seraient élus, le seraient sur une base bien précise, avec un mandat très précis qui serait l'expression d'un groupe de personnes, d'une rue, d'un quartier, de gens travaillant dans la même unité de production, etc...

Il s'agit donc bien de condamner ici l'élection de quelqu'un sur des bases on ne peut plus floues, et d'une manière générale, la démocratie parlementaire qui en plus de priver les gens d'une quelconque intervention, mis à part leur petit bulletin de vote tous les cinq ans, ne sert qu'à reproduire une classe politique de « coqs pondteurs » de lois et de décrets...

N'oublions pas le rôle de désamorçage que les élections ont joué, l'exemple le plus récent étant les élections législatives de 68 où les français après être descendus dans la rue, ont accordé à nouveau leur confiance aveugle à De Gaulle.

Question à 100 roubles : les libertaires ont-ils une alternative au vote ?

Collectif Utilitaire Lyonnais

# au-delà de la démocratie

**L**e bilan du colloque pourrait tenir en une phrase prononcée par un copain en partant: «Dire que demain, faut bosser...». Eh oui, malgré nos causeries, nos débats, nos échanges plus ou moins vifs, le lendemain, la vie a continué comme avant, avec ses bons et ses mauvais côtés.

Rien n'a changé d'un coup de baguette magique... Mais nous le savions avant de venir! Par contre, j'ai le sentiment que ce type de rencontre est positif pour nous tous. Certes, le peu de participants (une cinquantaine de personnes) est le reflet de la réalité du mouvement. Pourquoi? Désintérêt face à ce type de réflexion? Thème non mobilisateur?



Des militants sont venus de Suisse, d'Italie, d'Espagne, de Paris, de Montpellier, Grenoble, Clermont Ferrand ou Niort (désolé pour les oubliés...) Pour ma première participation à un tel colloque, ma première réflexion sera purement sentimentaliste: la fraternité anarchiste existe, je l'ai rencontrée... On sent sincèrement chez les participants un réel plaisir à être là, se revoir, échanger, réfléchir. Et, mis à part ces états d'âmes, on a bel et bien essayé d'avancer pendant ces deux jours.

La table ronde de Samedi après-midi (je bossais le matin...) avec Poly, Orsoni, Colombo, Alberola et Colson, nous a permis de réfléchir sur notre perception du monde politique et de sa symbolique. Certaines interrogations pertinentes me semblent à creuser, à affiner: notre souci d'aller au-delà de la démocratie, vers une société où chaque individu aurait les mêmes droits que son voisin, est certes louable. Mais alors, pourquoi nos groupes, nos organisations politiques fonctionnent-elles si mal? Avec, en leur sein, tous les effets pervers de la démocratie (droits des minorités, pouvoir de décision, etc...). Et s'il est bon de reconnaître la théâtralité grandissante du jeu politique traditionnel, (théâtralité qui fait de nous des spectateurs passifs de ce «jeu»), il faut aussi s'interroger sur nos propres fonctionnements (y compris au cours de tels colloques). Cette

table ronde débouchera, bien entendu, sur le débat d'actualité: les élections de Mars 1986. La position traditionnellement abstentionniste des libertaires est évidemment assez largement majoritaire. Mais il me paraît important de voir que les réponses de chacun ne sont pas toujours aussi claires et nettes. Et chacun s'accorde pour dire qu'il n'est pas indifférent à ce qui se passera le 16 Mars. Alors? Il est peut-être dommage que l'on n'ait pas parlé des Verts allemands, par exemple. Les libertaires ont-ils quelque chose à prendre (et à laisser) dans de telles attitudes.

Le soir, Serge Utge-Royo nous avait fait le plaisir de venir nous donner un petit bonjour musical. Malheureusement, le public était bien peu nombreux: une partie des participants au colloque, plus quelques lyonnais. Il est regrettable pour ce compagnon que le public lyonnais ait été si clairsemé... D'autant plus que le spectacle valait le détour, les chansons de Serge ne pouvant laisser un libertaire (et même, dirais-je, un être humain à la sensibilité normale...) indifférent.

Le dimanche, nous avons essayé de partir de deux exemples de «démocraties» qui ont la réputation d'être des modèles: les U.S.A. (avec J.J. Gandini) et la Suisse (avec M. Enckell et P. Tonnelier). Dans la discussion qui a suivi, les gens ont été frappés par l'exemple suisse, où la technique d'une démocratie intégrative (tout mouvement de contestation du système finit, de quelque manière que ce soit, par être intégré, grâce aux diverses consultations ou votations populaires) a paru très difficile à dépasser, dans une perspective libertaire. Toute alternative a du mal à rester une alternative, puisqu'on l'intègre (en le dénaturant, bien entendu). Ça évoque le slogan: à l'est, on interdit de parler, à l'ouest, on nous dit: «cause toujours». Ce principe de «démocratie douce» paraît très difficile à combattre, car l'énorme majorité des militants «alternatifs» se fait piéger au jeu des référendums populaires (où ils investissent tout leur temps, leur argent, leur énergie). Heureusement, quelques copains et copines libertaires tentent quotidiennement d'avancer autre chose, de montrer qu'il y a un ailleurs (au-delà de l'alternative?).

L'après-midi, nous terminons avec A. Thévenet qui nous parle des exclus de la démocratie: les fous, les enfants et les immigrés. Les propositions libertaires doivent, elles, prendre en compte ces

exclus (peut-être y en a-t-il d'autres?). Ce qui m'a frappé, c'est la passion du débat autour de l'éducation, qui a suivi. Là encore, nous sommes au cœur d'un thème cher aux libertaires, qui les unit et les divise à la fois? Mais peut-on parler d'éducation libertaire dans un système qui n'a pas éliminé la domination?

Bref, on a fini sur des interrogations, bien évidemment. Et d'aucuns penseront peut-être que ces questions ne débouchent sur rien. Je n'en suis pas sûr. Nous n'avons pas trouvé le moyen pour arriver à une société libertaire idéale (y arrivera-t-on un jour?) mais nous avons mis le doigt sur des problèmes réels qui doivent interpeller le mouvement anarchiste dans son ensemble.

A nous, militants, de savoir ensuite recentrer nos pratiques afin que nous ne restions pas en dehors des réalités sociales (d'où le M.A. à été, de fait, quasiment exclus). A nous de réfléchir au pourquoi de cette exclusion, afin de réinvestir concrètement le terrain des luttes.

En guise de conclusion, on peut dire que les participants ont envie de continuer ce type de rencontre (c'est ce qui est apparu à la fin, au cours d'une petite discussion «bilan et perspectives»). A nous de savoir les améliorer (qualité des interventions et des débats, textes fournis à l'avance, etc...). L'A.C.L. est prêt à recevoir toute suggestion pour le futur.

Et comme ce n'est qu'un début, l'A.C.L. a des projets plein la tête et pour les prochains mois:

- une rencontre autour du centenaire du Premier Mai;
- une rencontre avec D. Cohn Bendit et J.P. Duteuil, sur le thème Mai 68, Mai 86;
- pour l'automne, une rencontre (une semaine?) commémorant la révolution espagnole, et ses enseignements. Voilà au boulot!!! Ce n'est pas naturellement, un compte rendu objectif, nous n'avons pas cela en magasin. D'autres avis seront toujours les bienvenus dans I.R.L.

Bye, bye à tous

Jean Michel

L'Atelier de Création Libertaire publiera les interventions à ce colloque dans le courant de l'automne 1986.

# Du Municipalisme Libertaire

## LE DÉSINTÉRÊT DE L'ETHIQUE

**A**u cours de l'histoire, il y a deux domaines différents de l'activité sociale humaine sur lesquels la théorie et la pratique sociales révolutionnaires ont mis l'accent : le lieu où l'on travaille et la communauté, lieu où l'on vit. Mais à partir du développement de l'Etat-Nation et avec la révolution industrielle, l'économie a acquis une place prédominante par rapport à la communauté -- non seulement dans l'idéologie capitaliste mais aussi dans la pensée des diverses formes de socialisme autoritaire ou libertaire qui sont apparus vers le début du siècle dernier. Le fait que le socialisme se soit relativement désintéressé de l'éthique pour porter plus son accent sur l'économique constitue un vaste problème qui a été largement discuté. Ce qui nous concerne plus dans l'immédiat ici est le fait inquiétant que les socialismes eux-mêmes ont acquis leurs propres caractéristiques bourgeoises, ce qu'illustre de façon très marquée la vision marxienne du chemin de l'émancipation humaine qui est censée passer par la domination sur la nature, ce projet historique impliquant la "domination de l'homme sur l'homme" comme "condition préalable" à la libération de l'humanité ; les marxistes justifiant ainsi tout comme les bourgeois l'émergence de la société de classes.

La tendance libertaire du socialisme, c'est-à-dire l'anarchie, n'a malheureusement pas mis en avant de façon conséquente la primauté du moral sur l'économique. Cela peut-être se comprendre dans le contexte de la montée du système de la fabrique, lieu classique de l'exploitation capitaliste, et de l'émergence du prolétariat industriel vu comme "porteur" d'une nouvelle société. Malgré toute sa ferveur morale, l'adaptation syndicaliste à la société industrielle avec sa vision du syndicat libertaire comme infrastructure d'un monde libéré a dénoté un déplacement inquiétant d'accent du communautaire vers l'industriel, des valeurs communales vers les valeurs d'usine (1). Certaines oeuvres devenues quasiment des bibles du syndicalisme ont contribué à augmenter l'importance prise par l'usine et par le lieu de travail en général dans la théorie révolutionnaire, sans parler du rôle messianique dévolu au "Prolétariat". Il n'est pas nécessaire non plus d'examiner ici les limites de cette analyse, qui, à un niveau superficiel, semblait justifiée par les événements de l'époque de la première guerre mondiale et des années 1930. La situation a changé ; si nous pouvons aujourd'hui critiquer ces analyses grâce aux moyens sophistiqués que nous permettent des dizaines d'années de recul, cela nous donne difficilement le droit d'écarter avec condescendance le socialisme prolétarien en invoquant son manque de clairvoyance.

## L'USINE LIEU DE LA HIERARCHIE

Néanmoins je tiens à dire ceci clairement : si l'usine, et plus généralement au cours de l'histoire le lieu de travail, ont

constitué le théâtre principal de l'exploitation, ils ont aussi été celui de la hiérarchie -- et ceci conjointement avec la famille patriarcale. Ce n'est pas à "unir" et à "organiser" le prolétariat en vue de changements révolutionnaires qu'a servi l'usine, mais à le dresser aux réflexes de la subordination, de l'obéissance, et du labeur abrutissant. Comme tout ce qui est opprimé dans la société, le prolétariat ne reprend vie que quand il ôte ses habits industriels pour s'adonner librement et spontanément à la communion (2), c'est-à-dire au processus vivant qui donne un sens au mot "communauté". Alors, perdant leur étroite nature de classe, leur statut de contrepartie à la bourgeoisie, les travailleurs laissent apparaître leur caractère humain. L'idéal anarchiste d'une communauté de démocratie directe sans Etat, décentralisée et autogérée -- d'une confédération de municipalités ou "communes" -- incite de façon quasi-intuitive -- de façon consciente, même, dans les meilleures oeuvres de Proudhon et de Kropotkine -- à prendre en considération le rôle transformateur que peut jouer le municipalisme libertaire comme cadre d'une société libératrice, enraciné dans l'éthique non-hiérarchique d'une unité des diversités, de l'auto-éducation et de l'autogestion, de la complémentarité, et de l'entraide.

Il est nécessaire de ne pas s'en tenir au rôle purement fonctionnel de la commune (ou municipalité, ou cité), à son rôle en tant que lieu économique où les humains acquièrent la possibilité d'accomplir des tâches non agricoles, ni à son rôle de "centre imposé" (comme dit Lewis Mumford) permettant de rapprocher les gens et d'intensifier leurs relations ; il faut au contraire mettre en relief la fonction historique de la commune dans la transformation des populations à mode de vie quasi-tribale, dont l'unité était due aux liens de sang et à la coutume, en un corps politique de citoyens réunis par des valeurs éthiques fondées sur la raison.

## DE LA DÉGRADATION DU MOT SOCIÉTÉ

Cette vaste fonction transformatrice crée un lien commun entre l'"étranger", celui qui vient d'ailleurs, et le genoi traditionnel ; un nouveau domaine d'interrelations, la sphère du polisnomos, littéralement gestion de la cité (polis), en résulta. C'est de cette conjonction de nomos et de polis que dérive par abréviation le terme de "politique", alors que ce mot a été dénaturé pour lui donner un sens plus proche de ce qu'on pourrait appeler l'"étatique", tout comme on a dénaturé le mot polis en le traduisant par "Etat". Ce ne sont pas là des distinctions étymologiques oiseuses. Ce qui est en cause est la très réelle dégradation de certains concepts dont chacun possède une immense importance en lui-même, pour les mettre au service de fins idéologiques. Les antiautoritaires sont à juste titre ulcérés par la dégradation du mot "société" devenu synonyme d'"Etat". L'Etat, nous le savons, est un artefact particulier produit par les classes dirigeantes, un monopole professionnalisé de la violence dont le but est d'assurer la sujétion et l'exploitation de l'humain par l'humain. L'anthropologie et la théorie sociale ont décrit la manière dont l'Etat a commencé lentement à prendre corps à partir d'un arrière-plan plus large de relations hiérarchiques ; ils ont montré ses diverses formes et ses degrés de développement, l'ensemble

des contours qu'il prend dans sa maturité dans l'Etat-Nation moderne, et quelle sera peut-être sa forme future parfaite dans l'Etat totalitaire. De même, les anti-autoritaires savent que ce qui se passe dans la famille, sur le lieu de travail, dans les formes d'association culturellement déterminées (au sens plein que donnent les anthropologues au mot "culture"), dans les relations personnelles, et dans la sphère privée de la vie en général sont de façon caractéristique des phénomènes sociaux et se distinguent intrinsèquement du domaine de l'Etat. De fait, les domaines social et étatique peuvent mutuellement s'infiltrer, comme le montrent la possibilité d'interpréter les despotismes archaïques comme des expansions du oikos patriarcal, ou l'absorption moderne du social par l'Etat à travers le terme de "bureaucratie" au sens large (dans les domaines psychothérapeutique et éducatif aussi bien qu'administratif) ; mais ces interpénétrations ne font que mettre en évidence le fait que tout mode d'organisation sociétal comporte des impuretés.

## LE CARACTERE CIVIQUE DU POLITIQUE

Non seulement l'apparition de la cité nous ouvre à des degrés divers de développement la perspective nouvelle d'un humanitas universel, qui s'oppose à l'esprit de clocher, et d'un libre espace de civisme innovateur par opposition au gemeinschaft biocentré lié par la tradition ; elle inaugure aussi le domaine du polisnomos, celui de la gestion du polis par un corps politique de citoyens libres ; elle inaugure ainsi la politique, à distinguer du strictement social et du strictement étatique. L'Histoire n'a à nous montrer aucune catégorie "purement" politique, pas plus qu'elle ne donne d'exemple au-delà du niveau de la bande ou du village de relations sociales non hiérarchiques -- ni, jusqu'à une époque récente, d'institutions purement étatiques. L'idée de "pureté" ne peut être introduite dans la théorie sociale qu'au dépens de tout contact avec la réalité telle que nous la connaissons à travers l'histoire. Mais il existe pourtant des exemples approchés d'un domaine qui ne soit principalement ni social ni étatique mais politique, et ils sont toujours de caractère civique ; citons parmi les cas les plus notables la démocratie athénienne, les réunions municipales de la Nouvelle-Angleterre, les assemblées de section et la Commune de Paris de 1793. Parfois très éphémères et parfois relativement stables, ces exemples, malheureusement profondément marqués par leur époque dans ce qu'elle pouvait avoir d'oppressive dans toutes les relations sociétales, peuvent néanmoins être réunies pour donner une image, ici fragmentaire et là plus cohérente, d'un domaine politique qui ne soit ni parlementaire ni bureaucratique, ni centralisé ni professionnalisé, ni social ni étatique, mais civique par sa reconnaissance du rôle de la cité dans la transformation d'une population, ou d'une agglomération d'individus séparés, en un corps de citoyens fondé sur des modes éthiques et rationnels d'association.

En définissant le social, le politique et l'étatique en tant que catégories spécifiques, et en percevant la cité dans son évolution historique comme le lieu où le politique a émergé en se séparant du social et de l'étatique, on ouvre à l'investigation des domaines d'une importance considérable de lapin du point de vue programmatique. L'époque moderne se définit "civiquement" par l'urbanisation, qui n'est autre qu'une perversion maligne du développement de la cité ; en submergeant et la ville et la campagne l'urbanisation menace de rendre inintelligible leur dialectique historique aux yeux des modernes. La confusion actuelle entre l'urbanisation et le développement de la cité est toute aussi obscurantiste que la confusion entre la société et l'Etat, entre la collectivisation et la nationalisation, ou entre la politique et le parlementarisme. Dans l'usage qu'en faisaient les Romains, le mot urbs désignait les objets physiques de la cité, ses constructions, places et

rues, et se distinguait du mot civitas qui représentait l'union des citoyens, le corps politique. Il est très poignant et révélateur que les deux mots ne soient devenus interchangeables qu'au temps du bas-empire quand le concept même de "citoyenneté" avait faibli pour être en réalité remplacé par des sortes de castes divisant les "sujets" de l'Empire romain. Les Gracchus avaient tenté de transformer l'urbs en un civitas, de recréer l'ekklesia athénien aux dépens du sénat romain. Ils échouèrent, l'urbs devora le civitas sous la forme de l'Empire. On peut imaginer que les citoyens petits agriculteurs qui formaient l'épine dorsale de la république auraient pu s'ils l'avaient voulu la transformer en une démocratie, mais, comme disait Heine, "lorsqu'ils furent descendus du haut des sept collines" sur lesquelles avait été fondée Rome, ils devinrent "mesquins". L'"idée de Rome" en tant qu'héritage éthique s'était rétrécie au fur et à mesure de la croissance de la cité. Ainsi, "plus Rome avait grandi, plus cette idée s'était dilatée ; l'individu s'y perdit : les grands hommes qui restaient encore étaient portés par cette idée, et cela rendait plus prononcée encore la mesquinerie des mesquins".

Ceci nous apprend quelque chose sur les dangers de la hiérarchie et de la "grandeur", mais également de façon intuitive sur la distinction entre l'urbanisation et la formation de la cité, sur le fait que l'urbs peut croître au dépens du civitas. Mais une autre question se pose : le civitas, corps politique, a-t-il seulement un sens s'il n'est littéralement, protoplastiquement, incorporalisé ? Rousseau nous rappelle que "si les maisons font la ville, (seuls) les citoyens font la cité". Pour n'avoir été conçus que comme "électorat", comme circonscription électorale, voire comme "contribuables" -- un quasi-euphémisme pour dire comme "sujets" -- les habitants de l'urbs se virent réduits à de abstractions et devinrent ainsi de simples "créatures de l'Etat", comme disent les juristes américains à propos du statut légal actuel des entités municipales. Un peuple dont la seule fonction "politique" est d'élire des délégués n'est pas en fait un peuple du tout, c'est une "masse", une agglomération de monades. Le politique, contrairement au social et à l'étatique, entraîne la recorporalisation des masses en assemblées richement articulées, pour former un corps politique dans un lieu de discours, de rationalité partagée, de libre expression et de modes de prise de décision radicalement démocratiques.

## D' OBJETS PASSIFS A SUJETS ACTIFS

Ce processus est interactif et les humains s'y forment eux-mêmes. On peut bien choisir de penser avec Marx que les "hommes" se forment comme producteurs de biens matériels, ou avec Fichte, comme individus éthiquement motivés, ou avec Aristote, comme habitants d'un polis, ou avec Bakounine, comme chercheurs de liberté. Mais en l'absence d'autogestion dans toutes ces sphères de vie -- sphères économique, éthique, politique et libertaire -- il manquera toujours cruellement ce qui en forment le caractère des "hommes" est capable de les transformer d'objets passifs en sujets actifs. La plénitude de l'individu est autant une fonction de la "gestion", ou, mieux, de la communion, que la bonne gestion est une fonction de la plénitude de l'individu. Les deux phénomènes appartiennent à ce processus de formation appelé bildung par les Allemands et paidea par les Grecs. Le lieu civique, que ce soit le polis, la ville ou le quartier, est littéralement le berceau du processus de civilisation des êtres humains au-delà de la socialisation accomplie par la famille. Pour dire les choses crûment, ce processus de "civilisation" civique n'est qu'une autre appellation de la politisation, processus de transformation de la masse en un corps politique délibératif, rationnel et éthique. Pour réaliser ce concept de civitas les humains doivent pouvoir s'assembler autrement que comme monades isolées, ils doivent pouvoir discuter entre eux directement et en utilisant des modes d'expression qui vont "au-delà des mots", raisonner

entre eux en face à face sans intermédiaire et arriver ainsi pacifiquement à une communauté de vue qui rende possible la prise de décision et permette une exécution de ces décisions qui ne contredise pas les principes démocratiques. En formant de telles assemblées et en y participant, les citoyens se forment également eux-mêmes, car la politique n'est rien si elle n'est pas éducatrice et si par son ouverture intrinsèque elle ne sert pas la formation du caractère.

La cité ne se réduit donc pas à un "endroit" où l'on vit, à un "investissement" en un logement, en services sanitaires, de santé et de sécurité, à un travail, à une bibliothèque et autres aménagements culturels. La formation des cités a représenté dans l'histoire de l'humanité une transition complète de l'existence tribale vers l'existence civile ; cette transition fut tout aussi révolutionnaire que celle qui mena de la chasse et de la cueillette à l'agriculture, et de l'agriculture à la fabrique. En dépit des pouvoirs d'absorption de l'Etat, objet de création plus récente capable de fondre le civisme dans le nationalisme et la politique dans l'étatique, cette "révolution urbaine", pour employer l'expression de V. Gordon Childe, a eu des effets aussi larges que les révolutions agricole et industrielle. De plus, comme toutes les formations qui l'ont précédé, l'Etat-Nation garde encore dans son ventre ces choses du passé et n'a pas fini de les digérer. Il est malheureusement possible que l'avenir voie l'urbanisation mener à son terme l'oeuvre d'anéantissement de ce même héritage de la révolution urbaine que les Césars romains, les monarques absolus et les républiques bourgeoises furent incapables de faire complètement disparaître ; mais aujourd'hui cet héritage subsiste encore.

Avant de traiter des conséquences, du point de vue révolutionnaire, d'une approche libertaire municipaliste, ainsi que de la politique libertaire qui en découle, il nous faut nous pencher encore sur le problème théorique de la distinction entre la simple administration et la prise de décision. Sur ce point, Marx, en louant dans son analyse de la Commune de Paris de 1871 ce qui constitue un de ses défauts majeurs, à savoir la combinaison de la délégation de la prise de décision avec l'exécution de ces décisions par ces mêmes administrateurs, a fortement desservi la théorie sociale radicale. Rousseau a très justement insisté sur le fait que le pouvoir populaire ne peut se déléguer sans se détruire. Soit le pouvoir appartient dans son entier à l'assemblée populaire totalement souveraine, soit il appartient à l'Etat. Ce défaut de délégation de pouvoir a marqué complètement le système des conseils (les soviets, les *Raten*), la Commune de 1871, et, bien sûr, les systèmes républicains en général, que ces systèmes soient municipaux ou nationaux. Les mots de l'expression "démocratie représentative" se contredisent mutuellement. Un peuple ne peut s'engager dans le *polissonomos* en déléguant l'élaboration du *nomos*, la législation ou le *nomothesia* à des organismes de remplacement, en s'excluant ainsi des discours, des réflexions et des prises de décision qui donnent à la politique son identité même. Il est significatif au même titre qu'un peuple ne peut non plus donner à la fonction administrative -- qui n'a comme raison d'être que l'exécution de la ligne politique choisie -- le pouvoir de décider de ce qui doit être administré, sans par là créer les fondements de l'Etat.

## UNE DÉMOCRATIE LIBERTAIRE

La seule garantie concevable du maintien de la suprématie de la politique sur l'étatique réside dans la suprématie de l'assemblée sur toute administration dans la formulation des décisions politiques. Une telle suprématie totale est d'autant plus cruciale que les sociétés modernes sont empêtrées d'experts et d'exécuteurs affectés aux rouages de sa machinerie sociale hautement spécialisés ; le problème du maintien de la suprématie d'une assemblée populaire est encore plus

accentuée pendant une période de transition d'une société à administration centralisée vers une société décentralisée. Une démocratie libertaire n'est concevable que si des assemblées populaires, depuis les quartiers des cités jusqu'aux petites villes, maintiennent une vigilance et une surveillance des plus exigeantes sur tout corps confédéral de coordination. Au niveau des structures, ceci ne pose pas de problème ; depuis des temps immémoriaux, des communautés ont fait appel à des experts et à des administrateurs sans pour autant en perdre leur liberté. C'est en général par un acte de l'Etat et non par un acte administratif en tant que tel que ces communautés furent détruites. Les chefferies et les corporations sacerdotales se sont appuyé non pas principalement sur la force, mais sur l'idéologie et, il est important de le noter, sur la naïveté publique pour atténuer et en fin de compte éliminer le pouvoir populaire.

L'Etat ne put jamais par le passé absorber la totalité de la vie ; cela ressort implicitement dans l'*Entaide* de Kropotkine par les descriptions qu'il fait du riche tissu de vie qui persistait même au sein des communes médiévales oligarchiques. On peut même affirmer que les cités ont fréquemment constitué la principale force d'opposition aux Etats impériaux et nationaux depuis les temps anciens jusqu'aux époques récentes. Auguste et ses héritiers firent de la suppression de l'autonomie municipale un but central de l'administration impériale romaine, et ils furent imités en cela par les monarques absolus de l'ère de la Réforme. Ce fut un but constant de la politique de Louis XIII et de Richelieu que d'"abattre les murs de la cité" ; cette politique devait refaire



surface quand le Comité de Salut Public de Robespierre se mobilisa brutalement pour restreindre les pouvoirs de la Commune de 1793-94. De fait, le spectre de la "révolution urbaine" a poursuivi l'Etat tout au long de larges périodes historiques en tant que deuxième pouvoir irréductible, en tant que défi potentiel à son pouvoir centralisé. Cette tension est encore présente aujourd'hui ; en témoignent les conflits entre l'Etat centralisé et les municipalités aux Etats Unis et en Angleterre. C'est dans cet environnement le plus immédiat de l'individu, dans la communauté, le quartier, dans la ville ou le village, à la frontière floue où la vie privée se fond lentement dans la vie publique, que se trouve le lieu authentique d'un fonctionnement à la base -- ceci dans la mesure où ce fonctionnement a échappé à la destruction complète par l'urbanisation. Quand cette dernière aura effacé la vie de la cité si complètement que la cité en aura perdu toute identité, toute culture, et tout espace de consociation, alors les bases de la démocratie -- quelque définition qu'on en donne -- auront disparu et la question des formes révolutionnaires ne sera plus qu'un jeu d'ombres et d'abstractions.

Par le même raisonnement, aucune perspective radicale qui se base sur les formes libertaires avec leurs potentialités n'a de sens en l'absence de cette conscience radicale qui doit donner à ces formes un contenu et le sentiment de leur finalité. Que l'on ne s'y trompe pas, toute forme démocratique et libertaire peut être retournée contre l'accomplissement de la liberté si elle est conçue de façon schématique, comme fin abstraite dénuée de cette substance idéologique et de cette organicité qui donnent à toute forme son sens libérateur. De plus, il serait naïf de penser que la vie de formes comme le quartier, la ville, et les assemblées populaires communales pourraient arriver à atteindre le niveau d'une vie publique libertaire ou donner naissance à un corps politique libertaire sans la présence d'un mouvement libertaire hautement conscient, bien organisé et cohérent dans ses buts. Il serait également naïf de penser qu'un tel mouvement libertaire pourrait se développer sans l'apport indispensable de cette intelligentsia radicale dont le support est sa propre vie de communauté, vibrante et intense (il faut penser ici à l'intelligentsia française de l'époque des Lumières et à la tradition qu'elle établit dans les quartiers et les cafés de Paris) -- par intelligentsia je ne désigne pas cet assortiment d'intellectuels rachitiques qui peuplent les universités et instituts de la société occidentale (3). Faute de chercher à développer cette strate qui dépend de penseurs qui animent une vie publique essentielle par leur recherche de la communication avec leur environnement social, les anarchistes seront face au danger très réel de voir leurs idées se transformer en dogmes et de devenir eux-mêmes des succédanés hautains d'un mouvement mort, de devenir des gens d'une époque historique révolue.

## LA PEUR DE LA BOURGEOISIE

Il est incontestable que l'on peut faire n'importe quoi avec des mots comme "municipalité", "communauté", "assemblées" et "démocratie directe" ; en négligeant les différences de classe, d'éthique ou de sexe on a réduit le sens de certaines notions comme celle de peuple au point d'en faire des abstractions vides de sens voire obscurantistes. Il ne faut pas voir dans les assemblées de section de 1793 des structures unies qui auraient été forcées à entrer en conflit avec ces formations plus bourgeoises qu'étaient la Commune de Paris et la Convention Nationale : ces assemblées de section constituaient elles-mêmes des terrains de lutte entre des couches possédantes et d'autres qui ne possédaient pas, entre royalistes et démocrates, entre modérés et radicaux. Il peut être tout aussi trompeur d'ancrer ces couches dans des intérêts exclusivement économiques que de ne tenir aucun compte des différences de classe et d'employer les mots de "fraternité", de "liberté" et d'"égalité" comme s'ils ne représentaient souvent

rien d'autre qu'une rhétorique creuse. Seulement, on a beaucoup écrit pour démythifier totalement les slogans humanistes des grandes révolutions "bourgeoises" ; on en a tellement fait, même, pour décrire ces slogans comme de simples réflexes étroits d'intérêt bourgeois que nous risquons surtout aujourd'hui de perdre entièrement de vue leur dimension populiste utopique. Après avoir tant analysé les conflits économiques internes qui divisèrent les révolutions anglaise, américaine ou française, les historiens de ces grands bouleversements nous rendraient un meilleur service à l'avenir en montrant la peur éprouvée par la bourgeoisie face à toutes les révolutions, en montrant son conservatisme inné et son penchant naturel à traiter avec l'ordre établi. Il serait intéressant aussi qu'ils montrent comment lors des périodes révolutionnaires les couches opprimées forcèrent les révolutions "bourgeoises" à dépasser des limites étroites établies par la bourgeoisie elle-même, et à entrer dans le domaine de ces principes démocratiques remarquables avec lesquelles la bourgeoisie a toujours vécu en cohabitation inquiète et méfiante. Les divers "droits" établis par ces révolutions furent formulés non grâce à la bourgeoisie mais malgré elle, par les petits cultivateurs américains dans les années 1770 et par les sans-culottes des années 1790 -- et l'avenir de ces droits est aujourd'hui de plus en plus en remise en question dans un monde sous l'emprise croissante des corporations et de la cybernétique.

Mais ce sont ces tendances présentes et futures elles-mêmes -- ces tendances technologiques, sociétales et culturelles qui ébranlent et menacent de décomposer la structure de classe traditionnelle issue de la Révolution Industrielle -- qui permettent d'envisager la perspective d'un intérêt général pouvant émerger à partir des intérêts particuliers de classe issus de ces deux derniers siècles. Il se peut bien que l'on voie la notion de "peuple" faire sa réapparition dans le vocabulaire radical -- non comme abstraction obscurantiste mais comme mot fortement chargé de sens désignant ces strates fluides composées de gens déracinés et technologiquement déplacés qui ne peuvent plus être intégrés dans une société cybernétisée et hautement mécanisée. A ces strates technologiquement déplacées nous pouvons ajouter les vieux et les jeunes qui ont devant eux un avenir fortement hypothétique dans un monde devenu incapable de définir la place que chacun doit occuper dans son économie et sa culture. Il n'est plus possible de faire tenir de façon élégante toutes ces strates dans une vision simpliste des divisions et conflits de classe que la théorie radicale structurait autour du "travail salarié" et du "capital".

La notion de "peuple" pourra en notre époque reprendre vigueur avec encore un autre sens : celui d'un "intérêt général" enraciné dans la préoccupation du public autour des questions et problèmes écologiques, communautaires, moraux, sexuels et culturels. On aurait tort de minimiser le rôle crucial joué par de ces préoccupations "idéologiques" apparemment marginales. Comme l'a signalé Franz Borkenau il y a près de cinquante ans, l'histoire de ce dernier siècle ne montre que trop clairement que le prolétariat peut tomber plus fortement amoureux du nationalisme que du socialisme et peut se laisser guider plus par des intérêts "patriotiques" que par des intérêts de classe ; pour s'en convaincre rapidement il suffit de visiter les Etats-Unis aujourd'hui. En plus de l'influence exercée au cours de l'histoire par les mouvements idéologiques tels le christianisme et l'islam, qui montrent eux aussi le pouvoir qu'a l'idéologie en général de transcender les intérêts matériels, il faut également prendre en compte le pouvoir qu'ont les idéologies d'agir dans un sens socialement progressiste -- je pense notamment aux idéologies écologistes, féministes, ethniques, morales et contre-culturelles à l'intérieur desquelles on peut trouver des composantes pacifistes et utopistes anarchistes à qui il manque encore de pouvoir s'intégrer au sein d'une vision générale cohérente. En tout état de cause, de "nouveaux mouvements sociaux", pour employer cette terminologie néo-marxiste, existent, et se développent autour de nous par-dessus les séparations de classe. De ce ferment peut encore naître un intérêt général plus large, plus nouveau et plus créatif que ne le sont les intérêts particuliers à base économique du passé ;

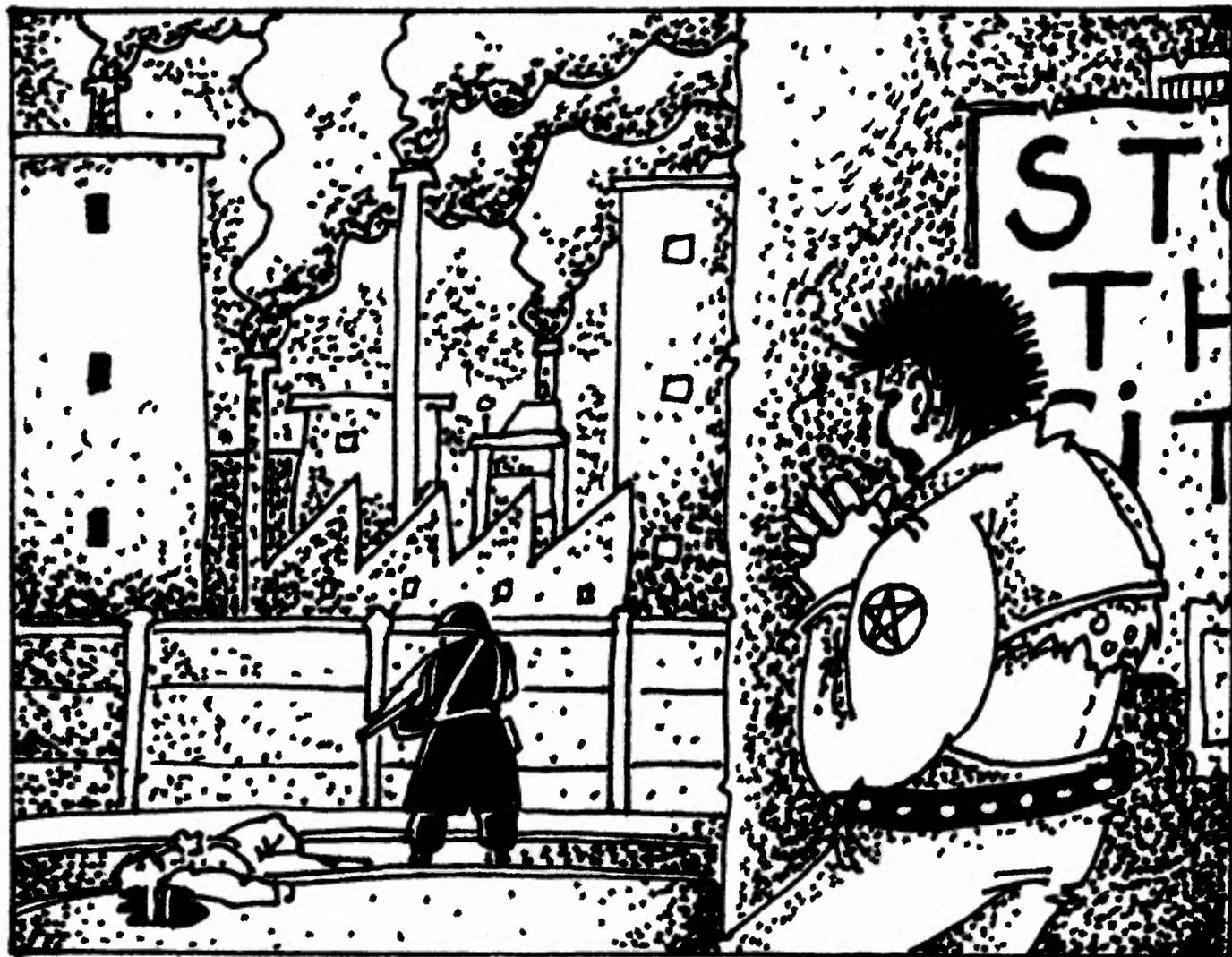
## UNE RÉVOLUTION URBAINE

et c'est de là que pourra émerger un "peuple" s'organisant en assemblées et autres formes similaires, "peuple" capable de transcender les intérêts particuliers et de donner ainsi une signification concrète à une orientation libertaire municipaliste.

En notre époque où la vision orwellienne de 1934 correspond clairement à la "mégapole" d'un Etat hautement centralisé et d'une société fortement corporatisée, nous devons fouiller la possibilité de poser face à ces évolutions étatiques et sociales un autre domaine de pratiques humaines : le domaine du politique, domaine issu de la cité, et qui résulte de ce développement historique que fut la Révolution Urbaine elle-même ; ce domaine n'a pas encore été totalement digéré par l'Etat. Une révolution se traduit toujours en un double pouvoir dirigé contre l'Etat : d'une part le syndicat de travailleurs, soviet ou conseil, et d'autre part la Commune. Un examen approfondi de l'histoire montrera que l'usine, création de la rationnelle bourgeoise, n'a jamais été le lieu de la révolution. Les travailleurs les plus explicitement révolutionnaires (les Espagnols, les Russes, les Français et les Italiens) ont surtout été des classes en transition, issues de couches agraires traditionnelles en décomposition soumises à l'impact discordant de la culture industrielle qui finit par les corroder ; et aujourd'hui cette culture industrielle est elle-même déjà en train de devenir une culture traditionnelle. En fait, là où les travailleurs sont encore mobilisés, leur lutte est en grande partie défensive (et, paradoxalement, consiste à chercher à maintenir en vie un système industriel menacé de déplacement par une technologie à capitalisation intensive de plus en plus cybernétisée) ; elle ne fait que traduire les derniers soubresauts d'une économie en déclin.

La cité, comme l'usine, se meurt -- mais ces deux réalités n'ont pas du tout le même sens. L'usine ne fut jamais le domaine de la liberté, mais fut toujours celui de la survie, de cette "nécessité" qui rendait impuissant et desséchait l'univers humain qui l'entourait. L'émergence de l'usine fut l'objet d'après résistances de la part des artisans, des communautés agraires, d'un monde communaliste construit sur une échelle plus humaine. Il fallait la naïveté d'un Marx et d'un Engels pour créer le mythe de l'usine qui "discipline", "unit" et "organise" le prolétariat et ainsi amener les radicaux, qui se mystifiaient déjà eux-mêmes par leur idéal de "socialisme scientifique", à ne pas percevoir son rôle autoritaire et hiérarchique. Un des buts nécessaires du socialisme sous la forme libertaire et utopique sera l'abolition de l'usine par une technologie écologique, par le travail créatif, et, affirmons-le, par des dispositifs cybernétiques créés pour satisfaire à des besoins humains ; l'accomplissement de ces buts constituera même une condition morale nécessaire à la liberté.

Par rapport à celui de l'usine, le rôle de la révolution urbaine a été très différent. Son sens principal a été dans la création de l'idée d'une humanitas universelle et dans le groupement communautaire de cette humanité selon des lignes rationnelles et éthiques. Il a brisé les limites au développement humain imposées par les liens parentaux, par l'esprit de clocher du monde traditionnel, par les effets asphyxiants de la coutume. Si



l'urbanisation en venait à détruire le caractère municipal encore authentique des villes cela marquerait une grave régression dans la vie sociétale : ce serait la fin de de cette dimension remarquablement humaine de la consociation, de cette vie civile qui est la seule qui puisse justifier un usage quelconque du mot "civilisation", et du corps politique qui donne un sens et une identité au mot "politique". Si ici la théorie et la réalité entrent en conflit on peut invoquer avec justesse la remarque célèbre de Georg Lukacs : "Tant pis pour les faits". La politique, que les "politiciens" ont si facilement dégradée en étatique, doit être réhabilitée par l'anarchisme pour lui rendre son sens originel comme forme de participation civique et d'administration qui se pose en contradiction à l'Etat et qui s'étend au-delà de ces éléments de base des relations humaines qu'il convient de qualifier de sociaux (4). Dans un sens très radical nous devons nous ressourcer aux racines du mot "politique" dans polis et dans ce qui est enfoui dans l'inconscient des gens pour créer un champ pour des relations publiques rationnelles et éthiques, et ainsi retrouver ce qui fut à la source de l'idéal de la Commune et des assemblées populaires de l'ère révolutionnaire.

L'anarchisme a toujours insisté sur la nécessité d'une régénération morale et d'une contreculture (dans le meilleur sens du terme) pour s'opposer à la culture dominante. C'est de là que vient l'accent mis par l'anarchisme sur l'éthique, et son souci d'un accord entre les moyens et la fin, ainsi que sa défense des droits humains aussi bien que des droits civiques, en particulier contre l'oppression dans toutes les sphères de la vie. Par contre, la façon dont l'anarchisme a conçu les contre-institutions a posé plus de problèmes. Il est bon de se rappeler que parmi les tendances de l'anarchisme il y a toujours eu en plus des tendances syndicaliste et individualiste une tendance communaliste. De plus, la coloration de cette dernière a toujours été fortement municipaliste, ce que l'on peut retrouver ici ou là dans les écrits de Proudhon et de Kropotkine. Ce qui a toujours manqué est un examen prospectif systématique du noyau politique de cette orientation, qui mette en lumière ce qui distingue les domaines respectifs du discours, de la prise de décision, et du développement institutionnel dans un sens ni social ni étatique. Il n'est pas dans la nature de toute politique civique d'être intrinsèquement parlementaire ; on peut même dire qu'au sens historique authentique que peut prendre le mot dans le vocabulaire radical, la politique renvoie aux assemblées de citoyens athéniens et à leurs héritiers en plus égalitaire que sont les assemblées de section de Paris. En nous ressourçant dans ces institutions du passé et en enrichissant le contenu grâce à nos traditions et analyses critiques libertaires, en ramenant au grand jour ces institutions dans un monde en pleine confusion idéologique, nous mettons le passé au service du présent de façon créatrice et innovatrice. Toute tendance radicale traîne derrière elle certaine quantité d'inertie intellectuelle qui entrave sa pensée ; ceci est vrai aussi bien de l'anarchisme que du socialisme. Le réconfort et le sentiment de sécurité que procure la tradition peuvent alors être tels que toute innovation en devient impossible, même parmi les antiautoritaires.

## L'ENTRAVE DU PARLEMENTARISME

La préoccupation anarchiste à propos du parlementarisme et de l'étatisme est devenue une de ces entraves. Bien que largement justifiée par l'histoire, cette préoccupation peut se transformer en une mentalité de siège et engendrer ainsi dans le domaine théorique un dogmatisme qui n'a rien à envier à la corruption du radicalisme électoral dans le domaine pratique. Pourtant, un municipalisme libertaire conçu en tant que politique organique, en tant que politique qui, émergeant à partir du niveau de base de la consociation humaine, se développe jusqu'à la plénitude d'un authentique corps politique qui fasse intervenir des formes participatives de citoyenneté,

pourra peut-être représenter la dernière chance pour un socialisme orienté vers des institutions populaires décentralisées. Un des atouts majeurs de l'approche libertaire municipaliste est qu'elle peut invoquer en sa faveur des traditions vécues pour légitimer ses prétentions ; et ces traditions, toutes fragmentaires et déchirées qu'elles soient, n'en représentent pas moins encore une potentialité de politique participative à une échelle capable de menacer l'Etat. Enfouie sous le l'actuel conseil municipal il y a encore la Commune, sous le quartier les sections, sous la municipalité les assemblées municipales et sous les réseaux régionaux de villes et de cités il y a encore enfouies les formes confédérales d'association municipale. Ce n'est pas être prisonnier de la tradition que de se réapproprier un passé qui peut encore vivre et que l'on peut refaçonner pour l'adapter à des fins libératrices ; au contraire, en faisant cela nous cherchons à ramener au grand jour ces buts associatifs spécifiquement humains qui traversent les âges au fond de l'esprit de l'homme -- comme le besoin de la communauté pour elle-même -- et qui n'ont cessé de refaire surface par le passé. Ces buts restent présents comme espoirs mort-nés que les humains de toutes les époques retrouvent en eux-mêmes et qui réapparaissent au grand jour dans les moments inspirés de l'histoire, quand les gens agissent et se libèrent de l'oppression.

Nous en concluons donc à la possibilité d'un municipalisme libertaire, en définissant une nouvelle politique civique comme un contre-pouvoir capable de placer en contrepoint à l'Etat centralisé des assemblées et des institutions confédérales. Dans l'état actuel du monde orwellien des années 1980, ce second pouvoir pourrait bien représenter une des perspectives les plus importantes, bien entendu parmi d'autres, que les libertaires puissent espérer développer sans compromettre leurs principes antiautoritaires. Nous en concluons de plus qu'une telle politique organique basée sur des formes radicales d'association civique participative inclue le droit pour les anarchistes de modifier les constitutions organisant les cités et les villes pour autoriser l'existence d'institutions de démocratie directe. Et si ce genre d'activité amène les anarchistes à participer à des conseils municipaux, il n'y a aucune raison de qualifier cette politique de parlementariste, surtout si elle se limite au niveau du civique et si elle se définit clairement comme allant contre l'Etat (5). Il est curieux de voir comment beaucoup d'anarchistes, tout en célébrant l'existence ici et là d'entreprises industrielles "collectivisées", avec un enthousiasme non tempéré par leur émergence au sein d'un cadre économique totalement bourgeois, peuvent regarder



avec répugnance toute politique municipale du moment qu'elle fait intervenir une forme quelconque d'élection, même si cette politique se structure autour d'assemblées de quartier, de délégués révocables, de formes de responsabilité radicalement démocratiques et de réseaux localistes profondément enracinés.

Il ne faut pas confondre la cité et l'Etat. Leurs origines respectives sont très différentes ainsi que les rôles historiques qu'ils ont joué. L'influence que l'Etat exerce sur tous les aspects de la vie d'aujourd'hui, que ce soit dans la famille ou à l'usine, dans le syndicat ou dans la cité, n'implique pas que l'on doive vertueusement s'abstraire de toute forme organisée d'interrelation humaine -- voire, de sa propre peau -- vers un domaine de pureté éthérée et d'abstraction, en donnant ainsi raison à Adorno quand il décrit l'anarchisme comme un fantôme. Les fantômes qui nous hantent, s'il y en a, sont le dogmatisme et la raideur rituelle dont l'inflexibilité est si grande qu'elle nous fait glisser vers un état intellectuel de rigidité de même nature que l'engourdissement qui s'installe dans un corps gelé dans l'éternité de la mort. La capacité que détient l'autorité à commander physiquement à l'individu aura atteint à un pouvoir plus total que l'impératif de la simple coercition. Elle aura fait main basse sur l'esprit humain lui-même -- sur sa liberté à penser de façon créative et à résister avec des idées même lorsque les événements inhibent temporairement sa capacité à agir.

9 septembre 1984

Murray BOOKCHIN

Traduit par David O.

Notes :

(1) En Anglais : "the free and spontaneous activity of communizing" -- le verbe est formé d'après le mot "community", communauté. Si vous trouvez mieux pour traduire ça qu'en inventant l'action de "communion", écrivez-nous. (N.D.T.).

(2) On en trouvera un exemple particulièrement inquiétant dans El Organismo Económico de la Revolución par Abad de Santillan (Barcelone, 1936), traduction anglaise sous le titre After the Revolution. C'est un ouvrage qui a exercé une influence immense sur la CNT-FAI.

(3) Malgré les faiblesses de cette intelligentsia radicale, ce fut elle qui fut à l'origine de tout ce qu'il y eut de tranchant dans tous les projets révolutionnaires de l'histoire -- en fait, ce fut elle littéralement qui projeta les idées mêmes de changement social dont les gens tirèrent leur compréhension des choses sociales. Cette intelligentsia fut personnifiée dans l'antiquité par Périclès, au moyen-âge par un John Ball et un Thomas Münzer, par un Diderot au siècle des Lumières, enfin plus récemment par un Zola et par un Sartre. Par contre, l'intellectuel académique, créature livresque, cloîtrée, incestueuse et carriériste, sans expérience de la vie et sans pratique, correspond à un phénomène relativement récent.

(4) Avant de conclure ces remarques, notons que la distinction entre le social et le politique a ses lettres de noblesse ; son usage qui date au moins d'Aristote réapparaît continuellement au cours de l'histoire de la théorie sociale, et ceci récemment encore dans les œuvres de Hannah Arendt. Ces deux penseurs manquaient l'un comme l'autre d'une théorie de l'Etat, ce qui explique l'absence dans leurs écrits d'une distinction tripartite.

(5) On peut espérer ne pas voir invoquer le fantôme de Paul Brousse à l'encontre de ces thèses. Brousse s'est servi de cette tradition de municipalisme libertaire de la Commune si fortement enracinée dans le peuple parisien de son époque, contre cette tradition communaliste elle-même -- pour, donc, pratiquer une forme purement bourgeoise de parlementarisme, sans amener Paris et les communes françaises à s'opposer à l'Etat centralisé, comme l'a tenté la Commune de 1793. Son point de vue sur le municipalisme n'avait rien d'organique et ses intentions n'avaient rien de révolutionnaire. Chacun a mis l'image de la Commune au service de sa propre cause : Marx s'en est servi pour ancrer sa théorie de la "dictature du prolétariat" dans un précédent historique ; Lénine s'en est servi pour légitimer une "politique" totalement jacobine ; et les anarchistes de façon plus critique pour illustrer le communalisme.

**A B O N N E Z**

**VOUS**

NOM : .....  
 PRENOM : .....  
 ADRESSE : .....  
 .....  
 CODE POSTAL : .....  
 VILLE : .....

ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN) : ..... 70 FRANCS  
 ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS) : ..... 140 FRANCS  
 ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS) : ..... 200 FRANCS  
 ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN) : ..... 300 FRANCS

(AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A : IRL CCP 4 150 95 N LYON  
 IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON



**T**rois ans que je gueule pour qu'on nous fasse justice; trois ans qu'on essaie en vain de m'empêcher de continuer LE CORAL; trois ans qu'on nous lance de la boue, qu'on nous discrédite; qu'on veut nous détruire.

Aucun journaliste; j'affirme, AUCUN n'est venu enquêter sur les lieux et d'ailleurs dans aucun lieu de vie du CRA.

J'ai pris le risque de revenir au CORAL dès ma libération en 83 et depuis j'attends et je continue avec MARIE et les amis l'œuvre entreprise depuis plus de 10 années.

Aujourd'hui, enfin, le procès.

L'accusation se limite à un climat qui veut faire croire à l'opinion publique par l'intermédiaire de sa presse « tant aimée » que le CORAL est un lieu merveilleux mais trouble et ce aux dires d'un super-flic tout droit descendu de Paris pour interroger « spontanément » des enfants avec 8 de ses collègues.

Deux enfants sont venus à la barre dire que j'avais essayé une fois, en tout et pour tout, de les embrasser sur la bouche... (deux sur des dizaines).

Pour en arriver là, il aura fallu 43 mois d'enquête et 9 tomes de papiers empilés sur quatre fauteuils de la 10ème chambre correctionnelle de Paris.

Que faisons-nous à PARIS? amalgamés avec deux pédophiles que nous ne connaissons ni d'Eve ni d'Adam, le procureur me répondra: « parce que KRIEFF vous a dénoncés ensemble ».

Restent dans le box: Marie, deux amis et deux anciens du Coral que nous avons sortis, un de l'hôpital psychiatrique, l'autre de la drogue; en face un procureur et trois juges qui sont à mille lieux de savoir ce qu'est un lieu de vie et qu'on a mis volontairement dans ce climat.

Qu'on ait sorti un des inculpés de l'hôpital psychiatrique, tout le monde s'en fout; qu'on ait sorti un autre inculpé de son isolement et de la drogue tout le monde s'en fout.

C'est le procès des pédés: on est donc tous des affreux pédés.

Et le flic de service de tout résumer en une belle phrase: « J'ai le sentiment d'avoir à faire à des soixante-huitards qui sous prétexte qu'il est interdit d'interdire, refusaient de voir la réalité. »

Et pourquoi pas des attardés communards de 1871?

Non, mesdames, messieurs, nous ne sommes pas des irréalistes. Nous aimons la vie; nous respectons la différence et nous tentons de VIVRE AVEC.

Nous prenons des risques et nous en sommes fiers.

Toutes les saloperies que vous nous lancez à la figure sont votre piètre réalité faite de grisaillerie, de triste moralisme aigü, de répression et d'assouvissement aux pouvoirs.

C'est tout et bien peu mais nous le savons.

Quant à la justice, elle est ce qu'elle est; elle nous condamnera si ça arrange le moment; elle nous relaxera si ça ne le gêne pas.

De toute façon, nous continuerons: nous et d'autres.

Qu'elle sache que ça n'empêchera pas d'autres lieux de vie de naître ailleurs, d'autres alternatives de surgir.

Nous sommes comme des rhizomes: une molécule est détruite; dix poussent à côté.

Et cela c'est la vie; celle qui nous anime, celle que nous agissons, celle qui nous bouleverse.

La lutte est plus que jamais nécessaire pour que des espaces comme LE CORAL puissent continuer.

Des espaces où la répression, l'enfermement, l'institution, le pouvoir, sont relayés par le partage, l'autogestion, la vie communautaire, la créativité, la poésie.

Et nous avons besoin non seulement du soutien mais de l'engagement concret de tous les citoyens qui savent que l'Alternative telle qu'elle est vécue quotidiennement dans les lieux de vie est un pas important vers un monde plus démocratique, tel que nous le désirons.

*Le 15 janvier 1986, Claude SIGALA*

# Coral

Vous pouvez commander le dossier du procès (Editions Cadex) en écrivant au CORAL (30470 Aimargues) pour 45 F port compris (200 F les 5 exemplaires port compris).

**L**e piège a fonctionné: il est temps de s'en sortir! En effet les « pouvoirs » relayés par leurs médias ont réussi à salir notre tentative et à la réduire à des lieux louches, incontrôlés et maladroits.

Nous n'en sommes pas à une saloperie près et il n'est pas question de prendre nos ennemis au sérieux.

Il y a tout de même nécessité de réagir, non pas pour se plaindre ou faire de la paranoïa primaire mais pour informer les individus de cette démocratie.

Créer un lieu de vie alternatif en 1986, non seulement c'est possible mais les besoins sont immenses.

Nous recevons quotidiennement des demandes de travailleurs sociaux, de parents, de psychiatrisés qui demandent de sortir de leur enfermement.

Rien ne se fera en institution, sinon la rengaine du réformisme et de la modernisation.

Etre et AGIR dans la différence est un combat qui ne s'arrêtera jamais.

La psychose, la délinquance sont des réponses tragiques à une norme refusée.

Les lieux de vie alternatifs sont là pour essayer d'accepter, d'écouter, de comprendre et de VIVRE AVEC.

La récupération faite de nos idées et de nos pratiques est flagrante.

En nous salissant, l'institution se renforce.

Nous avons besoin que des personnes créent de nouvelles structures.

De mon côté, je prépare un nouveau livre: « Politique de l'Agir et du Bouleversé » à sortir courant 86, plus un film que je vais essayer de réaliser avec R. Depardon.

De plus, je vais lancer une campagne d'information sur les lieux de vie par l'intermédiaire de la fête avec l'aide d'artistes que nous contactons actuellement.

On pourrait faire quelque chose courant 86 dans plusieurs villes de France, notamment à Lyon.

Je n'attends rien de la justice. Quoi qu'il se passe maintenant, le mal a été fait.

Il faut trouver des remèdes positifs, des bonnes potions et nous préférons une médecine douce à la chirurgie ou la lobotomie!

Il me semble essentiel que les lecteurs d'IRL se mobilisent et réfléchissent ensemble pour essayer de réagir à la répression institutionnelle d'un côté et de l'autre trouver des solutions de créativité.

Les lieux de vie sont une des réponses multiples aux enfermements; d'autres sont possibles.

La vie continue; nous n'en resterons pas à des constats d'échecs ou d'espairs.

Il y a nécessité d'agir dans la suite historique et humaine des tentatives communautaires.

*Claude Sigala, février 86*

# Deux marches et deux démarches contradictoires

**E**ntre SOS-Racisme et les marcheurs pour les droits civiques, la rencontre est impossible. Les 3 points cruciaux de divergence

sont:

I. - L'égalité des droits et les revendications des immigrés;

II. - Le racisme dans le monde;

III. - L'autonomie du mouvement anti-raciste.

1) Peut-on être anti-raciste sans dénoncer le racisme institutionnel pratiqué par l'Etat et qui vise la perpétuation d'une situation d'inégalité entre Français et immigrés, caractérisée par l'absence de droits politiques, par l'interdiction du regroupement familial, par l'existence d'une discrimination dans le logement et le travail, par la tolérance vis-à-vis des assassins des crimes sécuritaires et par la mise en place des camps de rétention contre les clandestins?

2) Peut-on être anti-raciste en France et raciste en Palestine ou au Liban?

3) Peut-on être anti-raciste sans bénéficier d'une autonomie d'action et d'organisation vis-à-vis des responsables politiques de la montée de la xénophobie.

SOS-Racisme et les marcheurs pour les droits civiques donnent des réponses très contrastées qui se répercutent sur les actions entreprises.



Les actions anti-racistes et hivernales devenues annuelles depuis la Marche pour l'égalité de 1983, ont engendré cette année 2 marches entreprises respectivement par un collectif pour les droits civiques et SOS-Racisme. Des tentatives d'unir les 2 initiatives étaient vaines. Ce n'est pas la logique prioritairement anti-SOS des marcheurs des droits civiques, comme ont prétendu certains, qui a provoqué l'échec d'union de ces deux initiatives, mais plutôt la nature et le but de ces deux mouvements.

L'idée d'un grand rassemblement anti-raciste a travaillé et travaille encore des «unitaires» qui se sont manifestés pour soi-disant éviter la division. Initiative louable, mais qui cache mal un enjeu, un état d'esprit, des calculs. On est en droit de se demander d'abord, pourquoi cherche-t-on forcément une unité dans le mouvement anti-raciste alors que le pluralisme règne partout ailleurs dans le monde syndical, partisan... Ce mouvement n'est peut-être pas digne de bénéficier de la diversité et doit conserver à tout prix son caractère homogène. Au lieu d'affirmer que l'action unitaire devrait se faire sur la base de revendications claires, certains essayent de se frayer une place en se dressant comme des sages qui cherchent le juste milieu. Et faute de trouver une entente sur la base du contenu de la marche, ils ont trouvé une date médiane pour le rassemblement final qui, par je ne sais quelle baguette magique, va concilier l'inconciliable. La peur de la montée de l'extrême droite, mais aussi la peur qu'un mouvement autonome des jeunes Beurs apparaisse, font qu'à leurs yeux, l'unité devrait aller de soi.

Il me paraît important d'apporter des précisions concernant la naissance et le fonctionnement de SOS-Racisme ainsi que les revendications des marcheurs pour les droits civiques afin d'expliquer l'inéluçabilité de deux marches séparées. SOS-Racisme a vu le jour juste après Convergence 84 dans le but de briser une dynamique d'action anti-raciste autonome déjà affaiblie par des luttes intestines, le sectarisme et l'autoritarisme de certains responsables de Convergence. Par sa création même, SOS-Racisme ne cherche pas le fédéralisme et la fusion, mais l'absorption et la récupé-

ration. En proposant une version a-historique, gentille et humanisante de l'anti-racisme, la gauche a voulu contrecarrer une radicalisation des jeunes issus de l'immigration. Telle est la mission de SOS, mission qu'il accomplit en mobilisant une jeunesse allergique à un discours politique et revendicatif du Collectif des Associations Immigrées de France (CAIF) ou de la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (FASTI) ou du Collectif jeune de la région parisienne. Ces associations regroupées autour de la 3<sup>ème</sup> marche pour les droits civiques considèrent que l'anti-racisme se concrétise dans les revendications pour l'égalité des droits dans le logement et le travail où la droite comme la gauche pratiquent des quotas et des discriminations; dans la justice où les tontons flingueurs sont innocentés ou condamnés à des peines légères et où les clandestins sont parqués dans des centres de rétention. Enfin l'anti-racisme pour les marcheurs des droits civiques passe par la dénonciation de l'assimilation et de la réglementation sur le regroupement familial qui oblige l'immigré à vivre séparé de sa femme et de ses enfants.



SOS-Racisme en peut pas suivre ces associations dans la dénonciation des causes politiques du racisme. Il est impensable qu'elle puisse affirmer que le racisme populaire tire sa légitimité des mesures gouvernementales, surtout que c'est ce même qui l'a mis en place et qui le soutient moralement (présence de la femme de Fabius et de hautes personnalités dans la marche du 7 décembre) et surtout matériellement. Sur ce dernier point rappelant que SOS-Racisme dispose d'une dizaine de permanents qui disposent d'un budget d'une dizaine de millions provenant des Ministères de la culture, de la solidarité et surtout du FAS (l'argent des immigrés), de 2 milliards provenant de la vente des badges, de 200 millions de bénéfices récoltés au gala du Bourget et de 75000 dollars gagnés par un pays nordique.

Au même moment, les médias se sont mis à sa disposition pour couvrir toute action ou discours de SOS et surtout les slogans de l'arrivée comme « j'aime qui je veux, je vis où je veux et le travail je veux... » Un black out sur l'autre marche est pratiqué par *Le*

*Matin et Libé* qui ont déclaré mensongèrement qu'il y aura une marche unitaire le 7 décembre. *Le Monde* a refusé pour sa part d'insérer une plaquette publicitaire payante annonçant l'arrivée des marcheurs pour les droits civiques... Les « unitaires » non seulement n'ont rien fait pour informer qu'il n'y a pas eu accord, mais ils ont choisi de manifester dans le cadre du rassemblement de SOS-Racisme.

La question du racisme dans les autres pays est aussi un indicateur de l'incompatibilité des deux marches. Parmi les fondateurs de SOS-Racisme se trouve d'une part la clique du PS et d'autre part les sionistes. Il n'est pas alors étonnant que cette organisation refuse de condamner le raid israélien sur Tunis, ou la constitution de nouvelles colonies à Gaza et en Cisjordanie ou l'expulsion de centaines de Palestiniens de la Palestine. Enfin l'anti-racisme de SOS-Racisme est peu sensible à l'appel des 3000 prisonniers en grève de la faim dans les prisons israéliennes. Peut-on être anti-raciste en Pologne et en Afrique du Sud et raciste en Palestine ou en Nou-

velle Calédonie! Lors d'une rencontre de conciliation entre SOS-Racisme et le Collectif Jeune organisé par C. Delorme, les sionistes de SOS-Racisme ont maintes fois déclaré qu'ils « portent le drapeau d'Israël dans leur cœur et quand un soldat israélien tombe au Sud-Liban, c'est leur sang qui coule. » S. Boujnah a déclaré dans cette même rencontre que : « Si B. Sous, le représentant de l'OLP adhère à SOS-Racisme, je pars en claquant la porte. » Si le sionisme est une forme de racisme, telle qu'une résolution de l'ONU l'a proclamé et tel qu'il se dégage de ces propos, comment une cohabitation avec les jeunes beurs est possible ?

Mieux vaut un petit mouvement anti-raciste autonome et clair dans ses revendications qu'un grand rassemblement dans le malentendu et le mensonge. Mieux vaud l'action quotidienne et permanente à l'usine, l'école et dans le quartier que les démonstrations politiciennes de leaders en soif de pouvoir.

**Abdoul le Bougnoul**

# Attention aux marches

**J**amais deux sans quatre! Ce n'est pas une mais deux marches contre le racisme et pour l'égalité, se réclamant toutes deux de la première marche des « Beurs » et de Convergence 84, qui ont sillonné cette année l'hexagone. Si vous voulez en savoir un peu plus sur les raisons qui les divisaient, suivez-nous dans les dédales du mouvement anti-raciste.



Le 3 décembre 1983, nous étions plusieurs dizaines de milliers d'antiracistes à la Bastille à accueillir les 32 marcheurs qui, partis à 10 de Marseille, ont durant 1200 km tenté de sensibiliser l'opinion aux problèmes de ghetto, des cités de transit, des banlieues. Ces jeunes réagissaient spontanément aux nombreux crimes racistes de l'été précédent, ils refusaient leur banalisation. Ils ratissèrent large, leurs revendications ne dérangèrent que peu le gouvernement qui, à part les embrassades de Dufoix, l'accueil d'une délégation des marcheurs à l'Élysée et les promesses de Mitterrand, ne prit pas beaucoup de risques: seule la carte de séjour de dix ans renouvelable fut obtenue.

D'emblée, Convergence 84, riche de cette première expérience, refusa l'année suivante de se faire récupérer par qui que ce soit. Son texte d'appel interpellait toute la société sur les problèmes de l'inégalité: inégalité des droits entre Français et immigrés, inégalités sociales... Il refusait le repli, qu'il vienne du soi-disant Français ou qu'il vienne des « communautés minoritaires »: « Au repli, nous opposons l'ouverture ». Au « Chacun chez soi » nous répondons par le mélange déjà existant. Au sectarisme de groupe, nous répliquons par une volonté de partage des droits et des obligations ». L'identité de chacun y était défendue; le slogan des convergeurs était: « **Vivons égaux avec nos ressemblances qu'elles que soient nos différences** ». Au départ de l'initiative il était prévu que les réalités et les revendications rencontrées localement par les rouleurs seraient scandées à la face de la « bonne société » française le 1<sup>er</sup> dé-

cembre à Paris. En fait, dans le discours final, rien de tout cela ne transparaissait. Le discours de Farida Belghoul, qui reflétait l'opinion d'une partie seulement des convergeurs (pour connaître l'opinion des autres, qui restèrent plus fidèles aux engagements de départ lire « La Ruée vers l'égalité », aux éditions Mélanges), fut une dénonciation sans discernement du « carcan antiraciste » et le constat de l'isolement des jeunes des cités. Aucune revendication, aucune perspective ne furent, ce jour-là, avancées. Ces paroles démobilisatrices, où le repli repointait son nez, laissaient la place libre à une nouvelle association, qui semblait plus œcuménique, et qui apparaissait publiquement ce même 1<sup>er</sup> décembre: SOS-Racisme, armé de son badge en forme de main, et d'un slogan médiatiquement sans faille: « Touche pas à mon pote ».

En quelques mois, elle allait banaliser l'antiracisme et se faire connaître du grand public, grâce aux opérations médiatiques et aussi l'argent du Ministère de la Culture et du FAS (Fond d'Aide Sociale destiné aux travailleurs immigrés et à leurs familles: cet organisme gère une partie des cotisations sociales des immigrés). Elle apparaît, par ailleurs, moins ringarde, moins rigide et plus dynamique que les organes plus traditionnelles, comme le MRAP.

Dès le début, le PS est très présent dans les instances dirigeantes de SOS-Racisme. Les « têtes » sont toutes socialistes: Julien Dray, ancien responsable des JCR, bureaucrate incomparable, n'a pas hésité beaucoup à

renier son passé trostkyste pour épouser la rose; Didier François, dit Rocky, lui aussi ex-JCR, a aujourd'hui trouvé sa place comme spécialiste de l'immigration au «Matin»; Bernard Pignerolles, ancien assistant d'un député du PS; et enfin le médiatique et médiatisé Harlem Désir, ancien de l'UNEF-ID. D'entrée, ils ont l'appui de personnalités telles que Marek Halter, Bernard-Henri Levy et le soutien d'hommes politiques du RPR à l'extrême gauche! La présence de l'Union des Etudiants Juifs de France comme seule organisation acceptée à SOS démontre la volonté de cette dernière d'associer la communauté juive au combat antiraciste. Recherchant donc une base très large, SOS se veut surtout un mouvement anti-Le Pen. « Touche pas à mon pote » dérange, en effet, beaucoup le Front National, des milliers de jeunes et moins jeunes portent les quelques deux millions de badges vendus. Le FN ne trouve meilleure riposte que de sortir un morceau de plastique en forme d'hexagone avec comme slogan: « Touche pas à mon peuple ». Toujours aussi fin!

Si dans un premier temps, le monde antiraciste voit d'un bon œil la présence de SOS-Racisme, il déchanté très vite. Christian Delorme, figure symbolique du mouvement antiraciste, qui soutenait les potes à leurs débuts dénonce au mois d'avril le rôle rouleau-compresseur qu'ils jouent sur le milieu associatif des jeunes issus de l'immigration: SOS a désormais des effets négatifs sur la communauté maghrébine», elle monopolise « la lutte antiraciste et cela au mépris des réalités concrètes de toutes les associations de la jeunesse maghrébine ». A Miramas, par exemple, à la suite d'un crime raciste, elle convoque la presse, organise une manifestation, s'occupe des funérailles de la victime sans consulter les jeunes et les associations sur place.

Politiquement, SOS, jusqu'au mois d'octobre, évite de choquer les bonnes consciences. Elle refuse de critiquer les mesures contre le regroupement familial de Dufoux, les camps de rétention, les expulsions... De plus, son antiracisme apparaît souvent comme sélectif; si elle se bat contre l'Apartheid, cause honorable il est vrai mais facile à défendre en France, elle refuse d'apporter son soutien à la lutte du peuple Kanak; si elle défend les Juifs d'URSS au côté du CRIF (sionistes), de SOS Droits de l'Homme (CNIP + droite musclée), de la LICRA, elle ne condamne pas le raid israélien sur Tunis. Autant de prises et de non-prises de position qui agacent bon nombre de jeunes qui ont fait de la cause palestinienne une référence.

Au mois d'octobre 85, deux initiatives pour une 3<sup>ème</sup> Marche se mettent en place. Celle de SOS qui se veut tout autant spectaculaire que le concert du 15 juin, place de la Concorde; et celle du Collectif jeunes de la région parisienne et de France-Plus.

Pour l'histoire: le Collectif jeune est composé de jeunes de banlieues et de Paris. Lors de la Convergence 84, il s'était opposé à ceux qui ne voulaient pas porter de revendications. Il comptait bien faire passer celles-ci, cette année, notamment le droit de vote pour les immigrés.

France Plus est une association, plus récente, financée, à sa création, par le PS afin de pousser les jeunes de

la « deuxième génération » à s'inscrire sur les listes électorales et à voter pour les candidats beurs présents sur les listes « socialistes » aux législatives de 86. Mais, peu à peu, les gens de France Plus se sont démarqués du PS, il fut même pendant un temps question de constituer des listes uniquement beurs, quitte à constituer une situation de lobby. Aujourd'hui, ils se présentent sur les listes acceptant leur charte, qui est celle présentée au départ par les marcheurs des « droits civiques »: « droit d'électeur et d'éligibilité » pour les immigrés « résidant en France depuis au moins cinq ans, droit au regroupement familial, droit au statut autonome de la femme immigrée », condamnation de la politique dite de quotas... A ces deux associations (le Collectif jeune et France Plus) se joignait Farida Belghoul... en son nom propre! Elle annonçait — à tort — l'avènement d'un grand mouvement autonome des jeunes Maghrébins tous unis contre... SOS Racisme.

Suite à une réunion, le 12 octobre, organisée par la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) afin d'unifier les deux marches, allait se joindre à celle dite des « droits civiques » le CAIF (Conseil des associations d'immigrés en France), et la même FASTI. La division, au cours de cette réunion, n'a pas été faite sur les revendications, mais surtout sur les pratiques et le passif, d'ailleurs très lourd, des uns et des autres. Cette division, aura été synonyme de confusion et de démobilisation pour les militants antiracistes et les jeunes chargés d'accueillir les marches. Ni l'une ni l'autre n'ont rencontré en province le succès escompté.

Pour l'arrivée à Paris, une partie du Collectif jeune et des militants d'associations tentent de limiter les dégâts. Reprenant le contenu des chartes des deux marches, ils lancent un appel à l'unité et proposent une date médiane entre l'arrivée à Paris de la « Marche des droits civiques » (le 30 novembre) et celle de SOS (le 14 décembre): le 7 décembre. Là, toutes les logiques seraient respectées et chacune pourrait exposer, devant des milliers de personnes, sa vision du combat antiraciste et du mouvement autonome des jeunes. Les « unitaires » reçurent, dans leur démarche, l'appui de plusieurs centaines d'associations de province et de la région parisienne. Par ailleurs SOS, devant le peu de succès que sa marche rencontre, accepte tout en bloc et se rallie à la date du 7 décembre. Mais les marcheurs des droits civiques, enfermés dans une logique prioritairement anti-SOS, refusent tout compromis. Pourtant, au fur et à mesure, cette alliance anti-SOS des « intellos » beurs se désagrège: Farida se retire à Montpellier, France Plus se fait vider à Lyon... Ceux qui restent rebaptisent leur marche « 3<sup>ème</sup> Marche pour l'égalité » et s'isolent de plus en plus. Si les ASTI ne font pas bloc, et loin de là, derrière les permanents du bureau de la FASTI, les marcheurs du CAIF, pour quelques-uns de vieux militants marxistes-léninistes, n'ont pas non plus le soutien de toutes leurs associations. Implicitement, ils sont

tous plus ou moins sur une logique de repli communautaire malgré l'Antillais, l'Espagnol et le Français de service qui marchent à leurs côtés. Par leur volonté de ne pas se faire récupérer par SOS, la LCR (très investie dans la lutte pour l'unité des marches; elle avait des militants présents dans les deux initiatives), ou les antiracistes, ils viennent parfois à se faire récupérer par le PC. Il est vrai qu'au sein de leur groupe, il y a des marcheurs membres de l'UTIT (Union des travailleurs immigrés tunisiens) comprenant des pro-albanais, et des membres du PC tunisien, lui-même proche du PCF. A Montreuil, par exemple, ils sont reçus par le maire PC, champion des quotas et des foyers de travailleurs cassés, tandis que le comité d'accueil est refoulé hors de la mairie par les militants des Jeunesses communistes. Acceptant cette exclusion du débat des militants antiracistes de la ville, les marcheurs refusent par la suite de dialoguer avec ceux-ci, prétextant la présence de trois personnes du comité Stop Racisme local (membres de la LCR) sur les quarante personnes qui les accueillaient.

## BILAN DES COURSES

Le 30 novembre: 3000 personnes au plus. Très peu de jeunes, sauf ceux de Lille-Roubaix et ceux de Marseille, le reste de la manifestation est formé par de vieux militants antiracistes et tout le gratin de l'extrême gauche. Des discours intéressants à l'arrivée, mais il y a ce qui est dit en public et ce qui est dit et fait en petit comité... et entre les deux il y a tout un monde!

Le 7 décembre: 25000 à 30000 personnes. Beaucoup plus de jeunes que le 30. Nous pouvons penser qu'avec une arrivée regroupée des deux marches, bon nombre de jeunes et de militants, écœurés par trop de magouilles, se seraient joints à cette manifestation. Pas mal d'associations autonomes de province ont fait cependant le déplacement: Toulouse, Clermont-Ferrand, Villeneuve-sur-Lot, Chambéry... Deux interventions de membres d'associations d'Argenteuil et de Ménévalmont (Medhi et Liem-Khé) très revendicatives, dénonçant aussi bien les discours haineux de la droite que la politique discriminatoire de gauche, et favorables aux associations autonomes de jeunes. Deux interventions de SOS, dont une d'Harlem Désir plutôt molle et gentille: elle appelait tous les démocrates de France à s'unir contre le racisme. Les médias qui, jusqu'au bout, ont passé sous silence la présence d'autres associations que SOS comme organisateurs de cette manifestation, n'ont bien évidemment rendu compte que des discours de SOS. Ils portent d'ailleurs une part de responsabilité dans les divisions: relatant souvent faussement les faits, ils n'ont réussi qu'à exacerber les tensions entre les deux marches.

Au vu de ces deux manifestations, il serait important que bon nombre de soi-disant leaders du mouvement antiraciste et/ou du mouvement beur

s'interrogent sur leur représentativité.

Au lendemain de ces «3<sup>ème</sup> Marches», quelles sont les perspectives du mouvement antiraciste? Nous, libertaires, ne pouvons que souhaiter le développement d'un mouvement autonome des jeunes des quartiers populaires et des banlieues, où chacun puisse trouver son identité sans qu'il y ait de repli communautaire. Pour cela il faudra déjà que ceux qui veulent le leadership du mouvement beur soient écartés. Pour être persuadé de leur soif de pouvoir, il suffit de regarder leur parcours militant: les revirements de position à 180° sont nombreux: certains dans un premier temps farouchement anti-SOS, favorables au repli communautaire, se sont, en quelques mois, retrouvés à SOS; d'autres ont suivi le chemin inverse. Quant au mouvement antiraciste il serait nécessaire que tôt ou tard, il tente de régler ses contentieux, surtout avec SOS. Si la tête de cette association est relativement gangrénée, les comités locaux, Stop Racisme, ne sont pas toujours du même acabit. Comment va évoluer SOS? Va-t-il se radicaliser un peu plus ou faire un pas en arrière? Que fera-t-il s'il n'a plus d'argent du gouvernement? La LCR réussira-t-elle à l'infiltrer suffisamment pour pouvoir le contrôler? (ça fantasme sec chez les trotskards). Pour l'instant, SOS s'attaque à d'autres terrains que l'antiracisme; le bulldozer s'intéresse non seulement au mouvement anti-Apartheid mais aussi à la lutte des homosexuels et à celle des féministes. Notons qu'une commission femmes ayant reçu l'appui d'Yvette Roudy vient d'être créée au sein de l'association.

**A SUIVRE...**

**E. LOEIZIG**

(Membre d'une Association de quartier du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris  
Membre du Collectif unitaire pour la manifestation du 7 décembre).

Sur le même sujet on lira avec intérêt *Lutter* n° 14 (« Ensemble, pour l'égalité ») et le dossier de *Courant Alternatif* n° 51 (avec une intervention des Jeunes Arabes de Lyon et sa Banlieue, un écho sur la marche pour l'égalité des droits, deux points de vue: être investi dans SOS-Racisme à Tours et ne pas y être à Reims).



**SYNDICAT CNT  
DES PTT DU RHONE**

« Suite à la campagne pour la reconnaissance de ses droits aux PTT, la CNT a recueilli plus de 200 signatures dans le Rhône, quelques milliers sur l'hexagone. Nous soulignons l'importante réussite de cette opération, qui contribue déjà à notre développement.

Mais cette implantation progressive ne s'arrête pas là. Il nous faut construire à court terme d'autres syndicats, développer notre union locale. Chaque individu, syndicaliste, anarcho-syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire, peu importe les termes, chaque individu, chômeur, travailleur précaire, salarié, doit se sentir interpellé par l'espoir réel de voir un jour une confédération authentiquement autogestionnaire intervenir dans la vie sociale.

Donnez-vous les moyens d'agir!  
**Syndicat CNT PTT BP 2600  
69218 Lyon cédex 02. Union  
locale CNT, même adresse.**

**AFFICHES DE LA PAIX**

En vue de réaliser une exposition d'affiches sur le thème de la paix, à l'occasion de l'Année internationale de la Paix, le Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits lance un appel à tous ceux et toutes celles qui disposent d'affiches sur ce thème.

Pouvez-vous nous les envoyer à notre adresse et joindre à chaque document, en quelques lignes, la date, le contexte et le tirage (si possible).

Une fois mise en place, l'exposition sera tournante en fonction des demandes. Merci de nous aider.

On peut signaler aussi la parution du numéro 10 de leur bulletin: « Damoclès ».

**CDRPC BP 1027 69201 Lyon  
cédx 01.**

**LES ANARS FONT DE LA BD**

Dans la série « Les anars font de la BD », nous signalons le numéro spécial de la revue AGORA: « Anarchy Comix »: 14 dessinateurs pour « une bande dessinée où les petits miquets ont l'anarchie entre les oreilles ».

On peut aussi rappeler qu'IRL avait publié cet été un recueil de BD « Rock-Anarchy ».

**AGORA, BP 3098 32026  
Toulouse cédex, CCP 3716 17 Y  
Toulouse (30 F).  
IRL, 13 rue Pierre Blanc, 69001  
Lyon, CCP 4 150 95 N Lyon  
(10 F).**

**RAIA**

Encore un coup des anarcho-punks: cette fois, c'est de Belgique qu'ils frappent. 40 pages d'internationalisme pour 5 malheureux petits francs, et on peut se procurer RAIA (Tribu) en écrivant à: **RAIA, BP 1724, Place de la Monnaie Bruxelles 1 belge.**

**L'ANARC-EN-CIEL**

La librairie l'anarc-en-ciel, association 1901, annonce son ouverture: elle diffuse et soutient toutes les expressions du courant anti-autoritaire, luttes d'aujourd'hui et utopies de demain; son assortiment s'étend des ouvrages théoriques aux romans, à la BD et aux livres pour enfants, en français et langues étrangères; neuf, occasion et neuf à prix réduit.

La librairie doit parvenir à financer les activités de l'association: bibliothèque, édition et réédition d'ouvrages rares, services de traduction, écrivain public, boutique de droit...

Ouvert de 10h à 20h, sauf le lundi dimanche, de 10h à 13h.

**Librairie l'anarc-en-ciel, 7 rue  
Arnaud Bernard 31000 Toulouse.**

**RENCONTRES  
INTERNATIONALES  
ANARCHISTES**

Du jeudi 15 mai au lundi 19 mai, en Hollande, des rencontres internationales anarchistes se dérouleront au terrain de camping « Tot Vrijheidsbeziinning » (vers la conscience de la liberté), Aekingaweg 1a, Appelscha (20 km de Assen). Musique, théâtre, débats, dans le cadre de « stratégie anarchiste et collaboration » avec les thèmes suivant:

- anarchisme et féminisme
- anarchisme et antimilitarisme
- anarchisme et écologie
- anarchisme et syndicalisme.

Pour tous contacts: **Mike Alibi (I.A.B.), Nieuwe Gracht 40, 3512  
LS Utrecht (Hollande).**

**AUSTRALIAN ANARCHIST  
CENTENARY  
CELEBRATION**

Du 1er au 4 mai, les anarchistes de Melbourne organisent des festivités pour le centenaire de l'anarchisme australien. Débats, films, expositions, musique, théâtre... Si vous pensez que les voyages forment la jeunesse... et ne déforment pas trop le porte-monnaie, rendez-vous donc en Australie, **AACCC, po box 20, parkville  
3052 Melbourne, Australia.**

**ENTRE L'AUTOMNE  
ET L'ANARCHIE**

Les éditions du funambule ont sorti une plaquette de poèmes de Bernard Lareynie.

Ce recueil est en vente à la Gryffe ou en écrivant à:

- **La Gasalhada, BP 71, 47400  
Tonneins (25 F port compris -  
chèque à l'ordre de Bernard  
Lareynie).**



# Un syndicat démocratique

**I.R.L. : A quel organisme du vaste ensemble de la Sécurité Sociale appartenez-vous et à quel syndicat correspondant ? En d'autres termes qui êtes vous professionnellement et syndicalement ?**

La Sécurité Sociale compte plus de 350 organismes, nationaux, régionaux et locaux. Nous travaillons à la CPAM de Paris (Caisse primaire d'assurances maladie). C'est un organisme de base de la ville de Paris dans la branche maladie regroupant 7500 personnes dans le secteur des prestations, qui rembourse les assurés sociaux sur quatre circonscriptions administratives.

La CPAM de Paris est un des plus gros organismes sur Paris avec la C.A.F. (la Caisse d'allocations familiale) et la CRAMIF (la Caisse régionale d'assurances maladie de l'île de France).

Nous sommes un certain nombre de militantes et de militants, d'adhérentes et d'adhérents qui avons quitté la CFDT le 17 octobre 1985, à la suite de la décision du syndicat régional de demander toute la section CFDT de la CPAM de Paris.

La CPAM de Paris a un poids et une importance considérable parce que c'est une caisse pilote et expérimentale au niveau de l'informatique qui va être

prochainement généralisé pour le règlement des assurés sociaux (système Laser). L'enjeu que constitue pour le développement de l'informatique la CPAM de Paris a dû compter dans la politique de la bureaucratie syndicale à notre égard.

**Votre situation est-elle particulière par rapport à la province ?**

Notre situation est spécifique pour plusieurs raisons.

D'abord parce que la CPAM de Paris est la plus grosse Caisse primaire de France. Elle a, par conséquent, un grand poids dans les négociations. Ensuite elle est proche des lieux de négociations. Les lieux de négociations c'est l'UCANSS (l'Union des caisses nationales de Sécurité Sociale) qui est l'organisme de gestion des personnels de la Sécurité Sociale. L'UCANSS se trouve à Paris et veille à l'application des textes de la convention collective et de ses avenants concernant l'informatisation ou des questions plus immédiates comme les effectifs, les conditions de travail, etc.

Pour créer les rapports de force nécessaires pouvant entraîner des modifications de la convention collective nationale, il faut que les caisses de Paris (CPAM-CRAMIF) entrent dans l'action et dans la lutte. Il y a un exemple récent, c'est le congé maternité

3<sup>ème</sup> enfant. La Caisse refusant au niveau national d'appliquer les 10 semaines supplémentaires pour les mères donnant naissance à un 3<sup>ème</sup> enfant, la province ayant gagné sur des cas individuels, il a fallu que les Caisses de Paris, notamment les camarades de la CRAMIF aillent jusqu'au bout (c'est-à-dire même des actions jusqu'à la cour de cassation) pour que la convention collective nationale soit modifiée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Il faut noter que la bataille pour le droit au congé maternité a été menée par deux sections oppositionnelles (CPAM et CRAMIF) et contre la Fédération qui avait multiplié les pressions afin que cessent les actions en justice. Dans une période où les confédérations bradent les avantages acquis des personnels, on comprend l'importance de ces actions et la place des sections parisiennes...

C'est un exemple qui montre l'importance du contrôle des sections de la région parisienne par l'appareil syndical.

**Le conflit avec l'appareil syndical n'aurait pas été aussi aigu en province qu'à Paris ?**

Certainement. En province, des sections syndicales ont pu mener leur action sans risquer d'être mises sous tutelle immédiate des instances de la CFDT. Comme nous l'avons été sur la base d'une intervention directe de la Fédération, qui a été reprise à son compte par le syndicat parisien qui a terminé la besogne. Ce qui nous a obligés à démissionner.

**Quelle était votre pratique syndicale lorsque vous étiez encore membre de la Confédération ?**

Il faut faire l'historique de la CFDT sur la région parisienne.

La CFDT/Sécurité Sociale région parisienne a commencé à se développer en 1973, à partir d'une grève dure de trois semaines, impulsée par le personnel lui-même.

La CGT a fait reprendre le travail contre l'avis du personnel. La CFDT dans cette grève avait une position correcte, de gauche. Elle était pour la continuation de la lutte jusqu'à l'obtention de toutes les revendications. La grève a donc été cassée et le personnel petit à petit a repris le travail sans obtenir satisfaction sur toutes les revendications. Sur Paris notamment, 1973 a été présent pendant longtemps dans les mémoires comme une trahison des syndicats. En 1973, la CGT était le syndicat majoritaire. Bon nombre de cartes ont été déchirées.

Sur des bases de gauche, certaines sections CFDT se sont développées et ont eu des pratiques fondées sur les assemblées générales des adhérents, des réunions de syndiqués-non syndiqués. Des commissions se sont créées dans ces sections reprenant notamment à leur compte la réalité de la sécurité sociale où il y a plus de 80 % de femmes. Il y avait des commissions de femmes et aussi des commissions anti-militaristes qui reprenaient pas



mal de thèmes importants, en dehors de l'action syndicale elle-même.

Cette période a duré jusqu'en 1978. Date à laquelle s'est ouverte une deuxième période avec la départementalisation de la Caisse primaire d'assurances maladie de la région parisienne. Un des plus gros organismes du monde de Sécurité Sociale. Il y avait 27000 agents (7 départements de la région). A partir de cette date, notre section syndicale est entrée en conflit sur de nombreux points, avec l'appareil syndical.

Le ministère, direction et patronat ont décidé la création de 7 caisses. Certains dans la CFDT y étaient favorables (réalisme gestionnaire), mais un grand nombre d'entre nous y étaient opposés en raison des conséquences que cela entraînait : baisse des effectifs, mutations arbitraires, pratique des passe-droits.

La départementalisation a permis une accentuation de la remise en cause de la Sécurité Sociale par la multiplication du contrôle des médecins et des assurés sociaux.

C'est à partir de cette opposition à la départementalisation que l'on a commencé à avoir des ennuis avec la confédération et la fédération. L'appareil a commencé à intervenir dans la section en nous créant des difficultés. Cette période a été marquée par un renversement des positions initiales de la CFDT.

La CFDT de 1973 à 1978 reprenait à son compte les luttes anticatégorielles, antihierarchiques. Elle avait une politique des bas salaires (il y a à la Sécurité Sociale un éventail de salaires de 1 à 11 et encore sans tenir compte des primes de gestion des cadres de direction). Elle avait une politique d'amélioration des conditions de travail.

Il y a eu un affrontement avec nous. A partir de 1982 des augmentations de salaire ont été accordées en pourcentage ou en points qui favorisaient les cadres. D'autres accords ont été signés sur le droit d'expression qui attribuaient un rôle d'animation à l'encadrement. Ces accords étaient signés centralement par la CFDT. Dans tous ces cas nous nous sommes trouvés en porte-à-faux avec la Fédération.

A cela il faut, bien sûr, ajouter les accords-cadres aux niveaux nationaux qui déposaient les sections syndicales, les militant(e)s, les adhérent(e)s, les personnels, du pouvoir de décision dans les affaires les concernant. Grosso-modo, il était demandé aux sections de justifier ce que la CFDT faisait au niveau national. Ce à quoi nous ne pouvions nous résoudre.

Jamais les sections n'étaient invitées à débattre d'une manière ou d'une autre.

Tous ces accords au niveau national ont eu des conséquences directes et immédiates sur notre vie de salariés à la CPAM de Paris. Exemple : l'accord sur le droit d'expression à la Sécurité Sociale a fait que les groupes d'expression à la Sécurité Sociale sont pratiquement des cercles de qualité.

La hiérarchie n'y est absolument pas remise en cause, sur aucune question : conditions de travail, organisation du travail. On y parle de choses dérisoires par rapport à ce que vivent les gens. D'ailleurs les groupes d'expression ne se réunissent qu'à l'initiative des cadres et quand ceux-ci y voient un intérêt direct.

Une autre date importante, c'est l'accord de 1983, sur les retraites complémentaires. Tous les acquis ont été remis en cause par la seule CFDT, qui a signé un accord absolument scandaleux au niveau national : remise en cause qui entraîne une baisse des revenus des retraités en faisant passer la base des calculs de 30 à 37,5 ans. En plus, les plus bas salaires faisaient, plus que les autres, les frais de la retraite complémentaire. Un cadre supérieur, en effet, pouvait rattrapper toutes les cotisations de sa vie de salarié en 3 ans de retraite, tandis qu'un employé devait mettre 15 à 20 ans.

Cette signature par la CFDT a été un choc pour tous les militants et toutes les militantes qui ont été placé(e)s devant le fait accompli, les adhérents l'apprenant par les autres syndicats/démocratie...

Sur la CPAM de Paris, comme dans quelques autres sections, nous avons dénoncé la Fédération. Nous avons même appelé à la grève pour le maintien des avantages acquis et pour le retrait de la signature de la Fédération ; et avec plusieurs dizaines d'adhérent(e)s, nous avons envahi les locaux de la Fédération à Paris.

C'est en novembre 1984 qu'a eu lieu la fusion entre notre section (prestations) une section de l'Action Sanitaire et sociale, section très bureaucratique qui reposait sur 2 personnes et une masse d'indécis et une petite section au niveau des services centraux. L'appareil avait misé sur cette fusion pour éliminer les éléments les plus gênants. C'est-à-dire toutes celles et tous ceux qui se sont retrouvés, grosso modo, démissionnaires de la CFDT.

Ça a été une bataille d'appareil pratiquement pendant un an.

L'offensive n'a, malgré tout, pas réussi, parce que nous avons été reconduits dans nos responsabilités, et parce que nous étions majoritaires dans la nouvelle section de la CPAM de Paris. A partir de ce moment l'appareil régional de la CFDT, sur directive de la Fédération a fait feu de tout bois contre nous : dénonciation, calomnies, etc. Ne réussissant pas, ils en sont arrivés à nous **démander**, car nous avions le soutien des adhérent(e)s.

Nous avons alors choisi de démissionner, ayant perdu l'espoir d'intervenir efficacement dans la CFDT.

**Qu'est-ce que l'on appelle la mise en tutelle ?**

Dans un premier temps, l'appareil avait décidé une tutelle financière. Toutes les cotisations étaient contrôlées par le SPASS (Syndicat parisien de la Sécurité Sociale).

Nous avons continué. Mais ils en sont venus à nous démarcher politiquement. Ils ont ainsi remandaté les gens qui étaient accrédités par le bureau du SPASS pour des activités déterminées par le syndicat parisien. Il aurait fallu que l'on accepte les directives de l'appareil. Nous ne l'avons pas fait. Ce qui a motivé notre démission de la CFDT.

**La mise en tutelle et le démarchement sont-ils les seules causes de votre démission ?**

Non. Il y en a beaucoup d'autres qui sont d'ailleurs vécues par d'autres sections. Aujourd'hui il y a un problème très important au niveau des syndicats confédérés, que ce soit la CGT, la CFDT ou FO. Il n'y a pratiquement plus de liberté au niveau de la section syndicale. Il y a de plus en plus une prise en charge de l'appareil central des syndicats qui a été renforcée par la législation. Que ce soit les fédérations professionnelles ou les confédérations, comme on le voit au plan de la flexibilité. Dans la dernière période, on a vu des militants et des militantes de base qui critiquaient leur confédération sans avoir les moyens d'agir. Car avec la législation actuelle, toutes les négociations sont prises en charge au niveau central.

Alors que reste-t-il aux militants de base, aussi sincères soient-ils. Le militant de base ne peut plus maîtriser sa pratique syndicale, quand la chape de plomb se fait de plus en plus pressante sur la section syndicale. Ce problème général n'a pas été pour rien, en réalité pour beaucoup dans notre décision de démissionner de la CFDT. Nous étions sans cesse placés devant l'impossibilité de justifier ce qui était décidé au niveau national et qui avait les conséquences les plus néfastes sur notre vie de salariés. Par contre, on nous accusait d'avoir agi pour « emmerder (sic) le ministère » lorsque nous avons eu recours aux prud'hommes pour le congé maternité 3<sup>ème</sup> enfant.

Nous avons démissionné à environ 80 sur un ensemble de 130 adhérent(e)s à la CPAM de Paris. Pour toutes les raisons pratiques précises et d'autres d'ordre général que nous venons d'évoquer.

**Vous vous appelez Syndicat Démocratique de la Sécurité Sociale (SDS). Quelles sont vos perspectives ? Avez-vous des relations avec d'autres syndicats démocratiques qui ont quitté la CFDT ou d'autres confédérations ?**

Le choix a été fait par une bonne partie des démissionnaires de la CFDT, auxquels se sont joints des agents de la CPAM de Paris qui n'étaient pas syndiqués, ou qui étaient syndiqués à d'autres organisations (CGT ou FO). La question qui s'est trouvée posée, c'était celle d'un autre syndicalisme, d'un syndicalisme différent, de par son fonctionnement. C'est-à-dire d'un syndicalisme qui ne soit pas d'appareil, qui ne prenne pas des décisions à la place des travailleurs et des travailleuses. Ou pour

parler plus concrètement d'un syndicat qui appartienne à ses adhérents, qui ne soit pas la courroie de transmission d'un appareil centralisé bureaucratiquement.

Le syndicat que l'on a créé doit défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses de la Sécurité Sociale (nous espérons que nous nous développerons sur d'autres organismes de la Sécurité Sociale).

Cela veut dire deux choses :

I. - La circulation rapide de l'information, la même pour tous et toutes, adhérent(e)s et sympathisant(e)s du SDS.

II. - Le fonctionnement en Assemblée Générale où les décisions sont prises. Ainsi au début du mois de janvier, nous aurons une Assemblée Générale qui déterminera notre activité syndicale pour le mois à venir. Notre principal souci à l'heure actuelle, c'est le passage à la phase Laser de l'informatisation qui va avoir de nombreuses conséquences pour les travailleurs et les travailleuses de la Caisse primaire.

Nous avons aussi d'autres problèmes concernant les effectifs, les conditions de travail, la pression de l'encadrement par rapport aux rendements. Nous nous battons sur tous ces problèmes et nous agissons en fonction des conceptions syndicales qui sont les nôtres au SDS.

Nous avons des relations avec le syndicat démocratique des banques à Paris, avec le SNPIT d'Air Inter et le SLT d'Usinor-Dunkerque. Ces syndicats nous ont aidé pour la rédaction et le dépôt de nos statuts. On continuera à avoir des relations avec tous ces camarades pour échanger nos expériences.

**Pensez-vous poser la question de fond de la protection sociale à notre époque ?**

Comme le syndicat est très jeune, il n'a été confronté qu'à des problèmes d'intervention immédiate et d'attaques de la direction sur la représentativité. De toute façon nous serons confrontés à la réalité de la protection sociale

puisque notre boulot, c'est l'application de la législation. Quand on sait comment évolue la législation sociale aujourd'hui (privatisation), on est obligé de se prononcer sur la protection sociale. On l'avait déjà fait quand on était à la CFDT, en luttant contre la baisse des prestations (médicaments de 70% à 40%, l'indemnité journalière maternité passée de 90% à 84%, examens de laboratoire, etc...). Nous avons toujours été partisans de la généralisation du tiers-payant, y compris pour le secteur libéral. Nous sommes favorables à une systématisation du tiers-payant. Le secteur libéral ne veut pas faire l'avance et ainsi s'achemine-t-on vers une médecine à double secteur, une pour les riches (secteur avec dépassement autorisé et honoraires libres), et une pour les pauvres (secteur conventionné). Nous y sommes opposés et sur ce terrain, nous continuerons ce que nous avons fait.

Le 4 janvier 1986

# COMMUNIQUES

## LE GOUT DE L'ETRE

Les Editions de Quat'Sous se transforment pour devenir «Le Goût de l'Etre». Ils viennent de faire paraître deux plaquettes :

- Et des étincelles jaillirent de mes orties... une plaquette de poèmes de Gérard Dupré.

- Garde à vous! de G. Veillard, réflexion sur l'institution militaire et ses sinistres exploits.

Il est toujours possible de se procurer les ouvrages des Editions de Quat'Sous.

Le Goût de l'Etre, BP403, 8004 Amiens Cédex.

## AIDE AU LIBERTAIRE

Le Libertaire, mensuel de l'Union des Anarchistes traverse aujourd'hui une période difficile. Il s'adresse à tous pour faire appel aux moyens de vaincre ces difficultés.

- abonnement: 50F les 10 numéros.

- vente de ses brochures:

«La synthèse anarchiste» de Voline, 15F.

«André Breton et le surréalisme» de Jehan Mayoux, 12F

«Dialogue imaginaire entre Marx et Bakounine» de Maurice Cranston, 15F.

Le Libertaire, 25 rue Dumé d'Aprèment 76600 Le Havre - CCP 116161 R Rouen.

## AIDE AU CPCL DE RENNES

Le CPCL (Centre de Propagande et de Culture Libertaire), créé en 1983, est une association regroupant des militants et sympathisants libertaires de tous poils. En décembre 1983, il ouvre un local public comprenant une librairie et un centre de documentation. Ce local vise à répandre les idées libertaires au travers de la presse et des livres. C'est aussi le point de rencontre d'un nombre croissant d'individus et un relais pour les comités de soutien antimilitaristes, les groupes lycéens et les groupes militants.

Le centre vit principalement des cotisations des membres actifs (selon leurs modestes revenus); les maigres bénéfices d'un concert leur ont permis de trouver un nouveau local. Mais, si leur situation financière ne s'améliore pas, il leur restera un loca, des forces militantes, un tas de projets mais pas de sous pour les concrétiser.

CPCL, 56 rue Poullain-Duparc, BP 2571 35036 Rennes Cédex. (chèques à libeller à l'ordre de CPCL).

## RAMASSIS D'INFOS SUR LA MILITARISATION DE L'ENSEIGNEMENT

Le Nouveau numéro du Ramassis d'Infos... (numéro double 11-12) vient de sortir.

Au sommaire, un dossier sur l'histoire du civisme, de Jules Ferry à Chevènement en passant par Pétain et le CIC; le triste film des tentatives de mise en place d'une symbiose armée-éducation nationale. Plus la traditionnelle revue de presse «la symbiose en marche» et les réactions. Son prix est de 25F le numéro; 20F à partir de 10 exemplaires pour les groupes. L'abonnement est de 60F les 4 numéros (1 an).

D'autre part, l'autocollant du réseau anti-symbiose est tiré: 10F l'exemplaire, 5F à partir de 10, 3F à partir de 50.

Coordination anti-symbiose, c/o ARMS, Maison des Associations, Le Nil, route de Bordeaux 16000 Angoulême.



**NON !**  
**À LA MARSEILLAISE À L'ÉCOLE**  
**(ou ailleurs..)**

# Joyeux anniversaire

## BHOPAL

**U**ne ville comme une autre dans l'un des plus vastes Etats de l'Inde, le Madhya-Pradesh, mais aussi le théâtre d'une catastrophe comme pas mal d'autres, qui ne sont que rarement le fruit du seul hasard.

Oyez braves gens la triste mais bien banale histoire d'une tragédie où tout le monde n'est pas égal dans le malheur, ni dans ses conséquences. Ni dans la même classe sociale d'ailleurs...

Découvrez, grâce au « Groupe solidarité-Inde » et par ses informations que le faste d'une Inde filmée par une télé lors d'échanges officiels, bien plus que ses éléphants, trompe énormément...

Il y a donc un an déjà ! Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, 40 tonnes d'isocyanate\* de méthyle, produit hautement toxique, s'échappait de l'usine Union Carbidge de Bhopal.

## DESTIN AVEUGLE OU POUVOIR SOURD ?

En 1975, le directeur de la planification urbaine veut déplacer l'usine ; il est muté...

Cependant, de 1980 à 1984, 28 fuites d'isocyanate de méthyle sont enregistrées.

Depuis 78, les accidents ne font qu'augmenter : décembre 81, le phosgène\*\* tue un ouvrier, l'année suivante, 4 accidents graves...

Les syndicats de l'usine tentent l'impossible : grèves de la faim, lettres à de hauts responsables d'Union Carbidge aux USA et copies au gouvernement local et fédéral, plainte déposée devant la justice du travail, affichage en ville « à cause du gaz empoisonné, les vies de milliers de gens ou d'ouvriers sont menacées... Il y a des centaines d'accidents à cause de règles de sécurité insuffisantes. »

En 1982, un rapport d'inspection de la maison mère mentionne 10 viola-

tions majeures des règles de sécurité. Au moment de l'accident, 4 des 5 principaux systèmes de sécurité étaient hors d'état de fonctionner, et 1 inutile...

« SOS pour Bhopal », « Bhopal est assis sur un volcan », « Si vous ne comprenez pas vous serez balayés », c'est ainsi que dès septembre 82, un journaliste de l'hebdomadaire « Saptahik Report » prévient des risques considérables de l'usine...

Décembre 82, un parlementaire, après avoir mené seul une campagne de 2 ans, demande que la sécurité de l'usine soit mise à l'ordre du jour. Le ministre du Travail de Madhya-Pradesh répond : « Une somme de 250 millions de roupies a été investie dans cette usine ; ça n'est pas un petit caillou qu'on déplace ici ou là. Il n'y a pas de danger à Bhopal, et il n'y en aura pas... »

Enfin, en 1984, le journaliste écrit dans le quotidien national « Jansatta » un article alarmant, et envoie même une lettre au premier ministre...

**MAIS RIEN N'Y FIT...** Manque de sécurité, négligences d'UC et du gouvernement ont conduit à la catastrophe, de même que le manque de personnel qualifié, encouragé financièrement à partir, les pesticides se vendant mal. Mais aussi Union carbidge avait demandé à Arjun Singh, alors premier ministre du Madhya-Pradesh, l'autorisation de fermer l'usine, mais ce dernier faisait traîner, de peur de décourager les futurs investissements des multinationales.

**LA VIE ETEINTE :** Le « Central board for the prevention and control of water pollution » estime que les dégâts sur la végétation ont été très sérieux sur 3,5 km<sup>2</sup>, sérieux sur 10,5, modérés sur 6, et légers sur 5.

Peu d'êtres vivants en réchapperont. Le bétail meurt en 3 minutes, les vaches épargnées ne donnent plus de lait, les plantes sont endommagées. Une étude suspecte n'a pas permis de déceler des rémanences dans l'environnement, mais cela est contesté par d'autres...

**UNE IDÉE DU CAUCHEMAR :** Pour les êtres humains, le problème des yeux est moins grave que prévu, mais reste important : sensibilité accrue à la lumière, baisse de l'acuité, vision floue, larmolements permanents frappent la vie quotidienne de nombreuses personnes.

25 % des victimes souffriraient de problèmes respiratoires persistants et chroniques, soit des milliers de gens handicapés dans leur quotidien, leur travail, avec risques d'aggravations avec l'âge. Une étude portant sur 113 personnes hospitalisées met en évidence : 95 % essoufflement à l'effort, 97 % toux sèche, 27 % diminution de

Carte politique de l'Inde, Isabelle Milbert (la Documentation Française, 1981)



plus de 40% de la capacité vitale pulmonaire, 55% diminution de la capacité en oxygène, 23% pression en oxygène basse dans le sang, 43% obstruction des voies respiratoires, 59% d' alcalose respiratoire. A cela s'ajoutent : brûlures de gorge, maux de tête, diarrhées, pertes de sommeil, palpitations, ballonnements... Autant de troubles, autant de souffrances, autant d'handicaps, sans oublier les problèmes psychologiques dont seraient affectés 12% des victimes, de la dépression nerveuse, à l'hystérie, en passant par les névroses d'angoisse, affections qui nécessitent prise en charge et structures immédiates et à long terme...

Les problèmes se rencontrent aussi avant la naissance.

Contrairement aux conclusions du docteur Badri Saxena de «Indian council of medical research» qui ne dénotait qu'un taux de 26,7% au lieu de 7% des avortements, le «Medico friend circle» entre autres, établit des taux record de mortalité prénatale, avortements, malformations congénitales et celles qui ont accouchées ne produisent plus de lait...

Il est à noter ici aussi l'effort du gouvernement pour ne pas reconnaître l'ampleur du dossier médical, afin de minimiser les conséquences du drame, ce qui rend la situation encore plus dramatique pour les victimes, analyses, soins et structures n'étant pas mis en place. Ainsi, les groupes de médecins bénévoles sont les seuls à avoir établi un suivi des victimes et mis en évidence les améliorations spectaculaires (50 à 90% selon les maux) dues au thiosulfate de sodium (antidote des cyanures).

Là encore, ce n'est que 6 mois après la catastrophe que l'on conclut officiellement à son utilité, 6 mois d'études au nom des victimes, qui furent en réalité arguments pour alimenter le conflit ouvert entre médecins hospitaliers et groupes non-gouvernementaux. Forts de leurs conclusions rassurantes, gouvernement et autorités médicales ont «ignoré la réalité», étouffé l'information, et n'ont point installé les structures médicales et préventives. C'est cette attitude bien caractéristique qui fait dire à nombre de docteurs, infirmières, mères de famille et autres personnes, l'incapacité, l'indifférence criminelle, voir l'irresponsabilité du gouvernement.

## L'IMPORTANCE DU CONTEXTE

Quand on est pauvre... on se fait avoir.

On aurait du mal à en douter. Logeant près de l'usine, abrités sous des huttes de fortune entre la gare et l'usine, ils étaient la plupart travailleurs de la terre. Ouvriers agricoles ou petits propriétaires d'un lopin de terre quitteraient il y a quelques années la campagne, ne pouvant plus se nourrir ou étant endettés à cause d'achats de



matériel dont pesticides et engrais. C'est le même système moderne qui leur avait rendu la vie impossible qui aujourd'hui les empoisonne...

A l'heure du drame, ce sont eux les premières victimes, tout au bord de l'usine, et comme les signaux d'alarme marchaient trop souvent, ils avaient été débranchés. Ils ignorent donc le danger et ne s'enfuient que bien plus tard.

Les fonctionnaires, eux, embarquent leur famille dans les voitures de fonction.

Les plus atteints sont les journaliers, sous-alimentés, ils sont des proies faciles pour le gaz. Pas de travail un jour signifie pour eux pas de nourriture le lendemain. Et que devient une famille quand le seul homme en âge de travailler meurt ou est handicapé? Et le propriétaire d'un cheval ou autre animal lorsque celui-ci est le seul outil de travail et la seule source de revenus?

Aucune sécurité sociale ni avantages sociaux, illettrés, méprisés, au bas de l'échelle sociale, défavorisés dans la vie de tous les jours, ils le restent à travers la catastrophe: on les expulse des hôpitaux après des soins sommaires.

Lors de l'opération qui consistait à récupérer le gaz, on fit évacuer à grand renfort de publicité 200 000 personnes alors que ce n'était pas indispensable, et dans les camps, on devait distribuer gratuitement du lait, en réalité il est vendu jusqu'à 9 roupies (son prix normal est de 4 roupies...).

A cause de la corruption, ils ne peuvent se procurer les certificats médicaux nécessaires pour toucher les dédommagements, ou pire l'antidote qui est par ailleurs délivrée à l'élite...

Des avocats leur font signer des contrats scandaleux, sur lesquels ils prélèvent une commission substantielle, des fonctionnaires «égarent» des documents et ne délivrent les certificats de décès que contre argent. Bref, les mécanismes permanents de maintien des pauvres dans leur état sont les seules choses à bien fonctionner.

## LA SOCIÉTÉ CIVILE EN ACTION:

### Mobilisation, action, solidarité

Mobilisation avant la catastrophe des syndicats, de la presse, de certains fonctionnaires et parlementaires, pour dénoncer abus et dangers. Mais peu après la tragédie, toutes sortes d'organisations mobilisent leurs militants pour porter secours aux victimes. Etudiants et syndicalistes collectèrent fonds et matériel dans tout le Madhya-Pradesh. Certaines O.N.G. dont Eklayya et Kishore Bharati, organisations sociales notoires, patrouillèrent dans les bidonvilles pour empêcher le pillage et porter secours. D'autres apportaient dans les hôpitaux bondés de la nourriture.

Rapidement, l'absence d'actions gouvernementales positives, puis son attitude suspecte, provoquent des réactions populaires. Dès la première semaine, la population interpelle aux cris de «Donnez-nous à manger; envoyez nous des secours» le premier ministre et le gouverneur.

Le 17 décembre, manifestation dans un camp improvisé de 4000 personnes, puis les 18 et 19 dans la rue et devant la résidence du premier ministre et du gouverneur.

Le premier janvier, blocage des rues pendant 8 heures par 5000 victimes. Puis le 3 janvier, marche et sitting. On réclame secours, orphelinat... 300 personnes restent sur place dans le froid plusieurs jours pour obtenir un peu d'argent: elles ont tout vendu, ça fait un mois qu'elles ne gagnent plus rien...

Des intellectuels et journalistes accusent le gouvernement. On ne compte plus les manifestations pour obtenir la fermeture de l'usine, ni les émeutes populaires spontanées face à l'attitude des autorités.

Enfin, pour éviter le chômage des ouvriers et aussi pour que l'usine rende service à ceux qu'elle a accablés, des propositions s'élèvent pour sa conversion dans une production socialement utile, équipements de sécurité ou produits de soja (huile, lait, biscuits), etc. A cette occasion, une

pétition a été signée par plus de 1000 personnes: «Jusqu'à présent, ce qu'on a produit détruit la vie, ruine la santé; il faut produire quelque chose qui sauve la vie, promeuve la santé...».

Il faut noter le rôle capital joué par les O.N.G. dans le domaine de l'information, de la prévention, dans l'investigation par exemple sur la nature du gaz et du bien-fondé de l'utilisation comme antidote du thiosulfate de sodium, antidote aux cyanures.

Parmi celles-ci: Eklavya, Delhi science forum, Priya ou le Delhi committee on Bhopal gaz tragedie, publient une brochure sur les événements. D'autres organisent des conférences de presse, comme le Center of education and documentation de Bombay, qui avec 15 autres, élargissent le sujet au problème du transfert de technologie et du productivisme pour, avec des groupes comme Centre pour la science et l'environnement de Delhi, proposer des réformes de législation. A retenir encore le V.H.A.I., fédération d'O.N.G. groupant médecins et professionnels du social et de la santé, et à voir les films de Tapan Pose du Nagrik Rahat Punarwas committee, auteur de «An indian story» (sur les aveuglements de Bhagalpur), et un nouveau sur Bhopal.

## LES BEAUX ET LES PALES

Les pauvres aux premières loges, les fonctionnaires et l'élite quittent les lieux, ont les moyens de régler les pots de vin, reçoivent l'antidote.

Union Carbidge gère une usine certifiée dangereuse, le gouvernement ignore les avertissements et gère la catastrophe d'une manière scandaleuse, aggravant ainsi le sort des victi-

mes, surtout les plus déshéritées, mais aussi alourdissant leur nombre...

Le gouvernement réagit enfin vigoureusement; première cible, les groupes qui, devant l'attitude de celui-ci, ont établi les secours d'urgence, tenté la réhabilitation des victimes, réalisé le travail d'enquête, organisé et éduqué les gens. C'est par des tracasseries administratives, intimidations, campagnes de presse calomnieuses. Lors de manifestations, par exemple celle du 25 juin, la veille au soir 40 personnes sont arrêtées: médecins, volontaires, militants des organisations travaillant avec les victimes, habitants des quartiers frappés par la catastrophe. Le jour même, menaces-actions de la police, et même de truands proches du parti au pouvoir. 3000 ou 4000 personnes participent quand même. Parmi les chefs d'accusations retenus contre ces personnes arrêtées les 24 et 25 juin, on trouve: tentative d'homicide volontaire et conspiration criminelle contre l'Etat... Depuis, la situation tend légèrement à s'améliorer, mais c'est du fait de la récupération politique de certains membres du parti au pouvoir, contre le premier ministre du Madhya-Pradesh.

## LA BATAILLE JURIDIQUE: U.C. INTOUCHABLE?

Dès la catastrophe, U.C. propose un règlement à l'amiable et rejette une solution devant la justice. Le gouvernement, lui, rejette les 250 millions de dollars proposés et attaque en justice, et, par ordonnance, se donne en février 85 le droit exclusif de représenter tous les plaignants... U.C. rejette la responsabilité sur sa filiale indienne,

espérant faire admettre qu'elle n'est donc pas passible de la juridiction indienne, mais aujourd'hui, c'est à la juridiction américaine qu'elle tente d'échapper, arguant le «forum non convenient», procédure utilisée par les cours américaines pour rejeter un procès du fait que les plaignants sont étrangers, ou le lieu de la catastrophe trop loin!...

## LE GROUPE SOLIDARITÉ INDE

Né en 81 à l'initiative de personnes ayant séjourné et travaillé en Inde, ils estiment que l'Inde et ses habitants demeurent un pays et un peuple méconnus dont la vie socio-politique n'est que rarement évoquée au-delà des clichés.

Ayant côtoyé une «Inde vivante et dynamique», ils ont pour objectif:

— Contribuer à une meilleure compréhension du culturel, du social et du politique.

— Témoigner de la vitalité des mouvements sociaux.

— Encourager les liens de solidarité entre les deux pays, en faveur d'actions pour une société sans domination.

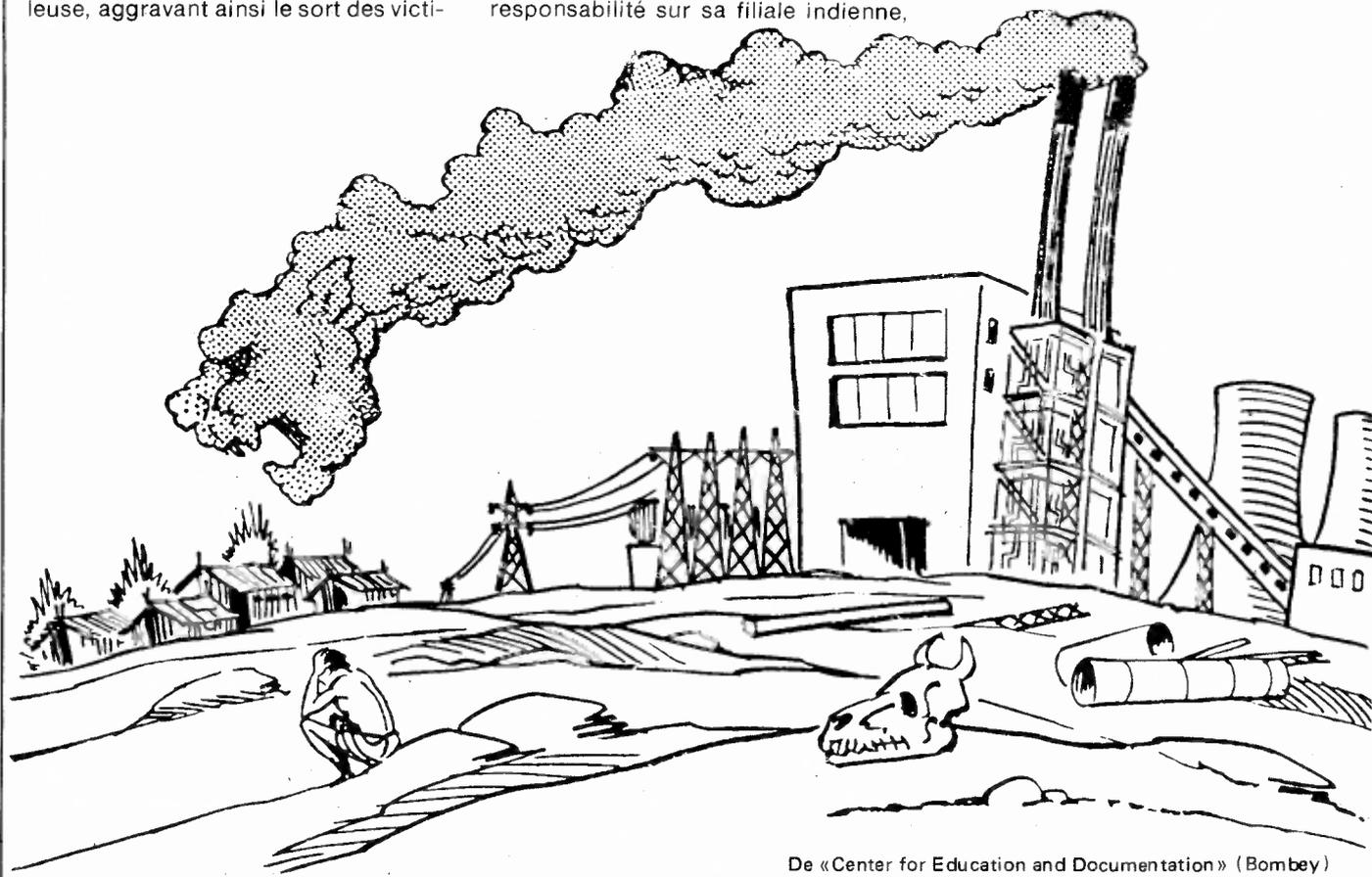
Pour tous renseignements:  
Groupe solidarité Inde, B. P. 13, 17350 St-Savinien.

Tél. P. Blancher 46.90.18.39  
J.-P. Dardaude 43.79.41.99

Jean-Marc  
Tél. 42.29.71.32

\* Principal «acteur» du drame. L'un des composants des pesticides.

\*\* Gaz très toxique utilisé comme gaz de combat (gaz moutarde) pendant la guerre, entrant dans la composition de pesticides.



De «Center for Education and Documentation» (Bombay)

# Renaissance libertaire



1er mai 1985, à Maipo, Chili, meeting organisé par la Fédération syndicale des travailleurs de Maipo, en présence de camarades libertaires.

**L**e 1er mai 1985, après de longues années de travail sous la dictature militaire, des camarades libertaires chiliens ont réussi à concrétiser leurs efforts en créant un Centre d'études qui permettra de ranimer, promouvoir, mettre en pratique les idées libertaires mises en veilleuse depuis des décennies, en tant qu'expression organisée.

Dans la situation actuelle du Chili, ce Centre d'Etude va permettre la coordination de différentes activités de nos camarades libertaires.

Dans un effort supplémentaire, nos camarades ont réussi à faire paraître leur premier bulletin qui est l'organe d'expression écrite du Centre d'Etudes.

Pour mieux comprendre cet effort, il faut se placer dans le contexte actuel du Chili, à savoir un contrôle de l'Etat militaire systématique sur les imprimeries et tous les moyens de reproduction écrite, auquel il faut ajouter la situation catastrophique de l'économie du pays.

Rappelons que nos camarades chiliens ne disposent pas de ressources économiques et que le chômage au Chili atteint plus de 35% de la population active du pays.

Nous présentons ci-dessous la traduction d'un article intitulé « Analyse sociale » paru dans le bulletin N°1 du mois de septembre, du Centre d'Etudes.

« Il y a quelques semaines, la majorité de l'opposition a approuvé et signé un **Accord national pour la transition vers une pleine démocratie** ».

Cette démarche nous a incité à une réflexion sur ce qui l'a motivée.

Le coup d'Etat de septembre 1973 a été le résultat des contradictions opposant l'oligarchie agraire-financière et la bourgeoisie industrielle. Cette dernière en étant un des éléments moteurs du projet politico-économique Cepal U.P. (\*) a accentué la rupture ressentie par l'ensemble de la société chilienne.

Dès la naissance de la République, les conflits inter-capitalistes ont été présents tout au long de l'histoire chilienne.

Les guerres civiles de 1829, 1851, 1859 et 1981 et leurs champs de bataille ont offert des espaces qui ont permis aux ploutocraties de trouver une solution à leurs conflits et de pouvoir ainsi contrôler l'appareil d'Etat et l'économie.

Les travailleurs — paysans et artisans — ont gardé une absolue neutralité face à ces conflits même s'ils sympathisaient avec les courants libéraux, promoteurs de l'Etat-providence et "industrialisateur".

Le développement historique de notre pays démontre qu'aucun secteur bourgeois n'a pu prédominer au sein du pouvoir étatique étant donné que le

gouvernement, dans sa grande majorité, était composé de propriétaires terriens, de banquiers et de libéraux dont l'objectif était de consolider le système capitaliste.

Face aux différents conflits qui pouvaient affecter les institutions, l'Eglise catholique a toujours joué un rôle d'arbitre, coutume héritée du temps de la couronne espagnole pour prévenir les éventuels problèmes qui pourraient mettre en péril ses rapports de domination.

Ces rapports de production et de pouvoir entre capitalistes présentaient un tableau du "divorce" total face aux revendications des travailleurs.

Ainsi, lorsque, dans la seconde décennie de notre siècle, les travailleurs s'organisent à travers des syndicats pour revendiquer leurs droits, l'Etat réprimera brutalement leurs mobilisations pour ensuite les récupérer dans une structure établie (légalisation du syndicalisme). Le libéralisme, complice du système capitaliste, surgira alors avec ses différents visages dans le but d'encadrer le jeune mouvement ouvrier chilien.

Selon les libéraux, la "solution" ou nouvelle forme d'Etat, fondée sur l'appropriation du gouvernement par un groupe déterminé ou un parti politique permettra de lutter contre l'exploitation économique et la répression subie par le peuple.

Ces discours "révolutionnaires" (de toujours) ont produit de simples

réformes de l'appareil d'Etat parce qu'ils ne se sont jamais attaqués aux principes fondamentaux du système : la PROPRIÉTÉ PRIVÉE et l'AUTORITÉ.

En témoignent les frustrations ouvrières qui ont suivi les innombrables révolutions politiques menées sous le contrôle de l'Etat par : Arturo Alessandri Palma, en 1924 ; Pedro Aguirre Cerda, en 1939 (Frente Popular) ; Eduardo Frei (Democracia Cristiana), en 1964-1970, Salvador Allende, en 1970-1973 (Unidad Popular).

Tous ces gouvernements ont démontré un intérêt pour les organisations des travailleurs dans la mesure où celles-ci pouvaient servir leurs propres intérêts et leur permettre de s'élever dans la hiérarchie du pouvoir.

Aujourd'hui, quand le capitalisme mondial assujettit notre pays sous le joug de la misère, de la répression et de la terreur, les libéraux de toutes tendances essaient de faire croire qu'avec le départ du régime en place, les travailleurs retrouveront la liberté et le bien être.

Cette réflexion est évidente à la lecture attentive du texte de l'Accord national.

Dans aucun chapitre, il n'est fait mention d'une "réelle participation populaire par la gestion ouvrière-paysanne directe indispensable pour renverser l'Etat et l'ordre capitalistes".

Tout le texte de l'Accord national se limite à préserver la domination de la classe possédante, particulièrement lorsque celle-ci garantit la propriété privée, source de la spoliation économique, et à laisser à l'Etat le monopole des expressions culturelles, sociales et religieuses.

Bien que les groupes qui ont approuvé et soutenu l'Accord national sachent qu'il s'agit là d'une "formule" (ou compromis politique) pour la survie future des structures de l'Etat et du patronat, son application réelle n'aura pas de succès face au régime militaire, tant que celui-ci pourra compter sur l'appui inconditionnel de la droite économique.

D'autre part, ils sont aussi conscients de la faiblesse de l'ensemble de l'opposition due à ses contradictions internes et au fait qu'elle évolue constamment dans l'orbite de la démocratie chrétienne.

La mise en question par quelques organisations marxistes du Pacte constitutionnel se base sur leur non-participation à la rédaction du document et sur leur stratégie de lutte concernant l'acceptation ou non de la nouvelle constitution de 1980.

Toute autre interprétation ne serait que duperie car, chacun le sait, le PC et ses alliés ont toujours cherché à devenir des "dirigeants d'avant-garde" du prolétariat dans leur ambition de régir l'homme.

L'aube d'une nouvelle société ne sera possible que lorsque les travail-



Avril 1985, à Santiago-du-Chili: funérailles des trois militants chiliens assassinés par des carabiniers.



Camarades libertaires chiliens participant à la manifestation du 1er mai 1983, à Paris, en témoignant de l'existence de la Commission « Renouveau syndical », une des organisations à l'origine de la création du Mouvement Syndical Unitaire.

leurs s'associeront librement en assemblées et assumeront le contrôle direct des moyens de production en marge de l'Etat et des partis politiques, piliers du capitalisme moribond.

Seule la récupération intégrale de nos fonctions naturelles permettra d'éliminer pour toujours la violence et les conflits sociaux demeurés latents depuis la fondation de la République.»

**Collectif de la Coordination d'études « Homme et Société »**  
Santiago du Chili, 11-09-1985

\* Coordination économique pour l'Amérique latine, organisme d'études et de conseils économiques.

#### NOTE EXPLICATIVE

A l'initiative de Mrg Fresno, cardinal de l'église catholique chilienne, une table ronde a été organisée au mois d'août 1985 pour élaborer un programme en vue du retour à la démocratie au Chili.

Onze organisations politiques d'opposition ont signé cet accord.

Le Parti communiste chilien et l'extrême gauche n'ont pas signé cet accord.

Le gouvernement de Pinochet l'a rejeté.

**E**n 1984, à l'initiative du groupe «Pedro Arratia» (libertaires chiliens en exil, animateurs d'une émission Radio-Libertaire sur l'Amérique latine), différentes individualités s'associent à un travail de contre-information et le champ d'action s'élargit à d'autres pays du tiers-monde.

Après quelques mois de travail collectif, naît l'initiative d'étendre les activités et de s'organiser sur la base de deux objectifs: la SOLIDARITÉ et la CONTRE-INFORMATION.

C'est ainsi qu'est créé le Groupe latino-américain d'autogestion pour la Contre-Information et la Solidarité au mois d'août 1984.

Le G.L.A.A.C.S commence à participer à différents moyens d'information

avec des articles concernant l'actualité en Amérique latine et des émissions réalisées en espagnol pour des radios libres d'Espagne.

C'est dans ce cadre-là que nous avons accepté la proposition de camarades de IRL de participer à l'élaboration et à la diffusion de la revue.

Dans la même perspective, notre groupe est tout aussi disposé à participer à des forums, des conférences ou des débats sur les pays d'Amérique latine.

**Groupe latino-américain d'autogestion pour la contre-information et la Solidarité (G.L.A.A.C.S.)**  
c/o Torres  
13, rue Myrha, 75018 Paris  
Tél. 42.55.56.41 (répondeur)

produisait le phénomène opposé: "le passage de régimes militaires à des gouvernements civils".

Dans chaque cas, la modernisation capitaliste exigeait des solutions politiques et institutionnelles différentes, dépendant de son histoire, du modèle économique en vigueur, de l'importance stratégique du pays, de ses ressources et aussi du niveau atteint par la lutte de classes dans le mouvement populaire de chaque pays.

Il s'agit donc ici d'un processus de changement modifiant l'économie, la politique et les relations sociales, face auquel se développe un mouvement de contestation sociale qui invente de nouvelles formes d'organisation incluant une pratique de participation directe, et qui prend ses distances par rapport aux partis politiques en général. De plus, cet essor du mouvement social coïncide avec un moment de crise des partis, notamment ceux de gauche.

Ce qui ressort comme élément nouveau dans ces mouvements sociaux, par rapport à ceux du passé, c'est la "crise de légitimation" au niveau de l'idéologie et des programmes des partis, qui leur enlève toute possibilité d'incorporer ou de s'intégrer à ces mouvements, à moins de changer radicalement leur discours.»

Ces extraits démontrent bien le processus de la renaissance de mouvements sociaux alternatifs. Mouvements sociaux qui refusent toute organisation autoritaire de la société et se réclament d'une transformation sociale autonome vis-à-vis des influences politiques et économiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Face à cette situation, faire connaître la réalité des luttes sociales que mènent ces mouvements constitue un objectif fondamental.

Les moyens d'information et de diffusion: presse, radio, télévision condamnent généralement au silence ces nouveaux phénomènes alternatifs et ainsi empêchent que la solidarité internationale parvienne jusqu'à ceux qui les animent.

De plus, les mouvements autogestionnaires qui se développent un peu partout dans le monde sous des régimes dictatoriaux, ou des pseudo-démocraties parlementaires ou, demain sous de nouvelles formes de domination que les systèmes capitalistes voudront imposer, sont menés dans des conditions précaires et doivent affronter non seulement la répression, mais aussi le manque de ressources matérielles et l'isolement imposé par le silence des médias.

Il est donc nécessaire de créer des structures stables qui permettent de développer l'esprit de solidarité, de transformer l'indifférence en responsabilité et d'assumer avec volonté et constance le soutien efficace à ceux qui n'obtiennent aucune reconnaissance internationale ni aide économique.

L ' A U T O G E S T I O N A L T E R N A T I V E  
P O U R L E T I E R S M O N D E

**D**ans les dernières décennies, les luttes des peuples du tiers monde ont suscité inquiétudes, espoirs, et frustrations parmi les secteurs progressistes de la société occidentale.

Les soi-disant «mouvements de libération nationale» qui sont parvenus à changer les structures politiques de leur pays sont tombés les uns après les autres sous l'influence de modèles autoritaires ou dictatoriaux.

On peut ainsi constater qu'en Afrique, dans les pays du monde arabe et du Sud-Est asiatique, en Amérique Centrale, imposer un système politique basé sur un parti unique, interdit toute possibilité de pluralisme.

Mais dans d'autres régions du monde il existe des peuples qui luttent contre leur régime autoritaire ou dictatorial et, à l'intérieur de ces luttes, de nouveaux mouvements sociaux alternatifs naissent. Ces peuples sont mal connus. Ils se trouvent au cœur des pays de l'Amérique latine.

Les mouvements sociaux qu'ils animent proposent de nouvelles formes d'organisation de la société fondées sur l'autonomie et l'indépendance à l'égard de l'Etat, des partis politiques et de tous pouvoirs économiques et religieux. Ils mettent en pratique de nouvelles formes de contestation politique et sociale ayant un caractère autogestionnaire.

Citons quelques uns de ces mouvements:

**Au Mexique**, la Coordination nationale «Plan Ayala», l'Organisation pay-

sanne Emiliano Zapata, la Coordination nationale du mouvement urbain populaire (CONAMUP).

**En Colombie**, la Coordination régionale indienne du Cauca (C.R.I.C.)

**En Equateur**, la Fédération nationale des organisations paysannes (FENOC)

**Au Pérou**, les mouvements communautaires des quartiers populaires.

**En Bolivie**, la Confédération syndicale unique des travailleurs agricoles boliviens (C.S.U.T.C.B.), la Centrale ouvrière bolivienne (COB).

**Au Chili**, le Mouvement syndical unitaire (M.S.U.).

**En Uruguay**, le Mouvement coopératif d'habitat autogéré.

Pour illustrer et compléter notre réflexion, nous avons choisi quelques extraits d'un dossier intitulé «la lutte pour l'autonomie du mouvement ouvrier et populaire au Mexique et au Vénézuéla» paru en avril 1983, dans la revue A.L.A.I. (Agence latino-américaine d'information dont le siège est au Québec, Canada).

«Dans ces vingt dernières années, les modifications du capitalisme latino-américain ont été profondes, plus intenses dans certains cas que dans d'autres, mais affectant tous les pays de cette région du monde.

Dans plusieurs pays, ces changements s'accompagnèrent de la mise en place d'une féroce dictature militaire, tandis que dans d'autres pays se



## RENCONTRE POLONAISE

**E**n octobre, j'ai rencontré par hasard un économiste polonais, au moment des élections. Il considère que les résultats sont encourageants pour Solidarnosc, puisque 30% des gens ont directement suivi les consignes d'abstention et que le pouvoir n'a dû avoir en réalité que 60% des voix.

Cependant, il ne voit aucune solution en Pologne tant que la situation internationale ne change pas. Il ajoute que les gens sont las de la tension qui règne. Ce Polonais devient plus prolix quand on aborde les problèmes concrets: l'alimentation, tout en étant peu abondante, a retrouvé le étant peu abondante, a retrouvé le niveau d'avant le putsch de décembre 81. Le problème constant qui pèse sur la population est celui de la crise du logement. Il n'y a pas vraiment de chômage, mais les jeunes ne font pas ce qu'ils désirent étudier; s'ils se marient ou vivent ensemble, il est presque impossible de trouver où habiter.

A la différence des autres pays de l'Est, il demeure aisé d'obtenir un passeport de tourisme et d'émigrer — et c'est un peu semblable en Hongrie. Le problème de fond est la crise économique: le régime assure tant bien que mal la production de biens de consommation courante pour la population et n'aurait pas assez d'argent pour renouveler l'infrastructure matérielle. En outre, les installations existantes sont à peine entretenues. Par exemple, en octobre, l'eau manquait dans plusieurs villes à la suite de rupture de canalisations. En hiver, la situation devient tragique. Et le régime est incapable de pallier ces difficultés, par manque d'imagination.

## RENCONTRE BULGARE

On peut dire que la France suit la voie bulgare: vente d'armes aux dictatures de droite, services secrets gaffeurs et peu discrets, et paris sur le football pour élever le niveau culturel. Toutefois, la Bulgarie a certaines caractéristiques, comme vendre de l'électricité à la Turquie et la Grèce et ne pas en avoir dans le pays, comme en 1984. Cette année, les coupures d'électricité sont accompagnées de celles de l'eau, et donc du chauffage. Comme l'année dernière, les bougies manquent, ainsi que les cierges. En novembre, il y avait dans la capitale des queues de quelques centaines de mètres pour se procurer des piles électriques. Lors d'une réunion à l'UNESCO à Sofia en novembre, le chef de l'Etat s'est excusé auprès des délégués pour la pénurie d'électricité, en déclarant (citation de mémoire): « Pour autant que je le sache, en Suisse également il y a des coupures de courant. » Il faut dire que la potiche bulgare en place depuis 1956 ne l'est que par sa malice proverbiale! Gorbatchev est venu à Sofia et il semble qu'il ait imposé des hausses de prix aux importations obligatoires d'URSS, puisque le prix de l'électricité a augmenté de 300%, ainsi que d'autres comme l'eau, mais un peu moins. Enfin, les prix ont été maintenus à leur niveau, sauf la manutention et l'acheminement des produits. Le résultat est que tout est plus cher, notamment les denrées alimentaires (merveilles de la dialectique du maintien des prix). Soyons juste, le « siréné » et le kachkaval — célèbres fromages — n'ont pas augmenté du tout, mais leur matière grasse est de moins en moins présente, à l'opposé des fromages destinés à l'exportation. Les lentilles et le paprika manquent sur le marché. Mais parlons culture, à l'occasion du 7 novembre (fête nationale soviétique), il y avait

une semaine du film soviétique, dans une grande salle du centre de Sofia, 8 personnes attendent le début de la projection, les employés décident d'attendre qu'il y ait au moins 10 personnes, ce qui se fait 10 minutes plus tard. Quelqu'un, visiblement du Parti, maugrée en ajoutant que si ça avait été un film occidental, la salle serait pleine. En fait, le sentiment anti-soviétique et anti-russe est général, y compris chez les membres du Parti, mais même en étant anti-russe, ceux qui occupent un poste élevé dans la hiérarchie savent qu'ils doivent leur place à leur fidélité apparente à l'URSS. De plus, les liens linguistiques et historiques avec la Russie font que les crises nationalistes comme en Roumanie, Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie — et avant bien sûr la RDA, l'Albanie et la Yougoslavie — ne surgissent que superficiellement. Et même plutôt dans le Parti: 1965, le putsch d'une partie de l'armée, vers 1972, la tentative d'un régiment de chars de Plovdiv d'attaquer Sofia, et de nombreux attentats au cours des quinze dernières années qui semblent être le reflet des bagarres internes entre les cliques communistes au pouvoir.

La désinformation de l'ensemble des citoyens et leur conviction — trop souvent confirmée par la réalité que toute personne non intime est susceptible d'être agent de la police secrète, rendent l'échange des informations pratiquement très difficile. Ou bien, elles sont filtrées par les services radio en bulgare de Munich et de la BBC, dont les critiques sont souvent très édulcorées, comme il convient actuellement au capitalisme occidental, pour sa collaboration de fait avec Pékin et Moscou pour dominer le Tiers-Monde.

Israël Renov

## PA KIN

La brochure de Gandini sur « Pa Kin », éditée par les camarades de l'Atelier de création libertaire, 46 p. 24 F, fait le point sur ce qu'il faut connaître de cet écrivain libertaire et militant anarchiste avant la prise de pouvoir communiste. A ce propos, il faut préciser qu'en 1949 Pa Kin se considère encore militant anarchiste, comme le dossier du CPCA n° 13 (B. P. 21, 94 190 Villeneuve-St-Georges) le montre en donnant des inédits de Pa Kin (lettres traduites du russe à la rédaction de « Delo Truda » de New York).



*Le coq qui chantait dans la nuit*

Mais le problème essentiel demeure: comment comprendre Pa Kin, est-il un écrivain définitivement coupé de l'anarchisme comme le disent des libertaires chinois de Hong-Kong, ou bien fait-il croire à une continuité de Pa Kin, de 1920 à aujourd'hui ?

Au-delà de la personnalité d'un individu, c'est le cas de tous les libertaires vivant dans un régime de dictature léniniste. Les dictatures militaires de droite sont en effet moins exigeantes sur les définitions idéologiques individuelles: le silence est pris pour l'acquiescement. Dans les régimes léninistes, on vit une différence totale. Par exemple, un ami bulgare avait fait l'analyse suivante face à l'instauration progressive du léninisme dans son

pays («grâce» à Yalta) : vu le passé socialiste de mon père, mes amis anticommunistes, si je fais des études, je serai forcé de me faire enrôler dans les JC, puis le PC. Donc, plutôt que d'être prostitué moralement ou de m'opposer et d'être exclu de l'université et de me retrouver sans rien dans les mains, je ne vais pas faire d'études du tout. Je serai artisan-cordonnier. Je travaillerai seul et je resterai tranquille.

Les premières années semblent confirmer ce point de vue. Mais des clients à l'allure martiale et brutale venaient demander au brave cordonnier ce qu'il pensait des chaussures actuelles ou des souliers russes, par rapport à la production d'avant. Anticommuniste, mais non suicidaire, l'ami cordonnier répondait gentiment : les chaussures actuelles, et plus encore si elles sont soviétiques, sont meilleures. Puis les échoppes furent supprimées, et les cordonniers réunis dans un syndicat, avec les réunions et les rapports individuels à rédiger sur la progression économique de l'industrie du cuir grâce au Parti, le plénum du Parti, le futur Plénum du Parti, la vie du secrétaire général actuel, la vie de Dimitrov, l'apport de l'URSS dans la chaussure, etc. La liberté n'avait été qu'une illusion. La structure léniniste est un filet qui pêche le menu fretin, c'est une nasse dont on n'échappe pas. On peut être conscient du mal, mais on en est atteint, sali et avili...

Des Pa Kin en Bulgarie, on en compte un certain nombre : les poètes Lamar, Jetchev (moins compromis il est vrai), le peintre et graphiste Stailov — pour ne parler que des morts — ; en URSS, il y eut Borovoi, et les camarades réunis autour du musée Kropotkine, qui disparurent dans les années 30. En fait, le problème est le même que pour l'ami cordonnier : on veut survivre sans être récupéré et le Parti veut nous récupérer et faire vivre à sa manière. C'est une lutte sourde, où chaque détail importe, mais son sens est presque imperceptible dans le pays même. Et il est souvent insaisissable à l'étranger. Et alors, que faire de Pa Kin (comme disait ce brave Tchernychevski en 1862) ?

Il est correct de revendiquer son passé anarchiste et de refuser ses écrits censurés, et plus encore ses écrits prostitués ou lâches sur les courageux soldats chinois luttant contre les impérialistes US en Corée. Mais Pa Kin n'est pas Sakharov (et heureusement qu'il n'est pas Soljenitcine, malgré de bonnes pages), et sans doute pas Valeri Grossman.

En attendant on peut citer une nouvelle inédite en français, « Tonnerre » traduite en anglais dans « Black Flag quarterly » N° 5, 1984. Bob Palmer, le traducteur, indique que c'est un texte édité en 1935 dans « L'amour : une trilogie ». Il s'agit d'un groupe de jeunes militants et militantes. La camarade Hui, que l'on apprend admiratrice d'Emma Goldman, oblige un militant très vertueux à coucher

avec elle. Une sympathisante, Ying, est tout le contraire de Hui : elle hésite à rompre avec sa famille, sa mère, pour militer. De, l'animateur du groupe tue un garde, mais est tué en voulant s'échapper durant le couvre feu. Ying est effondrée, avoue qu'elle aimait le mort. Hui feint l'indifférence, malgré elle, mais se sent prise par le tonnerre de la souffrance, de la perte irrémédia-

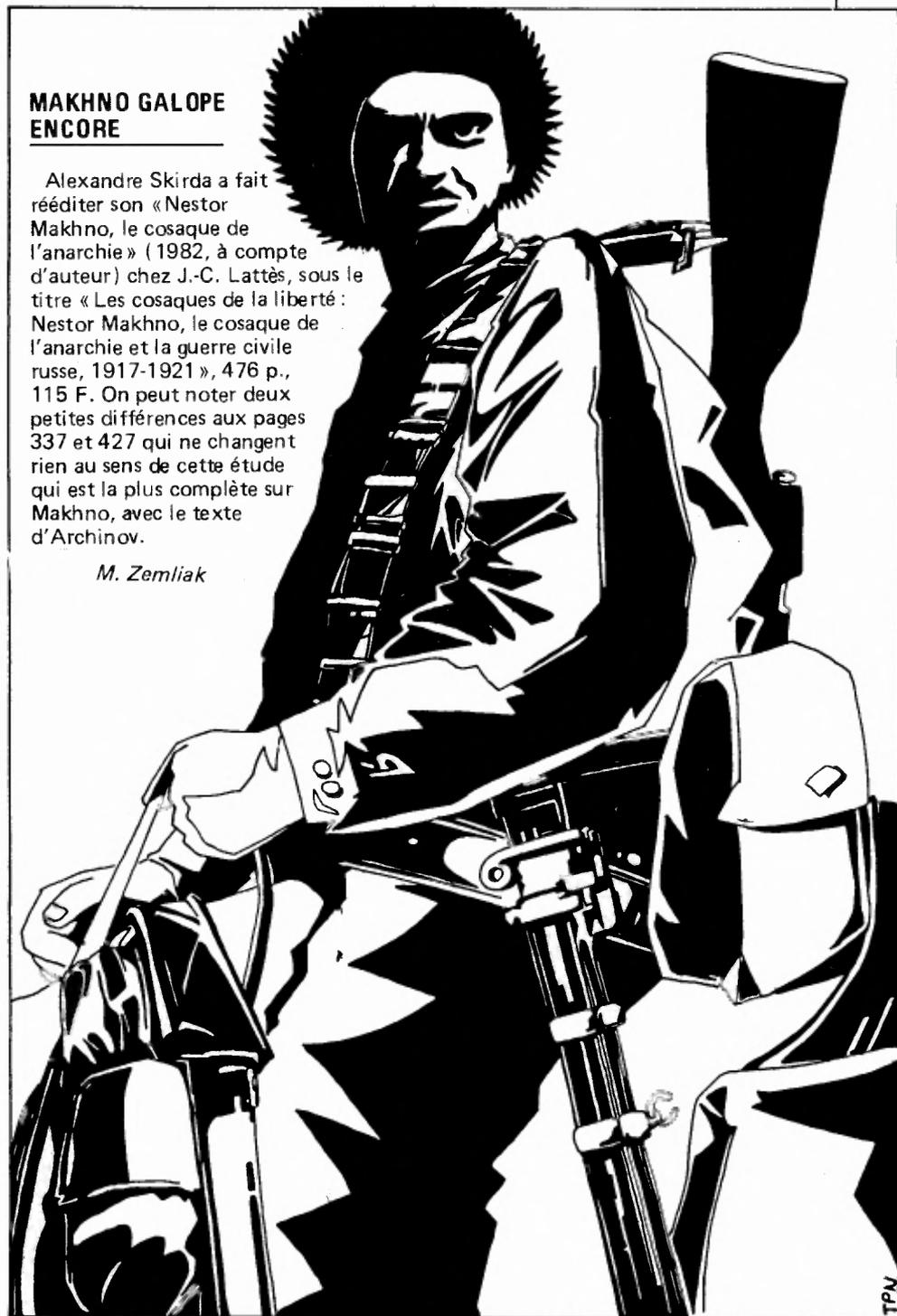
ble du camarade pour lequel elle sentait aussi de l'amour. Et elle reconnaît devant Ying qu'elle aussi aimait le mort. Au-delà de ce résumé télégraphique, c'est le problème des sentiments et de la politique qui est montré sans complaisance.

Israël Renov

## MAKHNO GALOPE ENCORE

Alexandre Skirda a fait rééditer son « Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie » (1982, à compte d'auteur) chez J.-C. Lattès, sous le titre « Les cosaques de la liberté : Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie et la guerre civile russe, 1917-1921 », 476 p., 115 F. On peut noter deux petites différences aux pages 337 et 427 qui ne changent rien au sens de cette étude qui est la plus complète sur Makhno, avec le texte d'Archinov.

M. Zemliak



COMPAGNON DE NESTOR MAKHNO - UKRAINE 1919

## L'ANARCHO-SYNDICALISME AUJOURD'HUI

### CRISE SYNDICALE

**L**e syndicalisme est malade: entre 10 et 20% de la population active syndiquée (1). La grande majorité des travailleurs ne croit plus dans les organisations syndicales comme facteur de changement. La chute est telle que, CGT, CFDT, FO ne verraient pas d'un mauvais œil la création d'une espèce d'impôt syndical obligatoire pour tous les salariés

(2) à la manière de certains pays tels l'URSS et la Suède. Pourtant, le lent déclin des syndicats est sans doute plus le résultat de pratiques politiciennes et collaborationnistes, que les conséquences d'un désintérêt collectif des travailleurs (ceux-ci acceptant avec enthousiasme leurs conditions de travail et plus généralement d'existence!). Même si nous ne pouvons écarter l'hypothèse que notre monde de loisirs et de besoins superflus (?), a ôté aux salariés l'envie de se battre pour un monde meilleur et plus équilibré dans la répartition des richesses, il ne faut pas pour autant déresponsabiliser l'attitude des grands prêtres syndicaux actuels. Totalement investis dans divers organismes de consultations, voire de cogestion, les appareils syndicaux ont vidé le syndicalisme de son contenu revendicatif à la base. Tout semble dorénavant se dérouler au dessus de la tête des premiers concernés, les salariés. Un nouveau syndicalisme s'est développé, un syndicalisme de spécialistes, de technocrates, de permanents à vie, un syndicalisme d'appareil où seule la haute direction décide des priorités.

De plus, ces cinq dernières années ont confirmé (en était-il besoin?) les liens fondamentaux existant entre partis et syndicats: CGT-PC, CFDT-PS, FO-anticommuniste, corporatiste et cogestionnaire

(véritable référence des partis de droite qui laissent progressivement tomber la CSL, trop marquée). Tous ces liens privilégiés illustrent bien le caractère indissociable des luttes ouvrières avec les combats purement politiques, les événements de ces derniers mois constituent d'ailleurs un excellent révélateur de ces cliques politicards. Dans ces conditions, comment veut-on que les travailleurs rejoignent ces centrales aux mains sales? Et c'est bien une réalité que d'affirmer que les seuls nouveaux adhérents actuels arrivent sur des bases politiques, soit en soutien à la politique confédérale voire du grand parti frère, ou du gouvernement, soit dans le but de faire une active propagande pour tenter d'infléchir le syndicat de l'intérieur (3).

### QUELLE INFLUENCE POUR LES ANARCHO-SYNDICALISTES?

1972: Edmond Maire fait de fracassantes déclarations en considérant la CFDT comme fidèle héritière des principes anarcho-syndicalistes. Euphorie post-soixante-huitarde vite réprimée par les dures réalités économiques: aujourd'hui, la CFDT est «sérieuse réaliste, et responsable», bref, elle collabore activement avec l'Etat comme avec le patronat (4). Dans les faits, il existe encore pas mal d'anarcho-syndicalistes à la CFDT. Qu'ils se revendiquent comme tels, ou plus simplement qu'ils défendent dans leurs pratiques l'auto-gestion (des luttes en particulier), leur rôle est pourtant très limité. Isolés dans leur syndicat, leurs positions sont généralement facilement battues en brèche par les tenants de l'orthodoxie CFDT. Et, lorsqu'au hasard d'élections, ils prennent le contrôle d'un organe ou d'un autre, ils sont automatiquement saqués par l'ap-

pareil syndical supérieur (la région parisienne en est le parfait exemple, Edmond Maire ayant refusé de manifester sur les mots d'ordre R.P., anarcho-gauchisante, lors du dernier Premier Mai). Quelle position inconfortable, d'autant plus que les «directions à caractère anarcho-syndicaliste» ne font pas plus le plein d'adhérents que les autres!

Dans les deux autres confédérations, la situation est identique. Le syndicat des correcteurs à la CGT, l'UD Loire-Atlantique à FO, ne servent que de faire-valoir aux appareils syndicaux («Voyez notre démocratie interne, même les anars sont représentés»).

Il n'est pas question cependant de remettre en cause le travail de ces nombreux militants, ou qu'ils soient. Ils ont à leur manière contribué au maintien de l'anarcho-syndicalisme en France durant les années creuses.

Tirer un bilan de leur implantation est nécessaire et, il faut bien admettre que ce n'est guère brillant, les derniers bastions défendus disparaissent progressivement avec leurs militants, l'opposition organisée n'existe plus, il ne reste que quelques réseaux plus «politiques» que syndicalistes, quelques groupes syndicalistes libertaires cherchant désespérément des solutions.

La situation est aujourd'hui telle que nombreux sont les militants à s'être intégrés aux structures de leur choix, les défendant tout aussi âprement que si elles représentaient un espoir réel pour les salariés. D'autres ont carrément abandonné le terrain syndical, écœurés qu'ils étaient par leur impuissance, d'autres encore continuent, choisissant délibérément un basisme forcené, refusant tout investissement dans les structures tant dans l'organisation syndicale que dans la concertation (délégués du personnel, CE, Commissions paritaires...).

Quoiqu'ils fassent, beaucoup sont désabusés et sans grands espoirs sur demain. Il faut admettre que l'influence anarcho-syndicaliste n'a jamais été aussi faible à l'intérieur des grandes confédérations, et que, dans le même temps, l'hémorragie d'adhérents continue (aucune relation de cause à effet, bien sûr). Il faut admettre une bonne fois pour toute que l'entrisme dans les syndicats représentatifs ne changera rien à leur politique et à leur organisation pyramidale. 40 ans d'expériences, ça suffit!

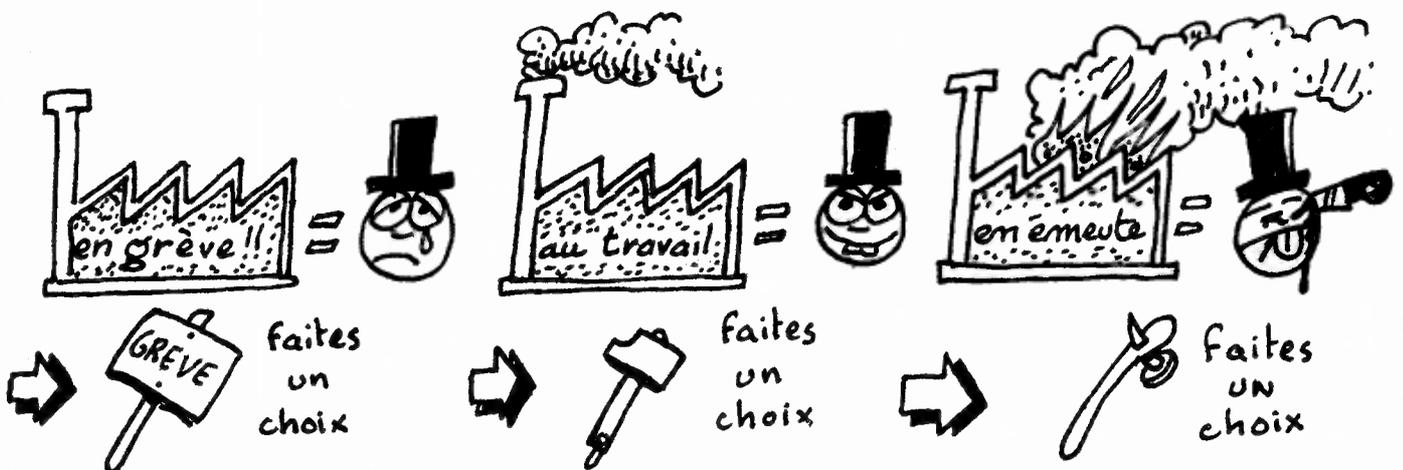
### PEUT-ON REIMPLANTER L'ANARCHO-SYNDICALISME?

A l'intérieur des grandes centrales, nous l'avons dit, sûrement pas. Et même si un groupe parvenait à prendre de l'influence, nul doute qu'il serait viré dès que possible (rappelons-nous Montrochet, la BNP, et certaines UD CFDT).

Pourtant il n'est pas de syndicaliste révolutionnaire qui rêve de la CGT du début du XXème ou de la CNT 36! Que de débats mélancoliques animés sur ces thèmes dans nos rangs, que d'analyses, que de rêves!

C'est sans doute ce décalage entre la réalité d'aujourd'hui et les phantasmes du passé, qui fait que nombre de compagnons restent les bras coupés: il y a tout à faire, à refaire en 86 et plus tard, sans commettre les erreurs passées, sans replonger dans la stérilité de querelles d'un autre âge.

Quitter les grandes centrales est nécessaire, mais pas à n'importe quel prix, il faut construire quelque chose d'autre. Il ne suffit pas de démissionner pour ouvrir les yeux aux technocrates du syndicalisme, si cela suffisait il y a longtemps qu'ils auraient changé leur fusil d'épaule. L'institutionnalisation voulue tant par les syn-



dicats que par les partis politiques quels qu'ils soient, nous mènera à des déboires encore plus grands demain. Aujourd'hui, ces syndicats sont muselés par leur investissement dans les divers organismes consultatifs à tous les niveaux de la société (de l'entreprise à l'Etat), chaque jour ils collaborent un peu plus, jouent le rôle de la concertation (pas forcément négatif mais toujours démobilisateur), chaque jour la base est un peu plus isolée, laissée à elle-même.

Demain, des syndicats dont le financement serait légiféré et protégé, seraient encore plus (si cela est possible) contrôlés et utilisés par technocrates et politiciens de tous bords.

## POURQUOI PAS LA CNT ?

Depuis une dizaine d'années, la CNT est en complet renouveau. Grâce à l'obstination de quelques camarades au départ, la CNT est devenue une véritable organisation ouvrière (une trentaine de syndicats et à peu près autant d'unions locales). Cependant, malgré de bons espoirs, il ne sert à rien de se leurrer, la CNT reste minuscule au regard de ses « grandes sœurs » et elle est encore fragile.

Seule organisation à battre en brèche tout ce qui est facteur de collaboration, du délégué du personnel (incontrôlable parce que non révocable) au comité d'entreprise (organisme de plus en plus au service exclusif du patron : annonce de mesures économiques, licenciements...) en passant par les Prud'hommes (pour lesquels on demande aux travailleurs d'élire ceux qui les jugeront selon les règles du... patronat!), la CNT est fermement engagée dans la lutte contre le capitalisme et tous ses outils de récupération.

Elle est aussi la seule organisation à prôner l'assemblée générale des travailleurs souveraine, la liberté de chaque syndicat et section, l'autonomie réelle des luttes.

Elle reste encore la seule à envisager un changement radical de société, à établir un projet de société égalitaire et autogestionnaire, même si c'est loin d'être pour demain.

## UNE AVANCEE LENTE ET PRUDENTE

Il ne sert à rien d'avoir des principes et de ne pouvoir les appliquer : ceci est valable tant pour les libertaires adhérents CFDT, CGT ou FO, que pour les inorganisés, que pour, aussi, la CNT.

C'est vrai que la CNT est confrontée à toutes sortes de problèmes de liberté d'expression dus à sa non-représentativité nationale. Ainsi des anecdotes croustillantes

émaillent son chemin : dans une boîte un patron crée un syndicat CGT maison pour faire le pendant à la CNT seule orga existante. Ailleurs ce sont CGT et CFDT (unité d'action oblige) qui attaquent la CNT en justice pour non représentativité (erreur, car la CNT a encore gagné un procès dernièrement au CI-ORTF), aux PTT c'est l'administration qui, après avoir accordé des droits à certaines sections, les refuse à d'autres...

Tous ces combats, boîtes après boîtes, la CNT les a menés, utilisant tous les moyens à sa disposition, y compris la justice, y compris les élections de délégués du personnel quand cela était nécessaire. Le pragmatisme est une des forces que la CNT se doit d'avoir si elle veut s'implanter durablement.

Ce développement, il le faut, pas par esprit de clocher cénétiste, mais parce qu'il est nécessaire à la fois pour les travailleurs (la CNT est un outil efficace — voir la grève menée à la clinique des Orangers en 1984 et la solidarité confédérale qui s'est développée autour), et aussi pour la propagation d'idées comme de principes (déhierarchisation des salaires, égalité économique, autogestion, antimilitarisme, etc...).

## A SUIVRE

Pas question de faire ici du triomphalisme sur le syndicalisme révolutionnaire en marche!...

Mais avouons que les perspectives sociales qui nous sont offertes sont bien réduites. La CNT offre un moyen de réagir, de faire passer des idées, de faire entendre la voix de l'autogestion. Pourquoi se refuser à l'utiliser?

P.C.

## NOTES

(1) A peine 800 000 à la CGT, environ 2 millions de syndiqués pour 20 millions de salariés (au plus fort des sondages).

(2) Un des derniers numéros de CFDT-magazine publie un sondage sur le financement des syndicats. Y sont envisagés impôts sur les entreprises, et sur l'ensemble des salariés entre autres. « Libération » avait déjà publié un article à ce sujet au cours de l'été 85 faisant état d'un relatif consensus CGT-CFDT-FO sur le sujet!

(3) Passons sous silence les travailleurs adhérents sur des pratiques de terrain, les luttes étant de moins en moins nombreuses.

(4) Entre autre, participation à un débat patronal d'un représentant CFDT expliquant la tactique de son syndicat au lendemain du Congrès, don d'immeuble de la mairie de Paris à l'URPP CFDT, combat pour la flexibilité, la grève considérée comme archaïque...



## PLUS RINGARDS QUE LES LIBERTAIRES...

Après avoir beaucoup hésité, je me réabonne. Pourtant, nombreux étaient les éléments me poussant à ne pas le faire.

— Naturellement l'article ridicule sur le Nicaragua : quelle dérision ! 6 pages, 6 pages sans analyses réelles, objectives, de la situation, 6 pages qu'on aurait lues moitié dans Actuel, moitié dans l'Huma, avec un zeste de gauchisme. Le problème n'est pas de dénoncer ou de soutenir sans réserves mais, pour nous qui sommes éloignés autant géographiquement que politiquement du phénomène, de comprendre... on en est loin, on aurait mieux fait d'écrire directement à l'ambassade du Nicaragua. — Et aussi, les bandes dessinées!

On en a encore un exemple dans le numéro 65 : qu'au moins quelqu'un le dise : elles sont moches, débiles, bêtement violentes, réactionnaires, elles veulent perdurer une mythologie de l'anar, louchant avec envie sur les skins (qui eux, ont de belles chaussures à clous), sur les staliniens (qui eux, pratiquent un vrai terrorisme, avec du sang), sur les rockys banlieusards (qui eux, n'ont pas besoin de se poser de questions pour chercher à survivre). Y'en a marre des infantilisés, un journal d'informations et de réflexions libertaires n'est pas un fanzine de collège,

tout ça pour se rappeler qu'on a été jeunes, et qu'on prétend le rester.

Michel Ravelli a fait un article sous-titré « plus ringards que moi, tu meurs ». Y'a pas que Rocard, la CGT, les gauchistes, bref tous les mauvais, les méchants, qui soient ringards. Le mouvement libertaire reste le plus ringard de tous, lui qui est encore capable de noircir 16 pages de papier pour discourir sur une polémique plus que centenaire (ah! Marx et Bakounine!). Quelle misère! Si au moins le problème était posé de façon nouvelle, sans s'en tenir aux vieux anathèmes mille fois ressasés : au moins, on se persuaderait qu'il existe une réflexion libertaire.

Bref, mon rôle ne devrait pas se limiter, bien sûr, à une critique qui reste stérile. Mais je tenais à préciser que se réabonner, pour moi, était loin de représenter un soutien béat. En clair, je me réabonne, simplement, pour rester au courant de l'état (mot suspect) des débats au niveau national (encore plus suspect). Au cas où quelque leur apparaîtrait : ceci reste tout de même un encouragement : on peut l'attendre à IRL, plus qu'ailleurs.

Laurent, 22 PLELO

# Cause à mon cul Ma tête est malade

DE L'IDEOLOGIE DE LA CRISE A LA CRISE DES IDEOLOGIES

**I**l y a encore peu de cela, le machisme avait une mine de papier mâché. On le sentait crispé. Sur la défensive. Prudent. Méfiant. Bandant mou. Craignant visiblement les réactions des femmes à son encontre. Pire ! Il avait quasiment perdu son âme. Il n'osait plus. Il doutait de lui-même, buvant le calice de la culpabilisation jusqu'à la lie.

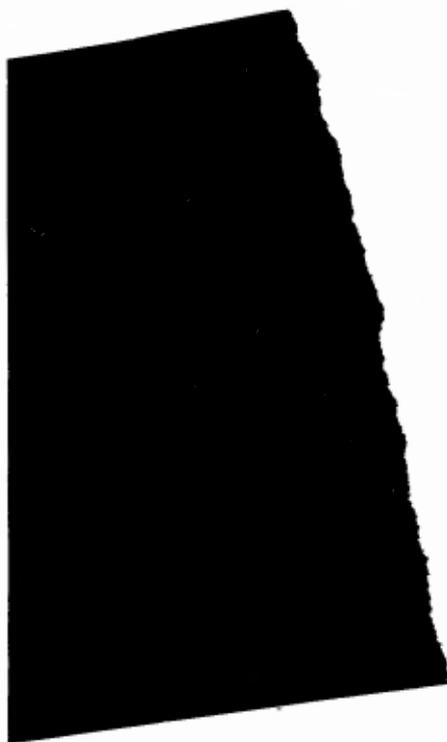
Aujourd'hui, il suffit de se balader dans la rue pour s'en rendre compte, les choses ont passablement changé. Les roule ta caisse de banlieue et d'ailleurs, regard d'aigle et santiags déployés, ont retrouvé leur belle et mâle assurance pour draguer les meufs et les taupes qui touchent. Les beaux promènent sans complexe leur brioche, leur moustache et leur regard bovin, sur la piste du premier cul qui passe. Les boutiques spécialisées ou non débordent littéralement de portes jarretelles, bas à résilles et autres attirails censés exciter les peines à jouir en mal d'exotisme. Le corps de la femme, dévoilé, objetisé, fantasmé, bafoué, humilié... s'étale à tous les carrefours, sur les écrans de télé... comme support de vente de savonnettes, de bagnoles... et même de revues anarchistes (1).

Bref, signe des temps en ces temps ou le signe est roi, les flots d'images, de sons et de « messages » que charrient actuellement les médias dans tous les temples de mise en condition, exhalent des senteurs d'une époque que l'on avait pu croire révolue.

Certes, le look de ce retour en force du sexisme a changé. L'emballage fait désormais dans le « branché ». Ou dans le « cablé ». Ou bien encore dans le peuh-punk B.C.B.G. ! Car, marketing oblige, on ne peut plus se permettre l'archaïsme de la robuste bourrée du machisme d'antan. Aujourd'hui, l'heure serait plutôt aux gracieux menuets de l'insidieux. Mais cela ne change rien au problème. Derrière le bla bla de l'apparence et les flons flons de la mise en scène, c'est toujours la même chanson. Celle des vieilles valeurs ! Toujours aussi pesantes ! Toujours aussi puantes !

Bien évidemment, devant cette remontée en « puissance » d'un sexisme dont l'arrogance prospère sur le fumier d'une bonne conscience retrouvée, il est hors de question pour les révolutionnaires que nous sommes, de nous taire. Tout au contraire, nous nous devons de dénoncer avec force cette **idéologie** de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être

humain qui préside au retour en force actuel du machisme. Même si, et c'est le cas de nos camarades du *Magazine Libertaire*, elle se tapit, sous prétexte d'aller dans le sens du « look de l'histoire », dans le confort de l'**ambiguïté**. Car, ambiguïté, ambiguïté, mon cul ! Quand on raccole le chaland avec des photos de cul, pas n'importe quelles photos et pas n'importe quel cul, cela n'est pas neutre. Que dirait-on en effet d'un canard anar annonçant un dossier sur l'immigration et étalant en première page, sans commentaire, une affiche fascho disant : « Les Arabes dehors ! ». Et que n'a-t-on pas dit sur les premières pages « ambiguës » de *Charlie Hebdo* qui faisaient que dans le train la première creuvre venue nous proposait *Minute* en échange de *Charlie* ?



Cela étant si la dénonciation est nécessaire elle ne suffit pas pour autant. Si l'on veut agir par rapport à ce genre de phénomène il convient également et surtout d'en comprendre les tenants et les aboutissants. Car qu'on ne s'y trompe pas le sexisme n'est qu'un des éléments parmi d'autres du retour en force des vieilles valeurs. La résurgence de l'éducation à la papa avec marseillaise, instruction civique, symbiose armée-école, à la clef ; les aboiements sécuritaires ; la montée du racisme ; l'offensive « moderniste » anti-syndicale, anti acquis

sociaux... ; l'apologie orchestrée de l'individualisme... tout cela constitue un tout : l'idéologie de la crise. Une idéologie distillée de main de maître par les dominants du moment. Pour canaliser la récolte potentielle des exploités et des dominés vers les impasses de la division, du morcellement et de l'isolement. Mais une idéologie qui résulte également, et là cela nous concerne, de la crise des idéologies. Car c'est bien évident, si cette idéologie de la crise fait autant recette aujourd'hui c'est aussi parce que l'espoir a tellement été bradé par certains au premier rang desquels les astres morts de la galaxie Marx, que nombreux sont désormais ceux qui rejettent l'idée même d'idéologie et de révolution persuadés quelles sont porteuses en tant que telles de l'intolérable des pannes de lumière made in URSS, Canbodge, Cuba...

Dans ces conditions, pour sortir de cette spirale réactionnaire il n'est pas trente six solutions. Le capitalisme privé ou d'Etat, cherchera toujours en effet, à diviser la masse des exploités et des opprimés par le biais d'une idéologie adaptée à la logique des crises qui le rongent aujourd'hui comme hier. C'est dans l'ordre des choses. A nous donc, par notre cohérence théorique et pratique, par notre engagement dans l'action et la lutte des classes, de démontrer à ceux qui, désespérés, rament aujourd'hui dans les galères de la survie et du morcellement, que l'anarchisme comme idéologie, éthique et mode d'organisation sociale et politique mérite qu'on espère et qu'on se batte pour lui. Tout un programme, donc, qui exclue de prêter le flanc à l'ambiguïté — qu'elle soit sexiste ou autre — en caressant la névrose engendrée par l'idéologie de la crise et la crise des idéologies, dans le sens du poil. Et pour en revenir au problème du sexisme, plutôt que de ne causer qu'à mon cul sous prétexte que ma tête est malade, parle moi plutôt d'amour, camarade ! De tendresse ! Tu verras, les caresses n'auront pas besoin des oripeaux du fantasme pour... nous déridier les fesses !

J.M. RAYNAUD

(1) *Le Combat Syndicaliste* de mars 85 qui fait sa couverture sur la « flexibilité » avec un une femme nue en cuissardes et munie d'un fouet.

*Le Magazine Libertaire* N° 6 consacré à « L'amour et l'argent » reproduit en première page, sans aucun commentaire, une affiche du Crazy Horse Saloon montrant deux femmes harnachées, poitrines dénudées... Original, non !

# ciao anarchici

images d'une rencontre  
internationale  
anarchiste

immagini di un incontro  
internazionale  
anarchico

agnaldo s. maciel  
marianne enckell  
fabio santin e altri



Séjournant à Venise, à la fin septembre 1984, on ne pouvait manquer de tomber tôt ou tard sur des milliers de touristes d'un genre particulier : c'étaient des anarchistes venus de toutes les parties du monde pour une rencontre internationale. Cette rencontre voulait être à la fois une fête, un colloque et l'affirmation d'une identité. C'est là qu'est né ce livre, pour refléter des visages, des gestes, des mots, des émotions. Il est réalisé en quatre langues, quatre éditeurs y ont collaboré. Album de famille, reportage ethnographique, document historique. Il montre les cents visages du peuple de l'anarchie.

*Vous pouvez commander dès maintenant ce livre qui est sous presse : une centaine de pages, couverture en quadrichromie, 100F port compris.*

L'ACL a déjà édité trois volumes des contributions aux rencontres de Venise sous le titre de « Un Anarchisme contemporain : Venise 1984 ». Il s'agit de :

- « Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières », 1985, 104 pages, 56 F
- « Aventures de la liberté », 1985, 80 pages, 44 F
- « L'Etat et l'Anarchie », 1985, 120 pages, 58 F

Le quatrième volume « Sur la Révolution » devrait paraître prochainement.

A cette occasion, nous vous proposons exceptionnellement les trois premiers volumes pour le prix de 100 francs, port compris.

**ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon  
CCP 572459 L LYON**



**Je serai là pour assurer la  
continuité de nos institutions**

I M A G E S



**EN NOVEMBRE 1985 OLOF PALME EST VENU VISITER UNE EXPOSITION SUR LES 75 ANS DE LA CNT-AIT**